

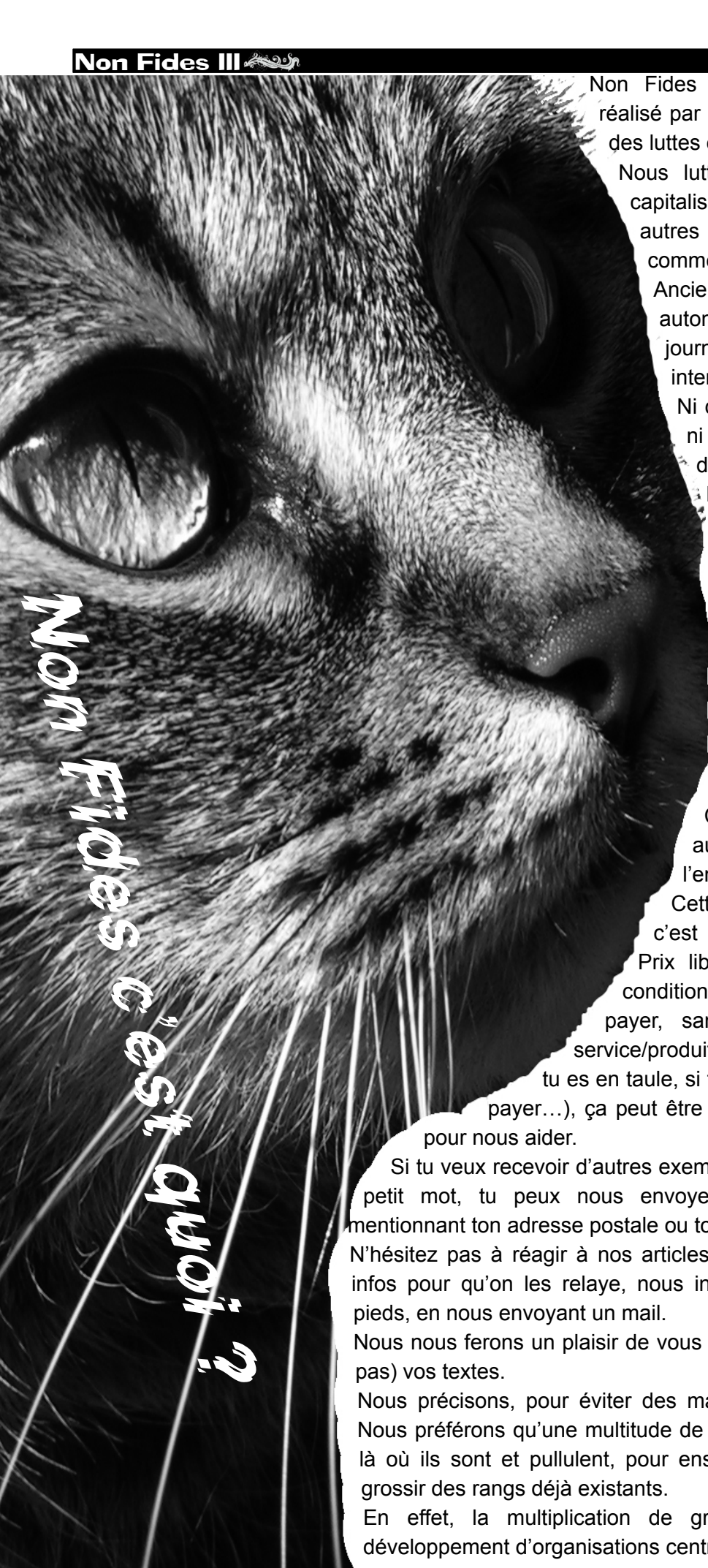
NON FIDES N° III

Prix Libre

JOURNAL ANARCHISTE APERIODIQUE

ossier : Gentrification, Urbanisme et Mixité Sociale / Réponse à un lecteur / Affiche : Entre chien et
p / Crise ou pas : La paix sociale a du plomb dans l'aile / Témoignage d'un prisonnier de Rouen / Reli-
ix poids deux mesures : De l'onanisme en milieu militant / Le theoreme parfait de la guerre civile / Nothing to
omme un des beaux arts / Vive les feux de la revolte / Pourquoi nous voulons la destruction
ns, nations, ethnies, communautés : Toujours la division / Le Criminel c'est l'électeur / Introduction au concept de
s centres de rétention / Education, société et depression / L'Amenagement du territoire / Lettre aux villes qui s'aseptisent
ose! / La Chiourme architecturale / L'occupation du territoire par l'art et la gentrification / Lettre aux villes qui s'aseptisent

VOUS
ÊTES ICI



Non Fides c'est quoi ?

Non Fides est un journal anarchiste apériodique réalisé par divers individus qui se sont retrouvés sur des luttes et des idées communes.

Nous luttons pour la destruction de l'Etat, du capitalisme, de son salariat, et de toutes les autres formes d'oppression et d'exploitation comme le patriarcat et le sexisme.

Anciennement «groupe anarchiste autonome», Non Fides aujourd'hui, édite un journal, des brochures et anime un site internet.

Ni de droite ni de gauche, nous ne sommes ni « révolutionnaires professionnels » ni doctrinaires, nous sommes anarchistes.

Nous ne prétendons jamais dicter aux lectrices et aux lecteurs la solution à tous les problèmes, et nous n'entendons pas livrer clef en main la « société future idéale ».

Nous pensons que la liberté ne peut être acquise sans la solidarité et la lutte. En effet, si l'émancipation individuelle est au centre de nos combats, la solidarité et les démarches collectives sont des moyens d'y parvenir.

C'est pourquoi nous prôtons la liberté autant que l'égalité, la solidarité et l'entraide.

Cette production est coûteuse à produire, c'est pourquoi nous la proposons à prix libre.

Prix libre, parce qu'aujourd'hui nous sommes conditionnés pour payer ce qu'on nous dit de payer, sans chercher à connaître le coût du service/produit. Prix libre, ça peut vouloir dire gratuit (si tu es en taule, si tu n'as pas de fric, si tu n'as pas envie de payer...), ça peut être simplement ce que tu veux/peux donner pour nous aider.

Si tu veux recevoir d'autres exemplaires, des brochures, ou nous écrire un petit mot, tu peux nous envoyer un mail à non-fides@riseup.net en mentionnant ton adresse postale ou ton numéro d'écrou.

N'hésitez pas à réagir à nos articles, nous porter conseil, nous envoyer des infos pour qu'on les relaye, nous insulter ou nous chatouiller les doigts de pieds, en nous envoyant un mail.

Nous nous ferons un plaisir de vous répondre (à notre rythme), de publier (ou pas) vos textes.

Nous précisons, pour éviter des malentendus, que nous ne recrutons pas. Nous préférons qu'une multitude de collectifs/journaux/infokiosques se créent là où ils sont et pullulent, pour ensuite se mettre en réseau plutôt que de grossir des rangs déjà existants.

En effet, la multiplication de groupes est préférable selon nous au développement d'organisations centralisatrices.

SOMMAIRE

- ▣ En Grece, ici, ailleurs, partout... p.3
- ▣ Bref aperçu de la chronologie de la solidarité internationale p.4
 - ▣ Réponse a un lecteur p.5-8
- ▣ Contre les frontieres, les nations, les centres et les prisons p.8
 - ▣ Entre chien et loup p.9
 - ▣ Crise ou pas... La paix sociale a du plomb dans l'aile p.10-13
- ▣ Temoignage d'un prisonnier de Rouen p.14
 - ▣ Quelques bonnes raisons de refuser le fichage ADN p.14
 - ▣ Beau comme des centres de retention qui flambent p.15
- ▣ De l'onanisme en milieu militant p.16-17
 - ▣ Du sabotage considere comme un des beaux arts p.18
 - ▣ A propos des arrestations de soi-disant terroristes p.19-23
- ▣ Recit d'un mouvement a la maison d'arrft des femmes de Rouen p.24-26
 - ▣ Bienvenue dans la poubelle des mondes p.27
- ▣ Acculturation des pauvres et persecution des femmes dans l'europe de la fin du XV^e aux debuts du XVIII^e siecle p.28-33
- ▣ Le martyr, la victime et l'agneau p.34-36
 - ▣ Vive les feux de la revolte p.37
 - ▣ Le theoreme parfait de la guerre civile p.38-39
- ▣ Pourquoi nous voulons la destruction des centres de retention p.40
 - ▣ Education, societe et depression... Lettre d'Ecila p.41-42
 - ▣ A propos de la mort de Samir p.43



www.non-fides.fr
non-fides@riseup.net

DOSSIER: Gentrification, urbanisme et mixite sociale...

- ▣ Introduction au concept de gentrification p.45-46
- ▣ Lettre aux villes qui s'aseptisent p.47-48
- ▣ Nothing to lose ! p.49-54
- ▣ Chronique ordinaire de la gentrification dans le 19^e arrondissement de Paris p.55-57
- ▣ Raffles dans nos quartiers p.58
- ▣ Empechons les expulsions p.58-59
- ▣ La chiourme architecturale p.60-61
- ▣ La "mixite sociale" c'est la guerre aux pauvres p.62
- ▣ On ira pas dans votre parc ! p.63
- ▣ L'aménagement du territoire p.64
- ▣ L'occupation du territoire par l'art et la gentrification... New-York, annees 80s p.65-71

En Grèce, Ici, Ailleurs, Partout...

Depuis quelques temps, la Grèce explose. Manifs, émeutes, incendies, magasins et banques pétés, braquages, flics attaqués, occupations de mairies, de lycées, d'universités... Ca part dans tous les sens, dans toutes les villes, toute la population s'y met.

Ailleurs en Europe et dans le monde, les actions de soutien se multiplient : A Londres, Berlin, Istanbul, Bordeaux, Rome, New York, Paris, Moscou, en Nouvelle-Zélande, Uruguay, Chypre, Scandinavie.... des consulats et des ambassades sont occupés, des commissariats et des banques attaqués, des voitures brûlées, des tags de soutien fleurissent un peu partout sur les murs. Tout cela pour exprimer la solidarité internationale avec les grecs en lutte, que ce soit par le biais de l'émeute, de la grève, de l'occupation, ou tout à la fois. Aussi, parce que chacun sait que les conditions de vie, l'exploitation, les inégalités, les violences étatiques ne sont pas réservés qu'aux grecs. Ici et partout ailleurs, les problèmes sont les mêmes.

Mais la solidarité doit faire face, elle aussi, à son lot de répression : arrestations, fichage des manifestants, surveillance accrue, occupation policière massive sous divers prétextes : plan vigipirate par ci, alerte à la bombe par là...



C'est la mort d'un adolescent anarchiste de 15 ans qui a mis le feu aux poudres, comme disent les médias, mais la poudre était là depuis longtemps, dans tous les domaines de la vie, comme partout sur terre. Le salaire moyen en Grèce tourne autour de 700€ quand le coût de la vie y est aussi élevé qu'en France, tourisme oblige.... La « crise » ne vient rien arranger, le gouvernement corrompu et sa police raciste et violente, non plus. Aussi la Grèce a déjà utilisé la menace de la grève générale... générale... pour un ras le bol général, une envie de faire bouger les choses, pas un secteur professionnel, pas une branche ni une corporation, mais de changer un système tout entier...

Et ici ? Il se passe quoi ici... à peu près la même chose, la même merde... ici aussi la police tue, ici aussi le capitalisme nous crève. Une pluie de réformes catastrophiques, la révolte des lycéens, la police dans les collèges, les lycées, 65 000 personnes incarcérées, tabassages dans les commissariats, inculpations pour terrorisme, chasse aux immigrés, aux sans-papiers, fichage des populations, processus de gentrification urbaine à grande vitesse, 500 licenciements par jours. Les bourses s'écroulent mais les patrons s'augmentent et l'Etat renfloue les banques à coup de milliards... Les SDF continuent de mourir silencieusement dans la rue. Les gens manifestent régulièrement, des grèves fleurissent un peu partout, hôpitaux, éducation... mais toujours par secteur, jamais ensemble...

*Les divers pouvoirs de ce monde savent s'allier pour nous dominer.
De nombreux Grecs descendent dans la rue pour crier leur révolte.
Certes ça va pas tout changer, mais c'est déjà un début....*

...Alors on attend quoi ?

Guerre au capital, partout, maintenant !

*Pour plus d'infos sur les actions de solidarité à travers le monde,
visitez la Chronologie de la solidarité internationale avec les incendiaires grecs
lisible ici : <http://www.non-fides.fr/spip.php?article132>*

Voici un très bref aperçu de la chronologie de la solidarité internationale avec les incendiaires grecs disponible sur notre site à l'adresse : www.non-fides.fr/spip.php?article132

24 décembre 2008

• A **Milan**, une voiture de police et quatre voitures de la police municipale incendiées, tags en solidarité à proximité.

22 décembre 2008

• A **Milwaukee**, 4x4, bâtiments municipaux et façades d'immeubles vandalisés à coup de tags de solidarité.

21 décembre 2008

• A **Paris**, manif sauvage dans les 18/19e arrdt avec banderoles en soutien aux émeutiers ("vive les feux de la révolte") qui sera ensuite posée sur les rambardes du métro aérien à La Chapelle. Le quartier a été par ailleurs recouvert de tags et d'affiches.

• A **Buenos Aires**, un attentat a fait exploser la porte de l'ambassade grecque. Action revendiquée par des anarchistes.

• A **Lancy**, près de Genève, un sapin de Noël a brûlé devant la mairie en solidarité.

20 décembre 2008

• A **Paris**, une trentaine de distributeurs de banques des quartiers bourgeois ont été définitivement mis hors d'état de nuire à la soude par des anarchistes, en solidarité avec les émeutiers grecs.

• A **Oshkosh**, dans le Wisconsin, une banque est attaquée, serrures bouchées à la glue et tags sur les murs : "Brûlons la Grèce. Brûlons les prisons. Brûlons les Etats."

• A **Lisbonne**, manif sauvage, blocage de routes, banques, magasins, voiture de flics pétées.

• A **Kansas City**, l'ambassade du Mexique est prise pour cible (tags, briques) lors d'un rassemblement en solidarité avec les révoltés, de Oaxaca, de Grèce et d'ailleurs.

• A **Amsterdam**, Un distributeur de billets de la banque ABN-AMRO incendié.

• A **Tacoma**, les tuyaux du combustible ont été coupés, les consoles des pompes à essence ont été détruites et le message "Vas au boulot et butte ton patron" a été tagué sur deux stations Shell et sur deux stations Chevron.

• A **Denver**, banderoles accrochées à un pont du centre-ville : "Nouvelle de Grèce : les flics

sont inflammables".

• A **Minsk**, le commissariat central attaqué avec des grenades fumigènes.

• A **San Francisco**, une centaine de personnes en manif sauvage très mobile. Bandoles posées ici et là. Perturbation des flux dans la galerie marchande de la ville fermée par la police après quelques heurts et de la casse de marchandises. 6 arrestations pour vandalisme, un manifestant blessé à la tête.

• A **Barcelone**, manif de plusieurs centaines de personnes malgré le harcèlement policier. Affrontements avec les keufs. Des arrestations.

• A **Hambourg**, plus de 1000 personnes en manif, affrontements avec la police à coup de fusées.

• A **Bologne**, une bombe explose contre une agence de la banque Unicredit.

• A **Saragosse**, engin incendiaire lancé par des anarchistes sur la porte du commissariat de Torrero.

18 décembre 2008

• A **Schaerbeek**, en Belgique une voiture de ISS Cleaning a été brûlée. ISS effectue les travaux de nettoyage dans les CRA. Un communiqué indique "De Steenokkerzeel à Athènes, feu aux frontières, feu aux papiers, feu à l'Etat."

• A **Turin**, plusieurs distributeurs de banque obstrués avec de la colle. Pareil pour une dizaine de parcmètres, les serrures d'une bibliothèque et d'une société d'assurance et tags de solidarité.

• A **Amsterdam**, quatre voitures de luxe incendiées en centre-ville.

15 décembre 2008

• A **Montevideo**, ambassade grecque attaquée à coup de pierres et de bombes de peintures.

• A **Madrid**, manif sauvage, attaque d'un comico et de quelques banques. 7 arrestations. En banlieue de Madrid, plus tard dans la soirée, attaque de banques.

• A **Gand**, 150 personnes en manif. Des pétards, des slogans, des tags et des vitrines pétées, des banques attaquées, une voiture de flics essuie des projectiles, une des principales rues commerçantes de Gand est saccagée. 19 arrestations.

13 décembre 2008

• A **Vancouver**, des anarchistes ont attaqué une banque. Vitrines brisées et tags.

• A **Bristol**, 30 voitures de keufs attaquées au lance-pierre.

12 décembre 2008

• A **Francfort**, 200 manifestants devant le consulat grec. Barricades. Trois voitures de keufs pétées, ainsi que la façade d'un poste de police. Une arrestation.

11 décembre 2008

• A **Bruxelles**, un engin incendiaire composé de deux bouteilles de gaz a détruit une banque d'ING à Auderghem. dans le quartier d'Ixelles, la porte de la "pastorale de la communauté grecque" de la ville est incendiée.

• A **Gênes**, attaque d'un commissariat dans la vieille ville. Vitrines brisées, tags de solidarité.

• A **Melbourne**, des anarchistes ont vandalisé l'ambassade grecque et ont remplacé le drapeau grec par un drapeau noir.

• A **Bordeaux**, deux véhicules incendiés devant le consulat grec. Des tags en face du consulat. Enquête confiée à la police judiciaire.

10 décembre 2008

• A **Mexico**, attaque à l'explosif contre un poste central de la police revendiquée par "des anarchistes individualistes contre l'ordre établi".

• A **Bristol**, fusées tirées contre un commissariat et contre des voitures de flics: sept voitures mises hors d'état de nuire.

• A **Barcelone**, rassemblement de 200 personnes, quasiment tous contrôlés par la police. Bandoles déployées. Manif sauvage, le cortège grossit jusqu'à 800 personnes, des vitrines et du mobilier urbain sont attaqués. Après dispersion, divers petits groupes sont harcelés par des flics en fourgon et à moto. Quelques charges et deux arrestations.

• A **Madrid**, environ 300 personnes en manif sauvage attaquent un comico et des banques, des magasins et des pubs. Des barricades enflammées sont formées. 9 interpellation et un nombre indéterminé de policiers blessés. D'autres échauffourées ont éclaté vers Lavapiés.

• A **Rome** et **Bologne**, 5 policiers et un soldat italiens ont été blessés lors d'affrontements avec des manifestants. A Rome les manifestants ont lancé des fumigènes et de la peinture rouge sang sur l'ambassade grecque.

• A **St-Gilles**, en Belgique, le feu est mis à un véhicule de police devant le commissariat, sous les yeux des flics.

9 décembre 2008

• A **Bruxelles**, le siège du syndicat des keufs (vsoa) a été attaqué. Toute les vitres sont tombées.

Reponse à un lecteur

Dans Non Fides N°2, un lecteur répondait à un article intitulé "Minoritaires...oui, et après ?", paru lui, dans le premier numéro. Les deux textes sont lisibles sur notre site. Nous avons tenu à poursuivre la discussion engagée.

La publication de cet article, ou plutôt sa rédaction, était en quelque sorte une réaction directe à l'échec d'un mouvement social dans lequel pas mal de monde avait placé des espoirs. Espoirs de radicalité, qu'une grève devienne contagieuse et mette K.O. sans distinction la canaille syndicale et la vermine patronale. Réaction de déception, sentiment de dépit, impression de déjà-vu dans le sempiternel retour à la normale. Sentiment semblable à la « déprime post-CPE », cet étrange blues qui frappa beaucoup d'enragé-es à l'époque.

Depuis quelques temps, qui peut dire qu'il ne s'en prend pas plein la gueule ? Qui n'a pas été, parmi les populations, acculé à la lutte nécessaire, à la juste colère ? Dans le désordre : Tziganes pourchassés un peu partout en Europe, cheminots grévistes, sans-papiers proies de l'Etat-



Nation, émeutiers à Villiers-Le-Bel, malades non remboursés, lycéen-nes tabasés par les services d'ordre, étudiant-es, routiers, marins-pêcheurs, chômeur-ses. La liste serait longue, elle imposerait de dresser un panorama global de l'oppression, là n'est pas le propos.

« L'anarchiste souffre de toutes les injustices qu'il perçoit dans le monde » nous disait ce lecteur. Pour cela, il faudrait avoir des épaules en titane, pour supporter le poids de toutes les sévices que le Pouvoir inflige à l'humanité aux quatre coins de la planète. Nous ne pouvons pas rester dans le domaine de la souffrance. L'empathie est notre point de départ, mais elle ne doit pas nous fixer, nous paralyser, ni nous empêcher de « nous occuper de nous-mêmes ». Parallèlement, notre révolte personnelle a besoin de complices pour s'exprimer.

Ces complices existent. Lorsque nous apprenons que des pavés ont brisé des façades de banques qui collaborent à la traque aux sans-papiers (la BNP), ou de n'importe quelle banque du

reste, nous savons que nous avons des complices. Lorsque des ouvriers en grève, ici et là, envoient balader leurs syndicats, nous savons que nous avons des complices. Lorsque des cellules de prisons sont réduites en cendres par les détenus, comme à Vincennes, à Nantes, au Mesnil-Amelot et ailleurs, cela renforce la rage et contribue à la diffuser.

De fait, les réseaux « de tout ce qui bouge, qui vit, qui aime la vie dans sa gratuité » existent. Ils se bâtissent, parfois patiemment, parfois spontanément, dans le feu du combat, dans une communauté de désirs. La complaisance dans le constat, l'éternelle plainte, il faut la laisser de côté. Certes, la peur et la renonciation, la fatalité sont compréhensibles dans la logique de ce système qui pose le turbin quotidien et le fermage de gueule comme seuls piliers constitutifs. Nous comprenons que « la violence rampante de la société capitaliste », celle-là même qui pousse au désespoir, qui fait que « des gens honnêtes, sensibles, intelligents préfèrent se suicider plutôt que de se révolter », nous comprenons qu'elle ait suffisamment de puissance pour répandre la désolation partout où elle étend son empire, jusque dans les cœurs des militants qui voudraient se donner l'image inébranlable d'êtres particulièrement courageux et solides. Mais il s'agit

d'enrayer cette spirale, là où d'autres y collaborent, par opportunisme ou par adhésion idéologique. Il s'agit de diffuser le sabotage et la résistance là où l'on peut le faire, là où nous trouvons des complices.

L'urgence, nous la ressentons en vérité au quotidien, parce qu'un jour sans révolte est un jour où la spirale du désespoir prend de l'ampleur, devient plus implacable. En ce cas, nous ne pouvons pas être patient-es. La révolution peut se permettre ce «luxue», mais ni la colère ni la révolte ne le peuvent.

Les gens qui brûlent sincèrement d'en découdre avec la domination, ne peuvent pas se permettre de tout sacrifier pour LA révolution. Avant de parler de «rupture décisive», de «Grand Soir» et autres chimères vieille comme le milieu militant, il faut bien que des étincelles partent, se rejoignent, se multiplient. Et parfois, la survie même impose d'en passer par la révolte, ne serait-ce que pour tenir, trouver de la force. Aussi, condamner une explosion de caméras de surveillance à la massue, ou un dynamitage de chantier de prison, c'est comme condamner une grève sauvage, sous prétexte que ces actions interviennent en dehors de tout processus révolutionnaire, ce qui leur ferait perdre toute «légitimité».

Foin de tout cela ! Si les déclassés veulent ne plus «se sentir responsables de leur mise à l'écart», si les «victimes» du système veulent à nouveau être

possédé-es par la "capacité de contestation", il ne peut être question de remettre la résistance pratique au lendemain. Il y a plus à perdre dans l'apathie que dans la spontanéité.

Étant donné le désastre ambiant, qui paraît à ce point insensé qu'on peut se sentir incapables de mettre des mots dessus, le sens peut naître du refus en lui-même. Le refus de ce monde absurde et répugnant et de la logique qui le détermine.

Le refus de continuer à bosser pour n'importe quoi, n'importe quand et à n'importe quel prix. Le refus de l'esclavage salarié, le refus de donner son ADN dès qu'un flic le réclame, le refus d'acquiescer à la loi de la marchandise, de payer le métro, de considérer l'adaptation et l'intégration comme les totems de la vie moderne.

Le refus de laisser des imbéciles et des haineux



foutre les clandestins en taule.

Le refus de laisser un «Nouveau Parti» bernier tout le monde à nouveau.

Tout cela a un sens. Tous ces refus parlent, il n'est pas nécessaire de vouloir catégoriser la propagation de la révolte : «par le fait», «par le tract», «par le texte», etc... Alors que les simples manifestations, tout comme la grève, sont menacées de tomber sous le coup de l'interdit étatique, alors que le simple fait de ne pas être d'accord peut vous conduire dans l'étau de l'antiterrorisme, les populations n'ont pas attendu des «agitateurs de la mouvance anarcho-autonome», tout comme nous n'avons pas besoin des «masses» (ou de la majorité, pour le dire autrement) pour être convaincus de la nécessité de lutter.



Comme le dit le lecteur : «Tout ceci peut paraître farfelu, mais en période de crise certaines idées (et les pratiques qui y correspondent) font parfois un chemin inattendu».

Pour ce qui est de la «question de la violence» et de la «question insurrectionnelle», il n'est peut-être pas très pertinent de théoriser l'une comme l'autre. La violence, celle du système capitaliste, celle de l'Etat, nous sommes bien placés pour la ressentir, et pour dire qu'elle existe de fait.


Si l'on considère que nous répondons à cette violence (parce qu'au fond, nous sommes pour que le monde vive en paix), que nous nous défendons contre leur entreprise de terreur, et bien il semble que les pavés sur les flics, les flammes dirigées sur les préfectures revêtent le même sens qu'un tract appelant à abolir l'exploitation de l'humain par l'humain.

L'insurrection n'est pas vraiment une doctrine ; si insurrection il y a, il y aura

des raisons à cela. C'est parce que, auparavant, de plus en plus de personnes auront, au-delà de la colère diffuse, intériorisé des idées et des pratiques anti-autoritaires.

Cela sera une expression, une conséquence, mais qui ne nuira pas, du moins je ne pense pas, ni à la cohérence, ni à la radicalité de ces idées et pratiques. •

CONTRE LES FRONTIERES, LES NATIONS, LES CENTRES, LES PRISONS ET LEURS CHIENS DE GARDE



SI NOUS NOUS ATTAQUONS AUX PAPIERS, c'est parce qu'ils permettent le contrôle de l'Etat sur nos vies. C'est parce qu'ils nous donnent le droit d'exister ou pas. C'est parce qu'ils nous assignent à une nationalité et à être contrôlés par une autorité.

SI NOUS NOUS ATTAQUONS AUX FRONTIERES, c'est parce que celles-ci sont des constructions historiques tracées selon les intérêts (économiques) de quelques dirigeants. Parce qu'elles sont des obstacles à nos envies. Ces frontières ne sont ni naturelles ni évidentes. Elles servent à contrôler, à réguler, à délimiter, à diviser,...

SI NOUS ATTAQUONS LES CENTRES, LES PRISONS ET LES LOGIQUES DE L'ENFERMEMENT, c'est parce qu'ils nous arrachent nos soeurs, nos amis, nos enfants, nos voisins alors que sensiblement nous savons qu'ils et elles n'ont rien à y faire. C'est parce que le pouvoir décide pour nous comment résoudre nos conflits. Parce qu'ils nous privent de liberté et que ce sont des mouiroirs pour toute personne n'ayant pas suivi les règles du jeu qui ne nous conviennent pas et que nous n'avons pas choisies.

Nous voulons la LIBERTE.

Et toute personne ayant essayé de s'en rapprocher sait que celle-ci ne se demande pas, mais qu'elle se prend !

[affiche collée à Bruxelles]

Entre chien et loup

Depuis les émeutes de novembre 2005, les étincelles de rage et de révolte viennent toujours plus troubler le bon ordre de l'exploitation démocratique.

A coups de barricades, d'incendies, de blocages, de guets-apens, de sabotages, de pavés, de manifestations sauvages, d'attaques collectives ou individuelles, la domestication quotidienne ne coule pas que des jours tranquilles.

A Villiers-le-Bel par exemple, c'est la flicaille qui se fait cette fois canarder pendant que ses comicos flambent.

Ailleurs, les mutineries et évasions des centres de rétention montrent à leur tour que certains ne se résignent pas à se faire dégager en fonction des besoins du marché.

L'Etat, bien sûr, présente l'addition : rafles, perquisitions massives dans les cités ou les foyers d'immigrés, attribution à des groupes spécifiques de pratiques radicales répandues, occupation quasi-militaire des quartiers,...

Dans cette guerre sociale où l'antagonisme est quotidien, il est temps que chacun choisisse son camp.

QUE CRÈVE LE MEILLEUR DES MONDES !



Crise 0

La paix sociale dans l'aile

Comme un air de déjà-vu...

Partout, à la une des médias, des JT et des émissions de radio, la même intoxication, le même faux cri d'alarme pour affoler les bons citoyens : le système capitaliste est au bord du gouffre, les banques menacées de faillite générale. «Où va le capitalisme?», «La faillite du néolibéralisme » et autres titres bien racoleurs pour faire choc.

L'Etat n'a plus de sous, mais en trouve quand même pour renflouer les banques (plusieurs centaines de milliards⁽¹⁾ aux Etats-Unis et en Europe), mais aussi des centaines de millions d'euros pour arrêter, emprisonner et déporter les personnes sans-papiers : construction des CRA, billets d'avions, financement des entreprises cogérantes de la machine à expulser (la Cimade par exemple, qui a touché 4,56 millions d'euro en 2008).

Peu importent les déficits, le Kapital et le Kontrôle doivent survivre, à tout prix.

Depuis la fin du XIXème siècle jusqu'à aujourd'hui, il est facile de retrouver ce genre de période où les apôtres du système ont agité le spectre de sa possible fin imminente : le krach économique des années 20, les chocs pétroliers successifs, etc... Chaque fois, l'alerte était accompagnée d'un écho venant des théoriciens marxistes, qui n'hésitaient pas à prophétiser la chute prochaine et fatale du capitalisme. Explication : le capitalisme est un système portant en lui une contradiction interne, et donc fatalement sa propre destruction. Attendons-donc, la révolution viendra d'elle-même, «automatiquement», «nécessairement».

Lorsque la situation devient trop critique -et effectivement elle l'est- l'Etat doit remobiliser les troupes, étouffer le potentiel de révolte qui sommeille sous une colère populaire partagée et justifiée. Les appels au patriotisme et au citoyen-nisme sont alors l'arme privilégiée du Pouvoir pour recadrer

l'esprit des gens. Ce qui compte alors c'est « l'Unité » de toutes les couches sociales et de toutes les tendances politiques, pour sauver l'économie. En effet le premier ministre vient de ressortir des vieux tiroirs l'étendard de l'Unité Nationale, en espérant que cela ferait oublier aux exploités leurs souffrances quotidiennes.

Une bonne guerre contre un Etat déplaisant, une bonne crise pour désespérer tout le monde et forcer les jeunes (les pauvres, cela va de soi) à trouver dans l'armée la meilleure source de boulot, et la normalité pourra continuer son cours, avec un nouveau souffle et plein de belles années devant elle.

Sous le Spectacle, la réalité

Derrière les images spectaculaires des boursiers se prenant la tête à deux mains en contemplant les écrans qui affichent la plongée du cours de leur action-fétiche, des très sérieux chefs d'Etat qui se ré-unissent pour que

u pas... a du plomb



demain tout aille mieux, d'autres faits relégués dans les pages « faits-divers » des médias, en bas de LEUR échelle d'importance : une femme qui se défenestre pour fuir l'huissier venu l'expulser pour surendettement, des quartiers qui s'embrasent, visant la flicaille au flash-ball ou au fusil de chasse, dans une conflictualité de plus en plus ouverte ; des émeutes de 2005 à celles plus récentes de Romans, en passant par Villiers-Le-Bel en 2007, le feu mis à plusieurs camps de rétention cet été (Vincennes, Steenokkerzeel en Belgique, Nantes et le Mesnil-Amelot) sans oublier les multiples rébellions dans les prisons surpeuplées du monde⁽²⁾. Des métallurgistes laissés sur le carreau menacent de faire péter tout un stock d'aluminium et boutent le feu à leur usine, lassés des médiations⁽³⁾. Récemment en Inde, c'est un patron qui s'est fait lyncher à mort par des salariés licenciés, poussés à bout par l'inhumanité de ce système. Partout le conflit n'est plus seulement entre les flics et

les populations insoumises, mais entre la réalité et la manière dont les oppresseurs et leurs complices tentent de l'étouffer, entre les radiés des CAF et autres ANPE⁽⁴⁾ et les articles puants du Parisien titrant sur « Ces chômeurs qui réapprennent le goût du travail » ; entre les visages mourants des salariéEs ballottéEs dans les métros et les affiches du ministère de la Défense montrant les jeunes recrues militaires partant crever et faire crever en Afghanistan et ailleurs, le sourire aux lèvres.

Contrat de soumission, paix sociale

Il est impossible d'enthousiasmer qui que ce soit avec des cadavres. Et pourtant. Le mythe de la fin prochaine du capital est utilisée pour que les citoyens retrouvent une Cause pour laquelle se sacrifier, la même pour laquelle il faut taffer, puis taffer plus parce que ça ne suffit plus. Les puissants nous disent: « Sans ministres, sans Emploi, sans banques, sans Argent, sans l'Autorité, il

n'y a plus rien. La catastrophe est proche, mais pas vraiment telle que vous l'imaginez : pas dans les fuites radioactives, pas dans les rafles d'étrangers, pas dans ces villages que Nous bombardons à l'autre bout du monde... » Dans leur langage la catastrophe serait l'anéantissement du Roi-Argent, puisque dans leur exprit l'anéantissement de l'Argent signifie l'anéantissement de la vie, de NOS vies.

Tantôt à coup de gravité (style « après nous, le déluge »), tantôt dans la bonne humeur (ne craignez rien, même si ça va mal, On a un Nouveau Parti Anticapitaliste qui va tout arranger), il importe que l'énergie du bon peuple soit utilisée à bon escient. Et pour cela chaque individu « responsabilisé » doit participer (puisque la démocratie se veut « participative ») à sa propre exploitation : en tant que salarié, en tant que citoyen.



La droite ne peut pas tout faire seule ; il faut des assistants alternatifs : la gauche organise la relève à coup de « sommets citoyens » sur les migrations (contre le méchant « ministère de la honte » qui ose se servir des camps de rétention construits en partie par la gauche), sur telle Urgence du XXIème siècle, à coup de marches et de barbecues citoyens, de concerts et de débats festifs bien pacifiés pour redonner le moral à tout le monde, et neutraliser tels quartiers potentiellement explosifs à coup de gentrification⁽⁵⁾ des villes.

Ceux qui ont intérêt à ce que rien ne change doivent par tous les moyens faire croire au « changement réaliste et nécessaire », à une « réforme salvatrice », à une « autre modernité », à une « autre politique ». Le RSA en est l'exemple parfait, applaudi par toutes (ou presque) les crapules de gôche, pour remettre chacunE au turbin. Revenu de Solidarité Active, tout est dit sur le vieux rêve des puissants : qu'il y ait une « solidarité » entre les opprimés et la source de leur oppression, entre les salariéEs et le capital. Pour montrer que la crise du capitalisme n'entame rien de sa légitimité, ses défenseurs affirment que les gens ne demandent rien d'autre que de pouvoir tuer leur temps mort pour

participer au renouvellement du contrat ; « solidarité » entre les quelques-uns qui ne souffriront jamais des crises de LEUR système, et les exploités.

Cette « solidarité » -qu'elle soit « servitude volontaire » ou conséquence de la nécessité de bouffer (et le salariat est plus l'expression de cette dernière)- comme base et essence de la paix sociale.

Accentuer la conflictualité.

Un contrat qui craque un peu partout, dont la fragilité a toujours besoin de multiples replâtrages : polices préventive et de proximité (on comprendra dans cette « case » la police officielle, les « citoyens volontaires » et autres milices de poucaves, les associations qui viennent frapper aux portes des appartements les jours d'élection pour rappeler tout le monde à son devoir, celles qui militent pour des terrains de football dans les ghettos et luttent sur le terrain contre les lanceurs de cocktails- ces brebis galeuses qui se sont trompées de sport à leurs yeux- les élus de gauche multipliant les appels au calme quand tout crame en réponse à un meurtre policier, etc...).

Ou alors la méthode forte : troupes de choc du RAID

contre les banlieues incendiaries, GIPN contre les squats, Division anti-terroriste contre l'ennemi intérieur du moment, BAC en civil et S.O. collabos dans les manifestations de lycéenNEs, ERIS pour mâter les mutineries dans les taules, quand le contrat de soumission n'a même plus la valeur du papier-cul.



Il n'est pas nécessaire d'être particulièrement manichéen pour affirmer qu'entre la collaboration de classe (cette solidarité qui garantie la paix sociale et l'éternelle renaissance du Vieux Monde) et la solidarité entre exploités révoltés (chômeurs se battant pour vivre même -et surtout- sans travail, émeutiers, grévistes déterminés, détenuEs

voulant briser leurs murs, sans-papiers qui brûlent leurs taules) il y a un gouffre, et quelque part un choix à faire, une position à prendre, parce que « le développement des choses » mène parfois à la résignation, parfois à la révolte déterminée.



Parce que même en « période de crise », les gens ont encore le choix entre saboter avec zèle et entrain leur sale taff, et bosser « honnêtement » comme flic, maton, vigile, jeune cadre dynamique en « force de vente ». Il y a un choix entre inciter à voter et porter une vraie conflictualité.

Ces multiples épouvantails que le pouvoir agite : la

crise, les « barbares de banlieue », la « mouvance anarcho-autonome », le retour des Talibans, la prison, la hausse du chômage et la baisse du pouvoir d'achat remplissent aujourd'hui le même rôle social qu'ils ont toujours joué : maintenir la peur à haut niveau pour garder le contrôle. « Tremblez, car il faudra toujours mieux se serrer la ceinture dans ce système merdique que risquer l'aventure d'un changement radical, et/ou finir en prison ».

L'Argent ne se mange pas, mais son existence contraint des millions de personnes à une survie de misère, et parfois à la famine. Et en « période de crise » ou non, ce sont toujours les mêmes qui s'en prennent plein la gueule.

Si nous VOULONS nous attaquer à leur Etat (même « providentiel »), au salariat, aux prisons et à leur monde (Ecole, usine, bureaux, tribunaux, espaces vidéos-surveillés) c'est qu'aucune « crise » ne le fera pour nous. ●

**Ce système ne
tombera pas de
lui-même,**

**il faudra se
battre pour qu'il
crève!**

Notes :

(1) Le 3 octobre la Chambre des représentants des Etats-Unis adoptait un plan prévoyant d'injecter 700 milliards dans les banques nord-américaines. En France, l'Etat a récemment décidé de renflouer six grandes banques à hauteur de 10,5 milliards.

(2) 19 morts dans la prison de Tijuana au Mexique le 19 septembre, 21 morts dans celle de Reynosa le 20 octobre. Il y a à peu près 65 000 détenus dans les prisons françaises et une centaine de personnes s'y suicident par an.

(3) Fin septembre, les salariés de la fonderie Helvéticast aux Ponts-de-Cé près d'Angers avaient amoncelé 13 000 pièces en aluminium devant « leur » usine, reliées à 18 bouteilles de gaz et 30 litres d'essence. Ils protestaient contre un récent plan social prévoyant 18 licenciements.

(4) Le 17 octobre, 1500 personnes recevaient une lettre de l'ANPE de Villeneuve-saint-Georges leur sommant de se rendre à un forum pour l'emploi, sous peine d'être radiées des listes.

(5) La gentrification consiste à homogénéiser socialement tout ou partie d'une ville, autrement dit, à chasser les pauvres le plus loin possible pour laisser le terrain aux riches et nouveaux-riches.

Temoignage d'un prisonnier de Rouen

Dans la nuit du 10 au 11 septembre 2008, à la Maison d'Arrêt de Rouen, s'est produit un drame comme il s'en produit si souvent en détention : un détenu suicidaire a pété les plombs et tué Idir, son codétenu.

Cette fois-ci ça a fait un peu de bruit, mais les autorités vont tout faire pour étouffer l'affaire avec des fausses réponses, avant que le rideau opaque ne retombe sur la prison. On nous parlera de la détention des "fous", et de la nécessité de les isoler ; alors que celui qui ne rentre pas en taule déjà fou, doit lutter pour ne pas le devenir. On nous parlera du besoin de rondes plus fréquentes, mais sans à peine remettre en cause les conditions de détention. Encore moins la détention elle-même.

Quand les gestionnaires de ces lieux de mort s'inquiètent d'éventuels suicides, c'est uniquement qu'ils ont peur du scandale. Leur seule solution sera d'augmenter les doses de cachetons. Au mitard ils sauvent le détenu suicidaire en le foutant à poil pour qu'il ne trouve le moyen de se pendre. L'administration gère le flux des prisonniers, et les case où elle veut en jouant éventuellement les agences matrimoniales selon ses critères.

A la privation de liberté vient s'ajouter la promiscuité forcée avec d'autres détenus avec qui tu dois t'entendre. Dans un

environnement plein de frustrations, une embrouille part vite.

A trois dans une cellule de moins de 10 m², pas moyen de s'esquiver : ça finit donc parfois violemment. Idir avait demandé à changer de cellule. Mais en prison, comme souvent ailleurs, tu n'obtiens que ce que tu arrives à arracher. Et exiger une cellule seul peut te conduire au mitard. Tu n'es rien de plus qu'un numéro aux mains d'une administration toute puissante et ses matons-soldats dociles. Et ils auront beau te dire poliment bonjour, ils sont là pour t'écraser. Quand on te traite en chien, tu peux finir par le devenir... chien soumis ou chien enragé.

Quand éclate la folie, la rage, le désespoir, la rancune, c'est dommage que ce ne soit pas toujours à la gueule de nos véritables ennemis.●

A bas l'enfermement Vive la revolte!

Le fichier national automatisé des empreintes génétiques (FNAEG), qui compte déjà 700 000 échantillons d'ADN, se remplit à une cadence industrielle. A présent, les flics mettent la pression pour prélever la salive lors des gardes à vue, sous n'importe quel prétexte. **Refusons ce fichage !**

- ★ **Parce qu'en accumulant ces données, l'Etat prétend pister l'ensemble de nos faits et gestes et fournir à travers « l'analyse par l'ADN » la preuve judiciaire que les experts, les médias, la justice présentent comme indiscutable.**
- ★ **Parce qu'ils utilisent cette arme pour nous foutre la trouille et nous faire tenir tranquilles, et parce que nous n'avons pas l'intention de subir cela sans broncher.**
- ★ **Parce que ce fichier supplémentaire et le contrôle toujours plus systématique permet à la fois de cibler telle ou telle catégorie à « risques », et de gérer les populations selon les intérêts économiques, sanitaires, migratoires des possédants et de l'Etat.**
- ★ **Parce que refuser ce fichage, c'est aussi rejeter la logique de ce monde, où la génétique, comme les autres sciences, nous réduit à des objets de manipulations et de statistiques, et pour lesquelles la planète entière devient champ d'expérimentation.**
- ★ **Parce que le pouvoir prétend résoudre les problèmes, alors qu'il en crée de nouveaux, comme l'aggravation des famines et des maladies par les OGM. Tout en favorisant, au nom de notre sécurité et toujours pour « notre bien », l'ouverture de nouveaux marchés lucratifs.**
- ★ **Parce qu'il affirme nous protéger, quand il nous contraint à survivre dans des milieux mortifères sous contrôle médical et policier.**



Si le code pénal prévoit de punir le refus de prise d'ADN (théoriquement jusqu'à un an ferme et 15000 euros d'amende), les peines doivent être proportionnelles au délit principal. En pratique, le refus n'est pas systématiquement poursuivi.

QUELQUES BONNES RAISONS DE REFUSER LE FICHAGE ADN

BEAU COMME



DES CENTRES DE RÉTENTION QUI FLAMBENT

LE 22 JUIN 2008, les deux bâtiments du centre de rétention de Vincennes (Paris) sont cramés. Après des mois de tension et d'affrontements, comme au Mesnil-Amelot et ailleurs, des sans-papiers y ont réalisé la seule réforme possible des prisons : leur réduction en cendres.

EN ESPAGNE, comme en Italie ou en Belgique (incendie du centre 127bis de Bruxelles le 24 août 2008), des émeutes viennent aussi régulièrement troubler le bon ordre de ces camps de la démocratie marchande.

LES CENTRES DE RÉTENTION ne sont qu'un des maillons de cette société carcérale. D'un système qui voudrait tous nous voir soumis ou résignés pour que les puissants continuent de s'enrichir sur la misère, les désastres écologiques ou la guerre.

LA QUESTION DES PRISONS est donc d'abord celle du monde qui les produit : il n'existe pas d'enfermement décent, comme il n'y a pas de capitalisme à visage humain. Face aux contrôles et aux rafles de sans-papiers dans les rues et les transports, face au racket spéculatif des tauliers, contre l'exploitation qui nous tue à la tâche, il est temps que la peur change de camp.

CINQ SANS-PAPIERS sont actuellement incarcérés, accusés de l'incendie du centre de rétention de Vincennes. Peu importe qu'ils soient coupables ou innocents : ce sont des otages destinés

à effrayer tous ceux qui décident de relever la tête et de renvoyer à la gueule de l'Etat un peu de la violence qu'il nous fait subir au quotidien.

CE QUI EST SÛR, c'est que l'enfermement est une raison suffisante en soi pour se rebeller contre les geôliers et leurs murs barbelés. Ce qui est certain, c'est que tout individu qui a encore le goût de la liberté et la rage au coeur ne peut que se reconnaître dans ces révoltes dévastatrices.

ET COMME LA MACHINE à expulser n'est pas abstraite mais s'incarne dans des hommes et des structures, chacun pourra trouver matière à exprimer sa solidarité de la façon la plus adéquate.

DES PARTIS DE GAUCHE comme de droite aux compagnies aériennes qui déportent comme Air France, des constructeurs de camps comme Bouygues et Eiffage à leurs cogestionnaires comme la Croix-Rouge, des balances comme la BNP aux contrôleurs des sociétés de transport public, les rouages se trouvent à chaque coin de rue.

Sabotons la machine à expulser !

SOLIDARITÉ ACTIVE

AVEC LES SANS-PAPIERS ACCUSÉS DE L'INCENDIE DE VINCENNES

Deux poids, deux mesures

De l'onanisme en milieu militant

Avec la même unanimité que l'on peut voir aujourd'hui pour encenser les émeutiers grecs, après les émeutes urbaines de 2005 en France, un cortège de communiqués ont condamné les violences. Les émeutiers, ici, sont des "irresponsables", des "inconscients" qui "se tirent une balle dans le pied" et se mettent "les leurs" à dos. Les leurs ? Voici le meilleur moyen de souligner la séparation entre "les militants" qui pondent leurs analyses tranquillement installés dans leurs sièges au coin du feu et ceux, que beaucoup d'entre eux s'amuse à appeler "les masses", qui eux s'insurgent en foutant le feu.



militant.

Suite à la mort de Bouna et Zied, la révolte était au mieux "compréhensible", mais ce n'était pas la « bonne » révolte, LA révolte « politisée » (celle qui aboutirait à la Révolution Sociale), et les cibles n'étaient pas les bonnes non plus ; foutre le feu oui, mais pas à l'école primaire de la ville, pas aux associations de « grands frères » chargées d'assurer la médiation, pas à la voiture du voisin prolétaire, pas à la bibliothèque du quartier, pas aux entreprises qui amènent « l'égalité des chances » dans les banlieues parce que faire « cela » revenait à un suicide politique.

Mais était-ce vraiment le choix des cibles qui démangeaient nos révolutionnaires franchouillards ? On se pose la question quand on voit les réactions de ces mêmes personnes lorsque le même type d'événements a lieu en Grèce , mais cette fois, lorsqu'ils sont « produits » par des personnes qui ajoutent un A cerclé et autres signes de reconnaissances tribaux sur les murs (comprenez : « par des gens déjà conscientisés »). Dans le premier cas, il s'agit « d'irresponsabilité », dans l'autre, c'est « l'insurrection qui vient ». Ce qui semble cristalliser l'attention de nos révolutionnaires dans ces émeutes à l'étranger, c'est le folklore

En effet, la France est un des pays où ont lieu le plus d'émeutes urbaines, et ce depuis le début des années 80 (depuis Vaulx en Velin en 79). Encore il y a peu, Vitry-le-francois, Roman-sur-Isere, Villiers-le-Bel, Grigny, La Courneuve, Les muraux etc. ont explosé. Mais personne aux balcons, finalement, c'est devenu si commun de se révolter dans les banlieues...

Seulement, dans ces milieux, l'exotisme règne. La France, ses banlieues pourries, ses « racailles obsédées par l'argent facile et le business » et sa « jeunesse dépolitisée » contre la Grèce, son soleil, ses îles fleuries et ses black blocs photogéniques.

Ces « analyses » militantes créent donc une hiérarchisation entre les explosions de rage régulières des banlieues et celles, plus sporadiques, comme à Oaxaca ou en Grèce. Ils reconnaissent donc à certaines populations le privilège d'être le ou les « sujets révolutionnaires », tandis que d'autres restent, à mot couvert, des avatars modernes du lumpenprolétariat, incapables d'aller au delà de la révolte. Car les révoltes, dans leurs esprits, ne sont bonnes qu'à être le prélude du Grand Soir, ou d'un hypothétique processus

Une étrange compétition semble alors s'installer, entre ceux et celles qui ne feraient « que » cramer la voiture de leur voisin, l'école de leur petit frère ou le bureau de poste de leurs parents, et ceux qui ont déjà tout compris, ceux qui s'en prennent directement aux symboles du Pouvoir. Pourtant, les cocktails Molotov sont de même facture, et une école qui brûle reste une école qui brûle, d'Ithaque à Aubervilliers.

Il est bien plus facile pour un libertaire, un trotskiste ou n'importe quel autre gauchiste de s'identifier à un étudiant de classe moyenne, déjà actif dans les mouvements sociaux et surtout, affublé des mêmes symboles folkloriques qu'à un individu qui n'a pas la même « culture politique » et qui d'ailleurs n'a pas forcément attendu de lire l'intégrale de Bakounine pour foutre le feu à ce monde. La rage spontanée des pauvres, elle, n'a rien de folklorique ; elle n'est ni esthétique ni pompée d'un manuel commercialisé à la Fnac.

Dans les divers commentaires à propos des révoltes en Grèce, on a pu lire que le Pouvoir se chiait dessus, qu'il était à deux doigts de vaciller, que l'insurrection se propageait à vitesse grand V, et autres projections fantasmées. Faux, la révolte était somme toute balisée, elle est restée dans un cadre « classique », connu par les forces de l'ordre, et ce, quelque soit le nombre de banques cramées. Si l'insurrection venait vraiment, ce ne serait pas des grenades lacrymogènes que l'Etat enverrait, mais l'armée.

En 2005 par contre, peu après les premiers tirs en direction de la police et le relatif retour au « calme », une note interne des renseignements généraux décrivait la situation comme « insurrectionnelle ». En effet, dans cette note de huit pages de la D.C.R.G. nommée « crise des banlieues : violences urbaines ou insurrection des citées ? » on pouvait lire : « la France a connu sous forme d'insurrection non organisée avec émergence dans le temps et dans l'espace, une révolte populaire des citées, sans leader et sans proposition de programme » et ce, en totale contradiction avec leur ministre de tutelle de l'époque. La note rajoute : « aucune manipulation n'a été détectée, permettant d'accréditer la thèse d'un soulèvement généralisé et organisé ». Cette fois-ci, la France s'est véritablement chiée dessus, dans des proportions incomparables avec d'autres crises « politiques » comme le CPE. Le déploiement

des hélicoptères de surveillance et les mesures de couvre-feu en témoignent. Le 8 novembre, De Villepin décrète l'Etat d'urgence, autorisant ainsi les préfets à mettre en place des mesures « exceptionnelles », alors même que le « calme » était peu à peu en train de revenir.

Le but de ce texte n'est pas de minimiser une révolte ou d'en maximiser une autre, mais de mettre les militants face à leurs contradictions. Pourquoi eux se permettent-ils de maximiser ou de minimiser, et selon quels critères ? Nous nous foutons des symboles, la seule chose qui importe dans une émeute, c'est la rage qui la guide, et non les « capacités pré ou post-révolutionnaires » de ceux qui la font. Il est évident par ailleurs que nous ne serons jamais solidaires d'une émeute conduite par des ennemis, ou par n'importe quel groupe ayant l'intention de s'emparer du pouvoir ou de commettre des massacres, cela va sans dire. Mais se réfugier dans le fantasme exotique d'une insurrection en Grèce permet de ne pas trop se mouiller ici, et de redorer un blason terni par des actes manquants. Pour nous, condamner une émeute de banlieue -sous un prétexte fallacieux ou un autre- équivaut à condamner une grève sauvage, une attaque de keufs ou l'incendie d'un centre de rétention ; c'est nier la révolte qui anime les enragés, en faisant d'eux des objets d'études sociologiques qui, pour se faire, doivent nécessairement adopter un point de vue extérieur et distant, voir condescendant. Assis au coin du feu, le révolutionnaire a tout le loisir de pondre d'imposantes réflexions qui feront autorité et montreront la voie à ceux qui eux, n'ont pas que ça à foutre.

**Solidarité avec les
incarcérés de 2005
comme de 2008.**



Du sabotage considéré comme un des Beaux Arts



IL FAUT VRAIMENT ÊTRE AVEUGLE pour ne pas voir dans le sabotage une arme classique des exploités. Il faut vraiment avoir la mémoire courte pour oublier que, dans toute guerre sociale, nombre de révoltés n'attendent pas nécessairement que tout le monde se bouge pour exprimer leur colère.

Des émeutes de novembre 2005 à celles du CPE au printemps 2006, des occupations d'usines et séquestrations de dirigeants aux nombreux sabotages lors du mouvement cheminot de novembre 2007, il semble clair pour beaucoup que ce n'est pas en mendiant qu'on peut en finir avec une situation de misère et d'exploitation.

Dans cette société carcérale, on voudrait nous faire croire à coups de tazers ou de bulletins de vote que nous vivons dans le meilleur des mondes : la démocratie marchande. Les guerres ou l'empoisonnement de la planète au nom du fric viennent pourtant nous rappeler que le capitalisme est un système mortifère et que l'Etat est un ennemi.

Alors il faut se battre, pour détruire ce qui nous détruit. Lutter individuellement et collectivement là où l'on est, pour un monde libéré de l'exploitation et de la domination. Et ce n'est ni à leur code pénal ni à leur morale de nous dicter ce que nous avons à faire, mais à la rage et à l'éthique de chacun.

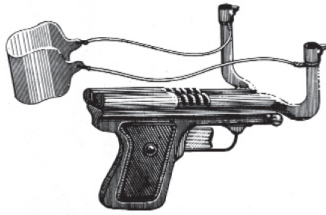
Le 11 novembre, dix personnes ont été arrêtées lors d'une nouvelle opération du Ministère de la Terreur, accusées des sabotages de caténaires de la SNCF du week-end précédent. Les journaflics et les politicards, chacals de tous bords, se sont aussitôt empressés de dénoncer un imaginaire mouvement «anarcho-autonome». Sous ce même prétexte d'«association de malfaiteurs à but terroriste», trois camarades sont déjà incarcérés, parfois depuis plus de 9 mois, accusés d'une tentative d'incendie de véhicule de police à Paris (18e) en mai 2007, lors des explosions de colère venues saluer la dernière élection présidentielle.

En un temps «de crise» où l'Etat arrose les capitalistes à coups de milliards, il tente une fois de plus d'isoler de «mauvais révoltés» pour mieux les éliminer. Mais peu importe qu'ils soient coupables ou innocents, laissons ces catégories aux charognes en toge et à leurs souteneurs.

Car de même que la passion pour la liberté ne s'enferme pas dans des sigles, ce que redoute la domination c'est la multiplication diffuse et anonyme de ces attaques. Solidarité contre le terrorisme d'Etat, avec les moyens que chacun jugera adéquats...

*Brisons le train-train quotidien,
12 novembre 2008*

A propos des arrestations de soi-disant terroristes



A la fin du mois de Janvier 2008, quatre personnes ont été incarcérées en détention provisoire. Le 19 janvier, Ivan et Bruno sont accusés de transporter une bombe à clous, alors qu'ils allaient à la manifestation vers le centre de rétention de Vincennes, avec un fumigène artisanal et des crèves-pneus. Quelques jours plus tard, Isa et Farid sont arrêtés lors d'un contrôle de douanes à Vierzon. Les gendarmes trouvent des plans d'une prison pour mineurs, un sac avec un peu moins de deux kg de chlorate de soude et des manuels expliquant différentes techniques de sabotage. Très rapidement, leur arrestation est prise en charge par la section anti-terroriste de Paris. Pendant la garde-à-vue, les flics prétendent que l'ADN d'Isa correspond à une des traces ADN qu'ils ont retrouvées dans un sac contenant des bouteilles d'essence et des allume-feux sous une dépanneuse de police dans l'entre deux tours des présidentielles. Farid, Bruno puis Ivan sortiront après quatre mois de prison, sous contrôle judiciaire strict. Pendant ce temps-là, les deux enquêtes sont jointes en un même dossier instruite par des juges anti-terroristes, Marie-Antoinette Houyvet et Edmont Brunaud. Selon la justice, toutes les personnes appartiennent à la même organisation terroriste : la "MAAF", mouvance anarcho-autonome francilienne.

Un des objectifs de l'enquête est de retrouver les personnes qui auraient voulu incendier la dépanneuse de police. Pour eux, l'équation est simple : ils disposent de 5 traces ADN, il suffira de savoir à qui ils correspondent et ceux seront eux les coupables. La police ratisse alors dans l'entourage des personnes arrêtées et des personnes fichées anarcho-autonomes. Ils finiront par accuser Juan et Damien et les mettent en prison. Qu'importe si Isa, Juan et Damien nient les faits qui leur sont reprochés. Après tout, ils participent à des manifestations, à des luttes contre l'enfermement, ont chez eux de la « littérature anarchiste ». Un profil de « subversif » et quelques traces génétiques, une tentative d'incendie transformée en un attentat contre un commissariat, voilà pourquoi cela fait des mois qu'ils sont en prison.

Aussi, les arrestations de novembre nous rappellent ce qui s'est passé en janvier. Le traitement médiatique et judiciaire est le même. On accuse des personnes soupçonnées d'avoir participé à des sabotages d'appartenir à une « association

de malfaiteurs à visée terroriste » parce qu'ils sont fichés par la police comme « anarcho-autonomes ». Sûrement que la pression de la justice et des médias a été plus forte ces dernières semaines. En janvier, nous n'avons pas eu à virer les caméras de notre pallier au petit matin ou à lire chaque jour à la une des journaux des commentaires crapuleux sur nos amis, ou même entendre au flash info qu'ils "risquent 20 ans de prison". Pourtant, la machine judiciaire et l'odeur nauséabonde de la prison, la détermination d'arracher des personnes du gouffre de la répression nous touchent aujourd'hui autant. C'est pourquoi, il nous a semblé important et enrichissant de raconter, partager notre expérience sur quelques questionnements politiques soulevées par ce type d'histoire comme le rapport aux médias et à la justice, ou l'analyse de l'outil anti-terroriste. Ce « nous » évoqué n'est pas le « nous » d'un groupe homogène. Il fait plutôt référence à un « nous » de quelques personnes proches des personnes incarcérées en janvier, d'une proximité qui est faite d'amitiés et de partages politiques.



Sur les médias

Le 11 novembre, Michèle Alliot Marie, aidée par une armée de flics et de caméras, a montré comment des arrestations peuvent se transformer en une opération politique plus large. Pendant que les anti-terroristes perquisitionnaient et menottaient les personnes pour les emmener en garde-à-vue «pour enquête», on pouvait entendre à la radio que la justice avait arrêté les coupables des sabotages de la SNCF. Tous ont crié en chœur que Justice avait été faite et ont montré l'efficacité de la police et du renseignement intérieur. Les médias ont joué les charognards, vendant de la chair fraîche de fait divers, dressant à coup de tuyaux de flics les portraits de ces « terroristes de l'ultra gauche », n'hésitant pas à balancer des contre-vérités. Encore une fois, la collaboration entre travail de flics et de journalistes a porté ses fruits. Au moment des arrestations en janvier et pendant les mois qui ont suivi, la presse parlait de « bombes artisanales », de « juniors terroristes » alors qu'il s'agissait de fumigènes, fantasmait sur un « projet terroriste contre une prison » ou s'inquiétait d'un « attentat à l'explosif contre un commissariat » pour quelques bouteilles d'essence. Face à ces conneries, des communiqués ont été diffusés sur des médias "alternatifs" pour expliquer comment et pourquoi des camarades avaient été arrêtés. Plusieurs textes et appel à la solidarité ont circulé dans les manifestations, dans les collectifs en lutte, dans les

lieux de discussion politique. Durant des mois, c'est des rassemblements de solidarité, des banderoles, des tags, des attaques contre des entreprises participant à la chasse aux sans-papiers, des concerts de soutien, des brochures. Si la question de répondre à l'offensive médiatique s'est posée, elle ne s'est pas faite sans penser à toutes les critiques qu'on peut faire de cet instrument du pouvoir qui psychologise et individualise des situations sociales, et contribue à l'isolement en construisant des étiquettes policières abjectes. Tous les mots utilisés par la presse ont en commun de définir le « qui » derrière des actes en trouvant



des caractéristiques identitaires à des groupes et donc décontextualisent, extraient différentes types de pratiques ou d'organisation des luttes et des antagonismes sociaux. Le squat ou les affrontements avec la police deviennent alors des sous-culture urbaine pratiquées par des irréductibles, alors que ceux sont des pratiques partagées par bien d'autres et surtout dans des contextes sociaux multiples. Aussi, pour qu'une parole collective, construite, claire puisse être entendue, il y a la nécessité de penser sa diffusion dans un rapport de

force, dans un jeu de pression où on doit décider de la forme et du contenu de notre discours. Comment réussir à imposer nos propres mots ? Comment parler de luttes et de critiques sociales alors que les journalistes sont avides d'anecdotes biographiques ? C'est une tentative difficile d'avoir une parole non polluée dans la machine médiatique. Cependant, il est moins risqué de lire un texte aux médias que de faire un interview. Parfois, il y a eu des tentatives réussies. Par exemple, pendant que le 10 mai, Finkielkraut enterrait Mai 68 sur France Culture, des personnes ont perturbé son émission pour lire un texte qui rappelait que des camarades étaient en prison. S'en est suivi une page dans Libération quelques jours après où on pouvait lire l'intégralité de la lettre publique écrite par Ivan et Bruno mais à la rubrique "Contre-Infos". Ce qui n'a pas empêché Libération de remettre une couche récemment en parlant à leur propos d'« anarchistes avec des explosifs ». La question des médias n'est pas tant une question de principe, mais elle est très pragmatique : combien de gens se sont fait avoir ? Qui ne s'est jamais fait entubé par un journaliste ? Réponse faite, nous avons choisi d'utiliser nos propres moyens de communication, et de tenter de donner de la consistance à nos solidarités dans la rue. Souvent la question principale n'est pas de passer ou pas au JT de 20h mais d'avoir une réponse claire et si possible rapide quand on nous attaque, et ce tout en

respectant la parole des camarades en prison.

Ni coupable, ni innocent

A la lecture des articles de presse ou de rapports de police, on comprend que l'objectif est de construire soit des profils de coupable, soit des profils d'innocent. La question principale devient alors : « Est ce qu'il ou elle aurait pu faire ou même penser à commettre tel ou tel acte ? ». C'est pour cela qu'il semble important de s'extraire des considérations sur la culpabilité et sur l'innocence qui répondent à des logiques de flics et de juges. L'attirail dans un dossier d'instruction consiste à trouver des éléments à charge pour conforter l'accusation. A coups d'"expertises scientifiques", la justice assène des vérités irréfutables, alors que dans la plupart des affaires, les dossiers d'accusation reposent souvent sur des vagues éléments. De toute façon, il est inscrit dans le droit que la culpabilité est le résultat de l'"intime conviction" du juge. La Justice utilise le profil de chaque individu sur le mode accusatoire. Un dossier d'accusation ressemble beaucoup à une enquête de personnalité. En matière d'anti-terrorisme, c'est l'intention qui compte ; et ici, l'intention signifie des motivations politiques. On les accuse de s'attaquer à l'Etat. Plus encore dans les affaires dont on parle, dire que untel ou untel est

innocent au sens où il n'aurait jamais pu faire tel ou tel acte revient, même après de multiples détours, à nier sa condition de révolté et à condamner des actes politiques, et c'est bien là que ça divise et affaiblit la lutte. En revanche, nier des faits qui nous sont reprochés ne veut pas dire que l'on a un discours innocentiste. Souvent, face à la justice, il existerait grossièrement seulement deux choix. D'une part, il y aurait des procès dit "de rupture" qui s'apparenteraient à refuser de se défendre, revendiquer l'acte politique. D'autre part, il y aurait les procès dit "de connivence", où les inculpés réfuteraient tout engagement politique et serviraient aux juges ce qu'ils veulent entendre.

Cette division binaire ne correspond pas du tout à la complexité dans laquelle les accusés sont plongés et il est nécessaire de trouver des « voies de fuite ». On peut nier les faits dont on nous accuse sans pour autant condamner ces actes. De même, batailler dans l'enceinte d'un tribunal sur des éléments de la procédure, pousser les juges à reconnaître qu'ils n'ont pas les preuves de ta culpabilité, rester sur le terrain des faits, mettre à mal leur conception « de présomption d'innocence » même si il n'y a pas de naïveté à avoir quant aux « droits de la défense » peuvent être des pistes à explorer. Même ce qu'ils présentent comme des preuves matérielles comme des empreintes digitales, des

traces ADN, des écoutes téléphoniques, ne sont pas pour autant des preuves évidentes.

La justice, quelle soit dite de droit commun ou d'exception, est un des outils de l'Etat au service de son pouvoir. La Loi n'est qu'un outil de classe parmi d'autres pour désarmer les pauvres et les révoltés. Ceux ne sont pas des vérités très nouvelles. On voit bien que lorsqu'il y a des pressions politiques, il faut resserrer le contrôle et punir rapidement et durement des coupables. En novembre 2007, après des affrontements avec la police à Villiers le Bel, différents quartiers de la banlieue parisienne ont été occupés par des militaires pour empêcher toutes révoltes. Quelques temps après, il y a eu une grosse opération policière et médiatique pour arrêter des dizaines de personnes soupçonnées d'avoir tiré sur des flics.



FEU
AUX
PRI
SONS

Un an après, cinq d'entre elles sont toujours en prison. Les preuves qu'ils ont contre eux sont des témoignages sous X et des casiers judiciaires. De la même façon, après l'incendie du centre de rétention de Vincennes, ceux sont pour l'instant six personnes qui ont été mises en prison. La Justice répond à des logiques de contrôle et de répression. Elle se fiche de savoir si ceux qu'on enferme sont les "vrais" coupables ou pas, un profil dangereux suffit. Il n'y a qu'à voir le nombre de personnes en détention provisoire qui ➡

attendent leurs procès. Si on parle de la fonction de la répression et du rôle de la prison, c'est qu'il est important de rappeler que la question n'est pas de savoir si "on mérite ou pas" d'être en prison. Qu'à partir du moment où on traîne dans les tribunaux ou aux parloirs, on s'aperçoit que les lois ne sont faites que pour les riches, et qu'à partir du moment où on lutte pour notre propre survie, contre l'exploitation, ou le contrôle, pour eux, nous serons toujours des coupables.

L'exception fait la règle

L'antiterrorisme participe au durcissement de tout le système judiciaire : toujours plus de comportements deviennent des délits, des délits deviennent des crimes et les peines s'allongent. Qu'on soit primaire, récidiviste, mineur, psychopathe, pédophile, grand bandit, terroriste, dealer, c'est de plus en plus dur pour tout le monde. La justice d' « exception » devient la règle. Il s'agit alors de comprendre les différents degrés de toute cette « démesure judiciaire » parmi laquelle se trouve l'antiterrorisme. L'anti-terrorisme est bien pratique pour faire de la répression préventive. En effet, puisqu'elle se base sur des intentions, il n'y a pas besoin d'actes avérés pour arrêter des personnes. C'est peut-être pour cela, que la justice anti-terroriste semble

être le miroir grossissant du fonctionnement de la justice ordinaire. La spécificité de ce type de procédure est d'être sur un terrain « politique » au sens où l'Etat désigne par terroriste « tout ce qui est dirigé contre lui », et jette son dévolu sur tout ce qui a « l'intention de lui nuire ». Il suffit alors de faire coïncider un engagement politique un peu trop subversif avec des événements, actions ou manifestations de la révolte

violence. Les dégradations commises sur les caténaires constituent des actes de sabotage au même titre que ceux perpétrés par des cheminots lors de grèves. La tentative d'incendie de la dépanneuse fait partie des voitures qui brûlent chaque année lors d'affrontements avec la police ou dans un contexte de révolte diffuse. Le dénominateur commun de ces actes réside dans le fait de ne plus laisser cette société nous broyer sans réagir. Le sabotage participe à construire un rapport de force et permet de concrètement, bien que provisoirement, perturber, ralentir, casser les dispositifs qui nous contraignent, et contribue au même titre que la réflexion critique, la rencontre ou la confrontation à la volonté d'enrayer le fonctionnement du système capitaliste.

Ainsi, analyser la spécificité de l'anti-terrorisme permet de comprendre la nature de l'opération politique qui est menée et de répondre en conséquence. Que ce soit en Janvier ou en Novembre, ces arrestations font partie d'une opération politique beaucoup plus large qui vise à mettre au pas la contestation sociale. La Justice présente une organisation terroriste qui serait la "mouvance anarcho-autonome". Cette construction de l'ennemi intérieur est préparée depuis bien longtemps, au moins depuis la campagne

Kalimero Paris

Kalimero est un collectif et une caisse de solidarité. Il a pour objet de collecter des sous pour les prisonniers ainsi que de se rencontrer pour discuter des différentes situations. Une fois par mois se tiennent une réunion et une auberge espagnole (apporter à boire et à manger).

En prison on a besoin d'argent pour se procurer les denrées de base (sel, sucre, timbres, tabac, etc.). Pour permettre aux personnes incarcérées de satisfaire ces besoins élémentaires, nous souhaitons leur envoyer des mandats mensuels de 120 euros. Une caisse de solidarité a besoin de continuité. Nous n'avons ni sponsor, ni mécène, aussi avons-nous convenu d'un rendez-vous par mois pour collecter des sous afin d'alimenter la caisse. Ces rencontres sont également l'occasion d'échanger des informations, d'assurer le suivi des différentes histoires et de discuter des situations qui se présentent. Dans un souci de régularité, ces rencarts ont été fixés une fois par mois à 18h pour la réunion et à 20h pour une auberge espagnole. Pour envoyer de l'argent et pour être tenus au courant des prochains rendez-vous de kalimero, vous pouvez demander à être inscrit sur la mailing list de kalimero en écrivant à kalimeroparis@gmail.com.

Le n° de compte pour faire un virement : 10278 06137 00020471901 dé 07

Sinon chacun peut déposer de l'argent en liquide dans toutes les agences du Crédit Mutuel en donnant ce n° : 06137 00020471901

sociale qualifiée de violents pour étiqueter une affaire de terrorisme. L'anti-terrorisme est un outil de répression qui a sa logique propre. Et si on qualifie des camarades d'être des terroristes, c'est simplement avec la volonté ferme de les isoler de luttes et de mouvements sociaux, de les présenter comme monstrueux et par là condamner toute acte de

électorale mais déjà pendant le mouvement anti-CPE. La circulaire Dati du mois de juin 2008 qui formalise la définition de cette mouvance vise clairement un ensemble de pratiques : les manifestations de solidarité devant les lieux d'enfermement et de tribunaux, les actes de sabotages, les tags, la volonté d'en découdre avec la police. Cette note policière et judiciaire attribue des pratiques à cette mouvance alors qu'elles sont des éléments inscrits au sein de mouvements sociaux et de la conflictualité des luttes. Dans ce contexte, il faut rappeler les coups de pression (garde à vue et perquisitions) faits dans les mouvements anti-nucléaire, de solidarité aux sans-papiers, antifaciste et anti-spéciste ces derniers mois. Ne pas se reconnaître dans ces étiquettes policières, c'est refuser de restreindre des pratiques politiques, des actes à un groupe spécifique, c'est affirmer qu'il n'y a pas d'homogénéité ou de réalité à trouver dans ces catégories. Dans les lettres publiques qu'ils ont écrites, Ivan, Bruno, Isa, Farid, Juan et Damien décrivent bien qu'ils n'appartiennent ni à un parti politique, ni à un syndicat mais font partie des gens qu'on croise lors de manifestations, de rassemblements, de réunions publiques, de projections de films, présents dans la lutte sociale et liés par le

mouvement collectif. En utilisant l'anti-terrorisme comme moyen de répression, l'Etat a pour objectif d'étouffer toute contestation qui ne se limite pas à la dénonciation, qui se donne les moyens d'agir et de tenter de rendre concrète la critique sociale.

C'est commencer par arracher nos compagnons, camarades, amis de la prison, comme instrument de l'isolement et de continuer à lutter contre ce monde d'enfermement, d'exploitation et de contrôle. ●

AU SOIR DE L'ÉLECTION PRÉSIDENTIELLE DE 2007, les manifs sauvages, affrontements et émeutes font suite aux nombreux bris de vitrines de permanences de partis politiques tout au long de la campagne. En mai, il y a eu notamment une tentative d'incendie d'une voiture de flic devant un commissariat de Paris. Accusés pour ça, Isa, Juan, et Damien sont en détention préventive, au motif que leurs profils ADN, pris à leur insu ou sous la pression, ont été retrouvés sur l'engin incendiaire. Ils sont sous le coup d'une instruction anti-terroriste et d'un mandat de dépôt criminel.



SÉPARER, ISOLER, CATÉGORISER. « Diviser pour mieux régner » sera toujours l'une de pratiques les plus efficace du pouvoir. Et si la solidarité est une arme, c'est parce qu'elle est l'exact contraire de ces séparations.

« On lâchera rien, tout continue. Solidarité avec les prisonniers, avec les révoltés. »

BEAUCOUP D'INFOS SUR
[HTTP://INFOKIOSQUES.NET/MAUVAISES_INTENTIONS](http://infokiosques.net/mauvaises_intentions)
 ET POUR LA SOLIDARITÉ, IL EST POSSIBLE D'ENVOYER DE L'ARGENT
 PAR CHÈQUE À L'ORDRE DU C.I.C.P. À L'ADRESSE SUIVANTE :
 MAUVAISES INTENTIONS, 21 TER RUE VOLTAIRE 75011 PARIS

Ainsi, la solidarité prend tout son sens, déjà parce qu'elle est le contraire de l'isolement que l'Etat veut nous faire subir. « La solidarité permet de rejoindre et croiser différentes formes de luttes. Elle n'est pas un slogan général mais un lien avec des individus de chair et de sang qui a pour objet l'échange d'autres pratiques, des attitudes, des luttes. La révolte n'est pas une affaire de spécialistes mais celle de toutes et tous. Dépasser cette solidarité précise c'est aussi affirmer notre volonté d'en finir avec ce monde. »

Aujourd'hui, Farid et Ivan sont sous contrôle judiciaire strict et assignés à résidence entre 21h et 6h du matin, obligés de rester en région parisienne. Bruno a choisi de se faire la malle. Isa, Juan et Damien sont incarcérés à Versailles, Rouen et Villepinte. Ils déposent régulièrement des demandes de mises en liberté.



Récit d'un mouvement à la maison d'arrêt des femmes de Rouen

Lettre d'Isa depuis la prison de Versailles (Juillet 2008)

Ce texte a été écrit par Isa, incarcérée depuis le mois de janvier 2008 car son ADN correspondrait à celui retrouvé sur des bouteilles d'essence placés sous une voiture de flics près du commissariat central du 18ème arrondissement à Paris pendant l'entre-deux-tours de l'élection présidentielle de 2007. Isa, comme Juan et Damien en prison pour les mêmes motifs, est sous mandat de dépôt criminel anti-terroriste. Elle est aujourd'hui à la M.A.F (Maison d'arrêt pour femmes) de Versailles et après bientôt une année de détention préventive (dans 4 taules différentes !), sa demande de remise en liberté a été rejetée par les juges le 23 décembre 2008 alors qu'une action de solidarité était réalisée à l'extérieur du tribunal (compte-rendu lisible sur internet). Au bout d'un an de détention, au cours du mois du janvier, le mandat de dépôt criminel d'Isa sera peut-être renouvelé et elle repassera alors devant les juges. De nouvelles initiatives sont à prévoir pour exiger sa libération...



« Je suis arrivée à la maison d'arrêt des femmes de Rouen au début du mois de Juillet. Une semaine plus tard, dans la soirée d'un jour ordinaire, une détenue s'est mise à réclamer du tabac que la surveillante devait, semble-t-il, lui apporter. Mais cela n'a pas été le cas, d'autant plus qu'à partir de 19 heures, les portes ne s'ouvrent plus que pour une urgence et en présence d'un gradé qui détient le trousseau de clés. Ainsi, pendant plus d'une heure, on a entendu cette personne péter les plombs, passant progressivement des appels aux cris et aux pleurs, en cognant la porte. On ne savait pas encore pourquoi. Mais la surveillante était là, sans rien faire et quand le gradé est arrivé vers 23h30 avec 3,4 autres matons, en plein feux d'artifices de l'armada, ils ont extrait la jeune fille de la cellule ; elle était en petite culotte. Les bruits étaient confus avec l'écho de cette grande nef que constitue le quartier des femmes. Elle s'est mise à crier : « On m'envoie au mitard ! » « A l'aide ! », puis elle a été bousculée à terre devant ma porte et elle gueulait comme elle pouvait, qu'on était en train de la menotter et de lui écraser la figure avec les bottes. On a du l'attraper violemment par le cou étouffer sa voix et l'évacuer plus loin. S'en est suivi plus d'une heure de suffocations et de larmes ; sa respiration était particulièrement altérée et saccadée. Pendant qu'elle était ballottée, toutes les portes de la détention s'étaient mises à tanguer à l'unisson pour qu'on la lâche et manifester notre présence.

Le lendemain matin, lorsque nous l'avons vu arriver en cour de promenade elle avait les yeux tuméfiées et plusieurs contusions au cou, mollet, ventre, mains et poignets, dos. Tout le monde était choqué, nous avons rassemblé nos versions et au fur et à mesure la situation nous révoltait davantage. Le problème n'était pas de connaître le scénario exact. Si la méthode concentrationnaire de gestion de la misère et de l'enfermement nous conduit à l'état de bêtes et même de sous-hommes ; puisque nous faisons face à un dispositif de contrôle sécuritaire et arbitraire qui par tous les moyens cherche à nous écraser, pour préserver l'intégrité de nos corps et de nos

esprits, il est normal que nous ripostions. Des voix ont fusé en direction des fenêtres pour appeler la MAF à sortir l'après-midi et discuter de ce qu'il s'était passé. A midi la détenue a été interrogé par la directrice adjointe qui a clairement laissé entendre que s'était une « menteuse » (par rapport à quoi ?) et que si elle portait plainte la prison l'accuserait en retour de diffamation. Quelques heures plus tard dans la cour nous nous sommes comptées. Nous étions 15, par rapport à d'habitude c'était la moyenne maximale sur 40 femmes dans la détention... Nous nous sommes remises au fait du jour puis avons décidé d'exprimer notre solidarité vis-à-vis de la personne violentée et dénoncer les agissements du personnel pénitentiaire qui, non satisfait de son abus de force, cherchait maintenant à décrédibiliser nos témoignages. L'idée était de ne pas remonter en cellule à la fin de la promenade et d'exiger que la direction se déplace pour afficher notre colère face à elle. Une certaine euphorie s'est mêlée à nos échanges. Une courte lettre a été rédigée pour alerter l'OIP (Observatoire internationale des prisons) à laquelle nous avons apposé nos signatures ainsi que celle des 5 autres détenues en séance d'esthétique que nous avons joint par une fenêtre du rez-de-chaussée. Le courrier devait sortir discrètement de la prison...

La fin de l'heure s'approchant, nous nous sommes dirigées à l'angle opposé de la porte d'entrée et nous avons formé une chaîne non sans quelques petits frissons. Quand la silhouette de la surveillante est apparue pour annoncer le retour en cellule, tout le monde a dit « On reste et on veut voir le directeur ». La fièvre nous a pris et ça a commencé à siffler et gueuler tout ce qui nous sortait par la tête, en vrac « On a peur de vous ! » « Révolution ! » « Allah Akbar ! » « Pouvoir assassin ! » « On n'est pas en sécurité ! » « Nique Sarko ! » « La MAF avec nous ! » « C'est l'émeute ! » « Solidarité ! » (...) Un premier gradé est venu nous voir pour savoir ce qu'on voulait. Plusieurs personnes prenaient la parole, pour expliquer finalement que nous voulions nous adresser au directeur. Il commençait à pleuvoir. Au bout de quelques minutes, la porte s'est à nouveau ouverte et toute la panoplie des chefs était là : le directeur,

sous-directeur, 1er adjoint du directeur, 2ème adjoint... C'était la 1ère fois que je voyais la plupart d'entre eux. On s'était dit plus ou moins qu'il fallait que tout le monde parle, demander d'enlever le rapport pour tapage collé à notre co-détenue (par-dessus le marché !), d'écouter et reconnaître ce que nous avons à dénoncer, que ces agissements cessent et que la concernée puisse porter plainte sans menace si elle le désirait. Mais rapidement le directeur a demandé deux représentants pour les recevoir dans son bureau. Malgré les mises en garde, 2 se sont désignées (dont la principale concernée), alors que la première approche était franchement hostile... Un costumé a même eu l'indécence de dire « Elle les a bien cherché » ... Nous autres avons attendu un moment avant de remonter, pour pas que ça tourne mal. En tout, cela n'a duré qu'une demi-heure.

Le soir, comme prévu, quelqu'un a donné le signal en tapant sur les tuyaux de chauffage. Et les portes des cellules ont commencé à battre la mesure avec entrain, pour rappel. Le lendemain matin toutes les détenues se rendant au parloir ont été fouillées à nu (d'habitude ce n'est qu'au retour) pour chercher un éventuel communiqué pour l'extérieur, rédigé collectivement. Justement l'adjointe du directeur nous avait explicitement fait remarquer que c'était répréhensible. Mais rien n'a été trouvé !... Il faut dire que c'était « Tartiflette » à la guérite, surveillante particulièrement zélée qui avait du mettre sur la voie. Le matin même, l'intéressée était emmenée au commissariat pour déposer sa plainte et se faire ausculter par un médecin, l'après-midi elle était transférée à la maison d'arrêt de Lille-Séquédin... On nous a aussi signifié un compte-rendu d'incident pour avoir « participé à toute action collective de nature à compromettre gravement la sécurité de l'établissement » considéré comme une faute disciplinaire de 1er degré (ils sont graves !)... Le week-end prolongé du 14 juillet nous a laissé quelques jours de répit sans nous douter de rien. Puis dès le mardi, un deuxième transfert disciplinaire a eu lieu. Il s'agissait de la deuxième personne s'étant proposé au directeur comme représentante du groupe. Elle-même est tombée dans le panneau, ➡



prévenue la veille, les surveillants et chefs laissaient entendre que c'était un transfert au centre de détention de Bapaume. Tout de même la méfiance s'était installée. Rapidement dans les jours qui ont suivi une lettre d'elle informait de son débarquement à la MAF d'Amiens (qui semble pire que celle-ci...). Au même moment, suite à la plainte déposée, un flic est venu recueillir le témoignage de la co-cellulaire. On nous a aussi remis une convocation en commission de discipline pour vendredi matin, en même temps que les parloirs... Jusque là nous n'avons pu consulter le dossier des faits et rencontrer éventuellement l'avocat commis d'office.

Depuis le début, des ouï-dire évoquaient la volonté de l'administration pénitentiaire de désigner des « meneuses ». Ca paraissait complètement abstrait et décalé pour tout le monde mais sans l'aide des détenues qui reconnaissaient une action de solidarité à l'initiative et à la libre motivation de chacune, l'administration pénitentiaire a tissé son filet. Le lendemain du mouvement collectif déjà, celle qui est maintenant à Amiens était venue me dire que le directeur l'avait mis en garde contre moi et que j'étais dans leur ligne de mire. Évidemment cela a tout à voir avec mes chefs d'inculpation. Le jour J on nous a fait croire qu'on aurait quand même nos parloirs ; ça devait être pour nous tenir tranquille parce qu'il n'en a rien été. J'ai remarqué que loin de se contenter d'omettre la vérité, le mensonge était d'usage courant dans ces sphères du « pouvoir » qui prive et réprime. Il y avait une certaine mise en scène de la « gravité ». Nous étions 13 avec un avocat commis d'office qui présumait qu'on s'en sortirait avec un avertissement. Quelques unes avaient souhaité de se défendre seul – à vrai dire cela n'avait aucune importance parce que les jeux étaient faits depuis bien longtemps. C'était une belle mascarade.

Nous avons été appelé chacune notre tour dans le bureau du chef de détention ; qui faisait office de

prétoire. Le directeur présidait la séance, accompagné d'autres, adjointe, gradés, semblant de greffier... Tous de l'autre côté du bureau, assis, debout... Nous autres étions debout. J'ai été appelé en dernier et l'avocat m'a fait comprendre que c'était plus chaud pour moi. Effectivement j'ai su par la suite que les questions posées à d'autres détenues insinuaient ma culpabilité en tant qu'incitatrice. En entrant dans le bureau j'ai buté en face de moi contre un mur de mépris et de haine viscérale. Je n'ai pas non plus d'estime pour eux... J'ai commencé à m'expliquer à contre-cœur mais une fois l'argumentation lancée, impossible d'y couper court, alors que je ressentais l'inutilité profonde de toute parole. Après ce premier temps la commission a fait mine de se retirer quelques minutes pour délibérer...

Puis à nouveau chacune son tour est passée dans le bureau pour connaître sa sanction et remonter en cellule. 10 jours de cellule disciplinaire avec sursis pour les onze mais nous restions deux encore à attendre. J'y suis allé d'abord et sans plus d'explications on m'a annoncé 10 jours ferme de mitard. Immédiatement on m'a conduit à dix pas de là, la porte était déjà ouverte, au cachot ! Puis m'a suivie dans la cellule voisine l'autre jeune que l'administration pénitentiaire trouvait un peu trop agitée à son goût. 6 jours pour elle. Le quartier disciplinaire n'est pas plus grand. »

Isa



**LIBERTE POUR
ISA, JUAN,
DAMIEN, ET
TOUS LES
PRISONNIERS.
QUE LA LUTTE
CONTINUE AVEC
RAGE ET JOIE.**

BIENVENUE DANS LA POUABELLE DES MONDES

Deux siècles de développement industriel auront réussi à tout gangrener : la terre, l'eau, l'air, rien n'y échappe. Plus personne ne peut ignorer dans quelle poubelle des mondes nous sommes contraints de vivre : fuites radioactives au Tricastin, PCB dans le Rhône, lait à la dioxine en Bretagne et ailleurs... « Accidents » industriels ? C'est plutôt la routine du désastre qui suit son cours. Les États, les industriels, les experts et contre-experts sont donc obligés de reconnaître que la planète est à bout de souffle. Au nom de la soumission durable, ils célèbrent en collaboration avec les ONG de grandes messes écologistes. Les appels à l'Union sacrée comme le Grenelle de l'environnement ne serviront cependant jamais qu'à canaliser les inquiétudes et à neutraliser les possibilités de refuser ce monde mortifère. « Citoyen » ! On t'ordonne de devenir « écoresponsable », de faire du vélo, de trier tes déchets... pour sauver la planète.

Les enfants sont les premières cibles de ces injonctions et prescriptions. Ce sont eux qui doivent faire la leçon à leurs parents et exiger le respect des consignes. Petit flic bio en culotte courte deviendra grand, pourvu que MonsantoTM lui prête vie.

Les « mesures pour sauver la planète » ne remettent rien d'essentiel en cause : les éoliennes comme les piscines alternatives et « alternatives », les pastilles vertes comme les mesures fiscales, le traçage des bestiaux

comme la multiplication des obsessions hygiénistes et sanitaires, le développement des biocarburants comme l'essor d'une industrie « écologique », les ampoules basse consommation comme les appels obsessionnels au rationnement... Tout cela est utilisé pour faire accepter comme des impératifs absolus, les efforts et sacrifices indispensables à la survie de ce monde tel qu'il est. D'un monde de la production forcée où tout et tous ne sont que des marchandises. D'un monde où grosso modo ce seront toujours les mêmes en haut et les autres en bas. D'un monde toujours plus quadrillé où toute mesure étatique n'est jamais qu'une coercition de plus, et gare à la matraque qui vient redresser ceux qui « désécobéissent » !

PARCE QU'IL N'Y A PAS DE LIBERTÉ DANS LES DÉCROCHES INDUSTRIELS, PARCE QUE MANGER UN YAOURT BIO DANS UNE DÉCHARGE MONDIALISÉE N'EST PAS LA LIBERTÉ, PARCE QUE LA LIBERTÉ COMMENCE PAR LE SABOTAGE DE CE MONDE QUI NOUS DÉTRUIT.



Acculturation des pauvres et persécution des femmes dans l'Europe de la fin du XVe aux débuts du XVIIIe siècle

« Plus les oppressions se succèdent, plus elles se ressemblent »

Günther Anders.

L'Europe de la fin du XVe siècle aux débuts du XVIIIe siècle, voit se développer une culture populaire complexe dans la continuité de celle du bas moyen âge. Nous entendons ici la culture populaire comme culture des populations pauvres, par opposition à une culture savante des élites qui ne concerne qu'une partie aisée et instruite de la population, c'est à dire la noblesse, le clergé ou encore les élites économiques du tiers-état, la bourgeoisie. La culture populaire en Europe est alors majoritairement orale en raison de l'analphabétisme très élevé des populations pauvres et rurales du tiers-état. Elle est l'ensemble des connaissances acquises, l'instruction, le savoir et les comportements collectifs du peuple qui caractérise une société. Par extension, la culture populaire désigne tout comportement, habitude, savoir appris ou transmis socialement. Au quotidien dans les milieux populaires, les veillées sont le lieu de transmission d'une culture orale de contes et légendes souvent liés à la magie et à la sorcellerie. (Beaucoup furent collectés entre autres par Charles Perrault et Mme d'Aulnoy en France au XVIIe siècle ou par les frères Grimm en Allemagne au XVIIIe siècle). Le terme sorcellerie, lui, désigne souvent la pratique de la magie. Selon les cultures, elle fut considérée avec des degrés variables de soupçon voire d'hostilité, parfois avec ambivalence, n'étant intrinsèquement ni bonne ni mauvaise. Le dogme chrétien considérant toute forme de magie comme de la sorcellerie, il la proscrit ou la place au rang de superstition en lui opposant le caractère sacré de ses propres rituels aux pratiques de la sorcellerie qui seraient d'inspiration diabolique. Dans l'*Exode* (XXII, 18) se trouve d'ailleurs l'injonction « tu ne laisseras pas vivre la magicienne ». Si la sorcellerie et la culture populaire sont dans ce sujet mis en relation, c'est qu'en effet, il existe donc des liens étroits entre ces deux entités. Nous verrons ici en quoi furent liés sorcellerie et culture populaire et quelles furent les réponses des élites sociales.

La sorcellerie dans la culture populaire

Une culture aux racines païennes, ancrée dans la ruralité.

La sorcellerie est bien plus ancienne que le christianisme. En effet, le phénomène de sorcellerie remonte au néolithique avec la sédentarisation due aux débuts de l'agriculture. La sorcellerie est donc un pan très ancien de la culture populaire qui préexiste au christianisme, même si sa pratique était d'une plus grande mixité sociale. Dans les premiers temps du christianisme occidental, les populations habituées à l'usage de la magie dans la vie quotidienne attendaient du clergé une forme supérieure de magie par rapport à l'ancienne magie païenne. Alors que la chrétienté concurrençait le paganisme, ce problème était d'une importance cruciale pour le clergé, qui peu à peu substitua aux pratiques ancestrales le culte des reliques, des saints et du Christ, reprenant ainsi l'usage populaire d'amulettes et de talismans. Jusqu'à ce qu'au fil des siècles, elle réussisse à éradiquer la sorcellerie des contrées les plus christianisées avec pour point culminant les chasses aux sorcières dans l'Europe baroque. Cependant, les périphéries rurales encore peu occupées par les missionnaires catholiques, perpétuent encore ces traditions païennes de sorcellerie, incompatibles avec le dogme chrétien.

La sorcellerie comme expression d'une révolte.

L'historien Jules Michelet (1798 - 1874) dans *La Sorcière*, affirme que la pratique de la sorcellerie était l'expression d'une marginalisation volontaire, d'un refus de l'impérialisme religieux et d'une rébellion anticléricale. Une révolte naïve de la culture populaire rurale contre l'oppression de l'Eglise et des élites urbaines et savantes, car c'est majoritairement dans les zones géographiques en cours de christianisation et dans lesquelles le pouvoir religieux était faible, dans les zones tardivement conquises, éloignées des centres de décisions et aux confins de

la chrétienté qu'ont proliféré ces marginaux hostiles aux efforts de normalisation, d'intégration et d'acculturation déployés par l'Eglise et le pouvoir monarchique. En effet, l'impiété est à l'époque moderne, un acte de rébellion. La sorcellerie peut donc être vue comme la réaction du marginal qui voit son mode d'existence et sa liberté menacés par un nouvel ordre des choses imposé par les autorités religieuses. Loin de la considérer comme la manifestation d'un obscurantisme archaïque ou comme d'absurdes superstitions, Michelet voit dans la sorcellerie à la fois la conséquence de la misère des « temps du désespoir » et l'expression d'une révolte. La naissance, en réaction à l'impérialisme du dogme chrétien, d'une contre-culture ancrée dans le paganisme – et à qui l'Eglise et dans certains royaumes l'Inquisition font la guerre – pour mieux rejeter l'ordre moral chrétien.

Une perception variable de la sorcellerie dans la culture populaire.

Certes marginaux, les sorciers et sorcières étaient plus craints que respectés dans les milieux ruraux populaires. Mais là où l'Eglise niait toute existence possible de la magie hors du cadre chrétien en réprimant les croyances, la culture populaire, elle, croyait majoritairement en la sorcellerie sans toutefois la pratiquer. La marginalité de ces phénomènes n'excluait donc pas la croyance en ces phénomènes ni même parfois leur réprobation. En effet, certaines croyances ont pu considérer la sorcellerie comme un phénomène bénéfique : le sorcier est aussi parfois, le guérisseur. C'est ce que releva l'historien italien Carlo Ginzburg dans son ouvrage *Les Batailles Nocturnes* de 1966 à travers le cas étonnant de la secte des Benandanti et de sa survivance au XVI^e siècle dans le Frioul (région du nord de l'Italie), région qui ne tarda pas à être frappée par l'Inquisition.

Les Benandanti (littéralement « ceux qui avancent pour le bien ») étaient des hommes et des femmes qui étaient "nés coiffés", c'est-à-dire que la membrane amniotique recouvrait une partie du corps, spécialement la tête. Ce n'était pas uniquement un signe de « Benandanti » mais aussi un signe de facultés de guérisons des mauvais sorts, et du pouvoir de voir les sorcières. Certains Benandanti conservaient leurs coiffes et la portaient autour du cou comme une amulette. ils étaient invoqués la nuit, soit à

l'aide de tambours soit, selon la tradition, par des anges. Cependant, si ils ne parvenaient pas à répondre assez rapidement à l'appel, ils risquaient d'être lapidés par les villageois. Au moment où ils quittaient leurs corps, leurs esprits prenaient l'apparence de papillons, de souris, de chats, ou encore de lièvres. Il se rendaient ensuite au centre de la terre où il affrontaient l'armée des Sorcières, aussi appelées les « malendents ». Les Benandanti étaient armés de queues de fenouil, plante connue pour ses vertus curatives. Les Sorcières elles, étaient armées de queue de sorgho. Si les Benandanti remportaient la victoire, les récoltes de l'année seraient abondantes. Si au contraire c'était les malendents qui gagnaient, cela annonçait une période de disette, de peste et de misère. Les origines de ce culte sont inconnues mais il est probablement très ancien. Les Benandanti étaient considérés par les autres villageois comme des soldats du bien, préservant les récoltes et protégeant leurs villages de la malveillance des sorcières. Pour une mère, c'était un honneur d'avoir un fils Benandanti et bien que païen à la base, ce culte acquiesça des éléments chrétiens à la fin du XVI^e siècle. Les Benandanti se mirent au service de Dieu et du Christ en combattant les envoyés du diable avant que le tribunal de l'Inquisition ne les condamne à la fin des années 1580. Ce qui montre l'ambivalence de la perception de la sorcellerie dans la culture populaire, mais aussi l'ambivalence et l'évolution de la culture des lettrés face à la sorcellerie, avec une phase importante de récupération par les autorités religieuses.

Culture populaire et culture savante : des rapports de dominations

La sorcellerie : une tradition orale.

Une des différences majeures entre la culture populaire et la culture savante est l'alphabétisation. L'analphabétisme des masses paysannes du tiers-état est un facteur d'exclusion indiscutable. L'écriture étant quasiment réservée au clergé, seuls détenteurs du contenu de la foi, la culture populaire se contenta d'une culture orale de transmission d'une profondeur acquise au fil des siècles. ➡

Comme nous l'avons déjà remarqué, les veillées furent le lieu privilégié de transmission d'une culture orale de contes et légendes souvent liés à la magie ou à la sorcellerie, souvent transmise des grands parents aux petits enfants. Tandis que la culture populaire se perpétuait ainsi, la culture savante se transmettait, elle, à travers l'écriture et surtout, la liturgie écrite. L'analphabétisme était donc un facteur important d'exclusion vis-à-vis de la foi chrétienne des paysans que nous pouvons supposer s'être rabattus sur des croyances comme la sorcellerie pour palier à la méconnaissance du contenu de la foi. Dans la Constitution Apostolique, il est écrit que « La liturgie est chose sacrée. Par elle, nous nous élevons jusqu'à Dieu et nous nous unissons à Lui, nous professons notre foi, nous remplissons envers Lui le très grave devoir de la reconnaissance pour les bienfaits et les secours qu'Il nous accorde et dont nous avons un perpétuel besoin ». Mais étant exclus de l'étude des textes, de la lecture des prières et de tout ce qui constitue la liturgie, ils ont vu le fossé se creuser entre le christianisme, encore considéré dans beaucoup de régions reculées comme la religion des élites et la croyance en la sorcellerie déjà largement répandues depuis des siècles.



Population rurales et

population urbaine : un mépris respectif.

S'ajoute à cela une forme de mépris des élites envers les couches populaires et la paysannerie principalement installée dans les zones géographiques tardivement conquises et éloignées des centres de décision. Là plus qu'ailleurs, se sont affrontées la culture savante et la culture populaire, l'une soutenue par l'écrit, l'autre de tradition orale séculaire et immémoriale. En effet, le paganisme, objet de nombreux réquisitoires en sorcellerie était vu par les instances chrétienne et les élites savantes urbaines comme la religion des paysans, comme la culture populaire ou plus péjorativement le « folklore », se raccrochant à des formes de croyances pré-chrétiennes et donc incompatible avec le dogme chrétien. Son

origine sylvestre et agricole et son enracinement dans la culture populaire de l'Europe moderne confèrent à la sorcellerie un caractère « rustre ». En effet, vu des élites sociales et religieuses, le paysan donne l'image d'un être fruste fermement attaché à des croyances rudimentaires et désuètes et donc, réceptif à la sorcellerie. Ce sont des stéréotypes importants à l'époque. Durant les deux vagues de chasse aux sorcières, les accusateurs étaient souvent issus de milieux urbains qui commençaient petit à petit à se constituer en bourgeoisie. Plus les élites urbaines se plaisaient à se voir comme les champions de la rationalité (notamment avec le développement des sciences), plus le monde rural se voyait relégué au rang de « mécréants hérétiques aux croyances archaïques » (selon l'expression de Pierre de Lancre), considérés comme « primitifs ».

La proximité des paysans avec la nature est ainsi inversement proportionnelle à leur éloignement de la culture savante. En témoigne cette phrase du démonologue Pierre de Lancre (Juge d'origine basque mandaté par Henri IV) : « anciennement, on ne connaissait pour sorcier que des hommes vulgaires et idiots, nourris dans les bruyères et les fougères » extraite de son *Tableau de l'inconstance des mauvais anges et démons* en 1612.

Une culture savante hégémonique.

Cette culture savante hégémonique trouve l'appui de ruraux qui rompent avec le passé de leur ordre et veulent participer, eux aussi, à l'enrichissement avec la progression du commerce. Ces derniers viennent des masses en voie de paupérisation, qui ne peuvent pas être insensibles au spectacle de l'opulence de certains de leurs concitoyens. La masse rurale, qui elle par contre se voit de plus en plus appauvrie, écrasée d'impôts, soumise et incapable de réagir est de plus en plus exclue et marginalisée par les élites. Il lui reste à subir, de façon aliénante, la diffusion d'une culture faite sur mesure pour elle. Non pas d'une culture savante, qu'elle ne saurait entièrement assimiler et apprécier de par son analphabétisme et le

temps passé au travail de la terre, comme le pensent avec mépris les élites sociales, mais d'une nouvelle « culture populaire » diffusée comme substitut de l'ancienne à l'aide de missionnaires pour convertir, d'inquisiteurs pour punir et d'implantation de diocèses pour surveiller. vinrent donc les chasses aux sorcières, une façon pour les pouvoirs religieux et monarchiques d'adapter la culture et les mentalités populaires à leurs convenances et préparer le terrain de son enrichissement tout en exerçant la terreur sur les populations. Une façon aussi d'imposer le christianisme en éradiquant toute forme de croyances hors du dogme catholique, ou protestant selon les régions. Ils les avertissent que l'anti-conformisme et la tentation des (nombreuses) révoltes ne paient pas. Ils leur prouvent qu'existe et continuera d'exister un fossé économique et social entre les puissants et les pauvres. Ils démontrent aussi leur appartenance au monde des maîtres et à celui de la culture savante. Le supplice d'une sorcière souvent vieille et pauvre sert ainsi à affermir leur pouvoir sur les masses paysannes autant qu'à donner des gages à la société environnante, dont ils répercutent et utilisent à leur profit les aspects hiérarchiques et inégalitaires.

La répression de la sorcellerie avait elle pour but la mise à bas de la culture populaire ?

La volonté de contrôle social.

Le contrôle social fait référence selon le philosophe Michel Foucault dans *Surveiller et Punir* aux mécanismes sociaux qui régulent les comportements individuels et des groupes d'individus, en terme de punitions et de récompenses. Cela désigne des procédés transparents ou informels comme les normes sociales et les conventions sociales, ainsi que des procédés officiels et formels comme les règles et les lois concernant les comportements dit « déviants ». Les autorités religieuses imposent une forme de conformisme obligatoire à l'aide de procédés transparents comme le dogme chrétien de la réforme catholique et de procédés officiels comme le tribunal de l'Inquisition, la torture, l'enfermement, l'exécution et autres moyens de dissuasions

formels pour faire entrer dans le rang ceux qui transgressent le dogme chrétien et se marginalisent par le biais de croyances impies et jugées hérétiques, comme ce fut le cas pour la sorcellerie. Mais le contrôle social des élites sur les masses populaires passe également par l'élimination dans le cas de l'inquisition de ceux qui sont les gardiens des savoirs pré-chrétiens et donc intrinsèquement subversifs pour l'Eglise et l'Etat. En effet, l'acharnement du pouvoir à brûler de vieilles paysannes peut également s'expliquer par le fait qu'elles sont dépositaires de ces dits « secrets », qu'elles sont les tenantes d'un ordre ancien des choses qui s'apparente plus du point de vue de l'inquisition et des autorités religieuses à de l'hérésie qu'à la vision étroite de la réforme catholique. Car sont plus souvent brûlées de vieilles femmes plutôt misérables que des jeunes filles.

La sorcière : bouc émissaire d'une période de transformations sociales.

Les populations de l'Europe moderne sont divisées en trois ordres, hiérarchisés et inégaux : le clergé, la noblesse et le tiers-état. C'est une séparation qui repose sur des critères idéologiques plus que sur des critères de fortune ou de mérite personnel. Les ordres étaient en théorie fermés, mais une petite frange d'individus pouvaient échapper à leurs états de naissance par différents moyens. En effet, parmi ces ordres se dégagait une frange encore au stade embryonnaire, la bourgeoisie. Une partie de cette bourgeoisie se retrouve plus riche que les petites et moyennes noblesses, elle aspire même parfois à devenir noble par l'achat de charges ou par le mariage. Remettant en cause l'immutabilité des trois ordres. Elle est essentiellement composée d'artisans partis des campagnes vers les villes pour vendre leur savoir-faire et s'enrichir. Ils constituent en quelque sorte une aristocratie commerçante du tiers-état prolétaire, tandis que les paysans eux, se paupérisent de plus en plus, provoquant de plus en plus de révoltes. En France, la période du ministère de Richelieu est celle qui a vu se développer le nombre le plus important de révoltes. L'engagement de la France dans la guerre de Trente Ans faisant beaucoup augmenter les impôts. Ces révoltes ne menacent pas réellement l'Etat, mais ➡

représentent tout de même une menace importante pour les élites. C'est dans ce climat politique tendu que va émerger la seconde vague de chasse aux sorcières (de 1560 à 1650). La chasse aux sorcières, est le point d'aboutissement d'une manœuvre des élites qui se sont servies de la peur eschatologique populaire du diable et de l'au-delà pour catalyser la peur éprouvée par les paysans, au sein d'une société où la bourgeoisie s'enrichit et le tiers-état prolétarien s'appauvrit un peu plus sur une figure bien définie : la sorcière. Utilisant la culture populaire pour inverser le sentiment d'injustice et de colère vis à vis des élites (et donc les révoltes paysannes) en celui de peur des sorcières, faisant d'elles les bouc-émissaires des transformations sociales. Expliquant aussi le fait que les villageois se sont associés à la répression.

La répression de la sorcellerie comme volonté d'opprimer la femme et de réprimer la sexualité.

c'est sur un fond de troubles que paraît en 1486, directement inspiré par la bulle *Summis desiderantes affectibus* du 5 décembre 1484 d'Innocent VIII (1484-1492), le *Malleus maleficarum*. Ses auteurs, les inquisiteurs Henry Institoris et Jacques Sprenger, ont le sentiment de vivre la désintégration d'un monde : « Au milieu d'un siècle qui s'écroule, l'hérésie des sorcières, attaquant par d'innombrables assauts, réalise en chacune de ses oeuvres, son incarnation totale ». Ils font une lecture démonologique centrée sur le maléfice, puis anthropologique et sexologique, accablant la femme, accusée d'être la complice de Satan. La théologie s'est alors muée en une idéologie amalgamant hérésie, folie et frénésie sexuelle. Le modèle démonologique de « la femme au diable » est né, aussitôt pris en charge par l'imprimerie, c'est-à-dire véhiculé par une abondante littérature d'où se détache le traité de Jean Bodin *Démonomanie des sorciers* (1580). Dans les premières sociétés néolithiques matriarcales, la femme avait socialement, le rôle le plus important. A l'ère chrétienne, les religions et croyances anciennes sont le diable de la nouvelle et c'est pourquoi le christianisme associa les femmes à des rôles

maléfiques. Ce qui explique la prépondérance sur les bûchers des sorcières sur les sorciers. la chasse aux sorcières fut donc la répression des croyances ancestrales des cultures populaires par le pouvoir religieux, liée à un vaste mouvement de répression de la sexualité féminine et même, de la femme en-soi. A tel point que certains historiens parlent d'un « gynocide » ou encore d'un « sexocide » selon l'écrivaine Françoise d'Eaubonne dans *Le sexocide des sorcières* (1999). La phrase de Michelet extraite de son plaidoyer *La Sorcière*, illustre bien l'ampleur de la persécution dont elles ont fait l'objet : « pour un sorcier, dix mille sorcières ». Démontrant l'acharnement des inquisiteurs à juger et parfois brûler des femmes plutôt que des hommes, car entre 70 et 80% des condamnés au bûcher étaient des femmes. La sorcellerie serait donc en partie due à une misogynie tenace autant dans la culture populaire que dans la culture savante. Elles y sont rendues coupables, comme dans la Bible avec la figure d'Eve, de la dénaturation de l'être humain en général, et de l'homme en particulier. En ces temps d'oppression généralisée contre les pauvres, les hommes sont exécutés pour hérésie et les femmes pour sorcellerie. Entre les deux se distingue la même différence qu'aujourd'hui entre le prisonnier dit de droit commun et le dit « prisonnier politique ».

Il apparaît également, au cours des procès, une dimension sexuelle importante. Ces faits sont à mettre en relation avec les valeurs socioculturelles que l'Eglise et l'Etat tentent

Au cours d'un procès en sorcellerie en 1593, le magistrat instructeur - un homme marié - découvrit pour la première fois l'existence du clitoris. Il l'identifia comme étant un mamelon du diable, preuve irréfutable de la culpabilité de la sorcière. C'était une « petite excroissance de chair, pointant à la manière d'un mamelon, et longue d'un demi-pouce ». Et ledit magistrat « l'ayant aperçue au premier coup d'œil, quoique sans regarder de trop près cependant, car jouxtant endroit si ténébreux que point n'est décent d'y porter le regard. Mais ne voulant pas, finalement, garder par-devers soi découverte si étrange », la montra à divers assistants. « Lesquels assistants déclarèrent n'avoir jamais vu chose semblable ». Et la femme fut condamnée comme sorcière. Extrait des Monologues du vagin d'Eve Enslér, disponible sur infokiosques.net

d'implanter dans l'esprit des ruraux et dans les fondements de la culture populaire. A travers la persécution des femmes s'exprime une répression plus générale de la sexualité. Les missionnaires de la réforme catholique combattent la relative liberté des mœurs qui existait dans les campagnes avant 1550. Ils imposent au monde paysan des freins sexuels efficaces. Les « aveux » extorqués aux prétendues sorcières peuvent être interprétés par rapport à cette lutte puritaine bien réelle. La copulation avec Satan, ou avec des démons, rappelle la survivance dans le monde rural des « fiançailles à l'essai », des concubinages, que veulent extirper les autorités de la culture populaire. Le sabbat, cette « fête sacrilège » (*Malleus Maleficarum*), n'est que la transposition diabolique des fêtes populaires multiples qui débouchaient fréquemment, l'ivresse aidant, sur des débordements sexuels. En fait, les multiples péchés imputés aux sorcières résultent d'une insatisfaction profonde des missionnaires devant la résistance d'une conduite sexuelle paysanne qui ne se coule pas suffisamment dans le moule théorique véhiculé par la réforme catholique. Les procès en sorcellerie, dans ce contexte, permettent de culpabiliser les foules en reliant au diable la sexualité hors mariage. Dans le *Malleus Maleficarum* qui inspira ces vagues de répressions, les femmes sont l'emblème de la luxure. Avec elles, la sorcellerie prend la forme d'une débauche sexuelle : orgies, accouplements contre nature avec le diable, la sorcière est succube, fécondable par le diable et susceptible de donner naissance à des êtres démoniaques en transgressant les lois chrétiennes de la procréation. Les sorcières révèlent également en creux les angoisses sexuelles profondes de l'imaginaire masculin : elles sont supposées sectionner le penis des hommes à des fins rituelles, attenter à leur puissance sexuelle, ou encore, comme dans certains récits, engloutir des hommes par leur vagin...

Pour conclure...

Nous avons vu que sorcellerie et culture populaire sont étroitement liés. La sorcellerie, après avoir traversée les âges, s'est intégrée largement dans la culture populaire rurale,



sylvestre, paysanne et agricole. Mais la démarche des autorités religieuses et monarchiques d'adapter cette culture à ses besoins, de la contrôler et de la manipuler non sans difficultés afin d'exercer un contrôle social important sur les sujets à l'aide de moyens tel que le tribunal de l'inquisition et les tribunaux séculiers ; et additionné au mépris de la culture populaire par la culture savante, ont fait de la sorcellerie le cheval de Troie nécessaire à son immersion dans la sphère privée, notamment sexuelle, des paysans afin de brider la culture populaire sans pour autant la rendre savante. Faire de populations séculièrement ancrées dans une culture bien plus païenne que chrétienne des populations dévouées à l'ordre établi n'était pas chose facile pour le pouvoir. C'est pourquoi il usa d'une grande violence dans la répression contre tout ce qui lui paraissait déviant.

Pourtant, c'est dans une époque dite de « progrès » que se déroulent ces événements : la multiplication des libres-penseurs et autres libertins, la révolution scientifique, le progrès des arts, de la philosophie et des sciences humaines montrent à la fois une Europe de la renaissance tournée vers le progrès mais également le visage obscurantiste et archaïque de la répression religieuse et de l'hégémonie culturelle.

Selon Théodore Adorno et Walter Benjamin, il existe un lien entre le processus de civilisation et la barbarie. Le progrès et la violence marchent de pair. On pourrait alors voir les sorcières comme les boucs émissaires de cette forme de modernité que furent la renaissance et les révolutions scientifiques. ●

LE MARTYR, LA VICTIME ET L'AGNEAU



Tout d'abord, qu'est-ce qu'un martyr ?

Un martyr (du grec ancien « témoin ») est celui qui consent à aller jusqu'à se laisser tuer pour témoigner de sa foi, plutôt que de l'abjurer. « Martyr » appartient essentiellement, et à l'origine, à la terminologie chrétienne. En effet, les martyrs chrétiens furent les premiers à se dénommer ainsi.

Le christianisme antique a été marqué par de nombreuses persécutions. Totalement mythifiées et anachroniquement revendiquées par les chrétiens postérieurs, ces persécutions purent avoir une réalité à certaines périodes, même si le nombre de chrétiens en Occident était insuffisant pour donner matière à des persécutions de masse. Les chrétiens n'ont pas été poursuivis de manière systématique mais parfois pour des délits de droit commun ou sur dénonciation. En effet, il était illégal d'être chrétien dans l'empire romain antique, mais cela n'entraîna pas pour autant de persécutions de masse. Les chrétiens étaient même souvent bien intégrés et tolérés par les populations de religion romaine tant qu'ils n'exerçaient pas leur culte monothéiste sur la place publique. Une lettre de Pline le jeune en 112^[1] montre le mécanisme concret de condamnation du pouvoir pour le motif d'obstinatio (« obstination » en latin) dans le refus d'obtempérer à l'ordre de sacrifier (façon pour les romains d'intégrer les chrétiens et de les faire abjurer en leur faisant pratiquer un rite païen) sans que l'on puisse identifier quoique ce soit qui relève d'une persécution religieuse en soi.

Cependant, au troisième siècle débutèrent les véritables persécutions de chrétiens, courtes et espacées. Les chrétiens qui refusent d'abjurer leur foi sont livrés aux fauves, crucifiés, torturés en public. Néanmoins, on observe qu'une fois la persécution passée, les chrétiens sont de nouveau tolérés, à défaut d'être admis véritablement. Nombreux sont ceux qui abjurèrent pour s'émanciper sans nécessairement abandonner leur foi en privé. On ne constate donc pas de volonté d'exterminer les chrétiens en tant que tels, mais de les convertir à la religion romaine, les intégrer de force ; car leur intégration est bien le but de ces persécutions. Le refus des chrétiens de participer au sacrifice général aux dieux pour le salut et

la conservation de l'empereur, exigé de tous les citoyens est perçu comme une déloyauté politique, c'est donc par soucis de cohésion politique des citoyens que se sont déclenchées ces persécutions.

En 313, le christianisme est finalement adopté comme religion personnelle par l'empereur Constantin Ier bien que son empire ne comptât alors que très peu de chrétiens^[2]. Depuis, le christianisme ne cessera de se développer dans l'Empire jusqu'à en devenir l'unique religion officielle sous Théodose Ier, les religions païennes seront définitivement interdites par ce dernier en 392 et leurs sectateurs à leur tour persécutés par la nouvelle religion dominante : le christianisme.

Le martyr comme nous avons pu l'évoquer brièvement n'est donc pas un être qui va à la mort avec la volonté suicidaire d'être martyr. C'est un être qui, refusant d'abjurer sa foi, est exécuté. C'est pourquoi, lorsque des courants plus modernes font de leurs morts des martyrs, il s'agit d'un contre-sens historique total.

Les kamikazes

Encore un terme détourné de son sens. Le kamikaze est un militaire de l'Empire du Japon qui, pendant la Seconde Guerre mondiale, effectuait une mission-suicide dans la campagne du Pacifique. Il avait pour objectif d'écraser son avion ou son sous-marin sur les navires américains et alliés. C'était une tactique militaire désespérée pour livrer une charge explosive sur une cible avec une probabilité maximale d'atteinte. Si les kamikazes japonais n'ont rien à voir avec ceux que l'on appelle aujourd'hui kamikazes (principalement des extrémistes religieux), ils partagent quelques points communs. Au cérémonial de départ d'une attaque, les militaires japonais vouaient allégeance à l'empereur Showa et récitaient un haïku en hymne à la vie, ses opérations rentraient cependant dans le cadre militaire d'une guerre à deux doigts d'être perdue. Les attaques kamikazes actuelles ont pour objectif de provoquer une paranoïa dans les populations ciblées. A défaut de pouvoir s'attaquer aux coupables, elles visent le plus souvent des populations civiles (c'est le cas en Irak,

Syrie, Afghanistan, Israël, Liban, Sri Lanka etc.). L'efficacité cynique (la vie du kamikaze contre un grand nombre de victimes et très peu de moyens nécessaires) de ces opérations a fait de cette tactique l'une des plus prisées par les groupes religieux clandestins, notamment au Moyen-Orient. Dans la terminologie courante du kamikaze islamiste, l'exécutant de l'attentat suicide est déclaré martyr par les siens. C'est aussi d'ailleurs la simple motivation de le devenir qui pousse certains, embrigadés par les branches politiciennes de ces organisations, à commettre l'innommable. Ils sont souvent la chair à canon d'un conflit bien plus économique qu'il n'y paraît et où les sphères d'influence politicienne jouent un rôle central. Bien entendu, les embrigadeurs ne prennent pas part à ce genre d'opérations, ils se réservent le droit de se comporter en puissants en envoyant leurs sous-fifres à la mort après un lavage de cerveau. Dans le sens où ces kamikazes (tout comme les kamikazes japonais) vont à la mort sciemment sans qu'une quelconque nécessité ne se présente, les qualifier de martyrs est, nous le répétons, un contresens historique total.

Et alors ?

Si nous écrivons cet article ce n'est bien sur pas pour prévenir les dangers d'une glorification par nos lecteurs des martyrs chrétiens antiques, des kamikazes de l'armée japonaise ou des kamikazes islamistes. Car si parfois des sympathies s'affichent ici et là dans les milieux dits radicaux pour des organisations religieuses du moyen orient^[3], il est communément partagé que la méthode des attentats suicides est inacceptable.

Ce qui nous dérange ici, c'est que ce terme ultra galvaudé de « martyr » est aujourd'hui repris ici et là dans les milieux de gauche et d'extrême-gauche . Le terme « martyr » comme les idées et les pratiques qui sous-tendent le terme (pratique de la victimisation et du « scandale »). Lorsque des manifestants attirent les journalistes à caméra pour leur fournir des images sensationnelles de la répression (enfants matraqués, mamies gazées et autres martyrs et victimes de la répression , et le « scandaleux » qui va avec...), ne font-ils pas le jeu spectaculaire de nos ennemis ? Car en effet, les médias qui pourraient un jour stigmatiser la répression policière sont les mêmes qui un autre jour, stigmatisent les "jeunes des quartiers", les "gauchistes dangereux" et autres ennemis intérieurs nécessaires du pouvoir.

Autre exemple, dans la lutte des sans-papiers. Février 2008, une manifestation [4] appelée « Les sans-papiers ont un visage » s'est déroulée à Paris réunissant de trois à cinq mille manifestants sans-papiers ou soutiens aux sans-papiers. Les manifestants étaient affublés de grandes

pancartes sur lesquelles étaient reproduites les visages en plan serré d'enfants sans-papiers. Sous leurs visages, la phrase : « Monsieur Hortefeux, suis-je une menace ? ». En premier lieu, pourquoi des enfants ? Le fait que des personnes de trente ans (par exemple) soient acculées à la clandestinité est-il normal pour autant ? Si il n'y avait pas d'enfants sans-papiers, les expulsions seraient-elles plus légitimes ? Faire valoir le fait que des sans papiers ont une famille, qu'ils sont d'honnêtes travailleurs fait-il d'eux des personnes plus "défendables" ? En outre, parler de la supposée « innocence » des enfants [5], c'est sous entendre par opposition que les adultes sont « coupable »s (et que donc il faut les reconduire à la frontière ou les enfermer). Ce n'est bien sur pas l'ambition des soutiens aux sans-papiers qui utilisent la stratégie victimaire du martyrdom [6], mais c'est la conséquence qui pourrait se dégager à terme si ces revendications étaient prises au pied de la lettre par le pouvoir. Autant arborer directement le slogan « régularisation de tous les sans papiers enfants, qui travaillent, qui sont innocents et qui ont une famille et expulsion de tous les autres », ce qui reviendrait au même.

Anarchistes, nous sommes pour l'abolition des frontières, la destruction des CRA et la liberté de circulation additionnée à l'abolition de l'Etat. Nous ne voulons donc plus de papiers du tout, famille, pas famille, travail, pas travail, patrie, pas patrie, nous pensons que personne ne doit être jugé légal ou illégal et pensons donc qu'il faut détruire toutes les instances supérieures en position de juger qui est légal ou illégal. Nous ne pensons pas qu'un sans papier sympa et dynamique mérite plus notre attention qu'un sans papier jaloux et feignant. Nous voulons par ailleurs retirer les mots « mérite », « légal », « illégal », « innocent », « coupable » de notre vocabulaire. Il n'y a pas les bons sans papiers d'un côté et les mauvais de l'autre. Si nous sommes en lutte sur cette question, c'est pour des questions de principes. En effet, la personnalité d'un sans papier ne joue en rien dans le fait qu'il est inadmissible de contraindre une personne à la peur permanente d'une vie clandestine dans la société de contrôle.

C'est aussi parce que nous refusons ce sentimentalisme tout chrétien qui se trouve des martyrs et des victimes en la figure des sans papiers pour créer le « débat démocratique » par l'indignation des citoyens scandalisés que nous nous foutons éperdument (d'un point de vue strictement politique) du visage des sans papiers, de leur innocence présumée et encore pire, de leur volonté d'intégration, car là aussi, question de principe:

La France on la nique ! ➔

« Ô mon dieu, mais c'est un scandale ! »

Certains militants ne fonctionnent qu'au scandale. C'est à dire qu'ils fonctionnent uniquement en terme d'affect, à la façon d'un chrétien. Le fichier EDVIGE est aujourd'hui au cœur du débat médiatique, se retrouvant donc au cœur des débats populaires... Déjà pleuvent les assertions catastrophistes et scandalisées, « le retour de Vichy », « le retour de la Stasi » et autres « le retour de... ». Seulement des fichiers, il en existe déjà trente-sept autres qui opèrent dans l'ombre depuis longtemps. Mais scandale ! le fichier EDVIGE s'intéresse à l'orientation sexuelle et à la séropositivité... Que les fichiers précédents s'intéressent aux opinions politiques, à la vie privée et aux relations des fichés ou alors tout simplement qu'ils s'intéressent ou qu'ils existent ne choquait personne avant qu'un clash mediatico-marketing ne porte l'attention sur le nouveau fichier à contester pour être un bon toutou à son pouvoir. Seulement la société de contrôle et le fichage on est pour ou on est contre, point. Que les scandalisés martyrologues se le disent bien, se mobiliser contre le fichier EDVIGE pour un retour à la normale (c'est à dire à trente-sept autres fichiers différents), c'est accepter la société de contrôle et le fichage.

Pour revenir à la question des sans-papiers, voici une lutte fonctionnant en grande partie sur le scandale. « Centre de Rétention administrative » devient « camp de concentration », « expulsion » devient « déportation », à quand l'extermination systématique et industrialisée des sans-papiers ? Voilà de quoi choquer le bourgeois. Mais ces exagérations permanentes ont deux fonctions utilitaires. La mobilisation (dont le scandale a toujours été

un moteur) et l'auto-congratulation à s'imaginer « résistant » comme papy, qui en fait était un collabo. Encore une fois, la situation est assez grave pour ne pas nécessiter la surenchère d'un vocabulaire naturellement associé au scandale.

Le processus est souvent le même, on lutte contre la partie « scandaleuse » de l'iceberg pendant que l'iceberg continue de se développer sous la surface visible.

N'oublions pas non plus que ce régime dit « de Vichy » fut créé par la loi constitutionnelle du 10 juillet 1940 votée par l'Assemblée nationale (fusion de la Chambre des députés et du Sénat) par 569 voix contre 80 et 17 abstentions. Les votants accordèrent les pleins pouvoirs au maréchal Pétain, jusque-là président du Conseil, pour promulguer une nouvelle Constitution. Se prévalant de cette loi, Pétain décréta « l'État français » en lieu et place de la République française, et s'attribua le titre de chef de l'État. Le régime de Pétain avait donc bel et bien un nom officiel, qui n'avait rien à voir avec la ville de Vichy et qui mériterait d'être plus largement employé qu'il ne l'est actuellement : ÉTAT FRANCAIS.

Le hold-up sémantique qui s'est constitué sous nos yeux ne doit pas nous aveugler, c'est l'État qu'il faut combattre, pas « les scandaleuses dérives vichystes » dénoncé par les honnêtes citoyens victimes, car l'Etat est une dérive en soi. Une dérive qui use d'ailleurs des mêmes mécanismes pour galvaniser les foules : les martyrs, les « morts pour la nation », « morts pour la patrie » alors que les collabos qui n'ont pas abjuré leur foi politique sont eux aussi « morts pour la patrie », la même patrie. Ils sont aussi les martyrs de la douce France.

Quelques sectateurs.

Notes :

[1] qui compare le christianisme à une « superstition déraisonnable et sans mesure »

[2] Environ 5% de chrétiens dans l'Empire, avec de fortes disparités régionales.

[3] Voir notre texte sur le sujet : Pourquoi nous ne les soutiendrons jamais, dans Non Fides N°2 ou sur notre site.

[4] A l'appel de RESF, de la LDH, du Collectif des sans-papiers ou encore des Verts, tous chantres de la lutte sentimentaliste.

[5] Les attentions spéciales, la "protection", le "respect" dont les enfants sont l'objet, ainsi que les institutions créées pour eux (l'école en particulier) servent avant tout à les tenir sous tutelle, à les priver de tout pouvoir sur leur vie, à les enfermer dans leur rôle, à les... infantiliser. Sur le sujet, lire Pour l'abolition de l'enfance (aux éditions Tahin-Party), de Shulamith Firestone.

[6] Nous utiliserons le terme anglais martyrdom (qui n'existe pas) comme équivalent de « martyrité », ou de « martyritude ».

LES FEUX DE LA REVOLTE

Les fins de mois sont de plus en plus difficiles : on se fait exploiter au boulot pour toujours moins de fric, sucrer les allocs et emmerder sans fin au Rmi. Des milliers de personnes sont licenciées, l'âge de la retraite est encore reculé... et pendant ce temps-là l'Etat arrose les banques et les patrons à coups de milliards.

Le pouvoir lâche des cow-boys en uniforme qui se croient tout permis à coups de flash-ball, de rafles, d'expulsions, de rackets et de contrôles... tandis que toujours plus de personnes se retrouvent enfermées, que ce soit en hôpital psychiatrique, en centre de rétention ou en prison. Le système impose sa paix sociale en nous vidant le cerveau à l'aide de prozac, de télévision et de crédits... bref, tout ce qui constitue la violence du quotidien.

Les tensions sociales s'exacerbent et rien n'indique que cela va aller en s'amenuisant.

Les actes de révoltes collectives et individuelles se multiplient aussi :

En mai 2007 par exemple, lors du joyeux bordel des élections présidentielles, un véhicule de police a bien failli être incendié dans le 18ème. Trois personnes suspectées dans cette affaire croupissent encore en prison sous l'accusation d' « association terroriste ».

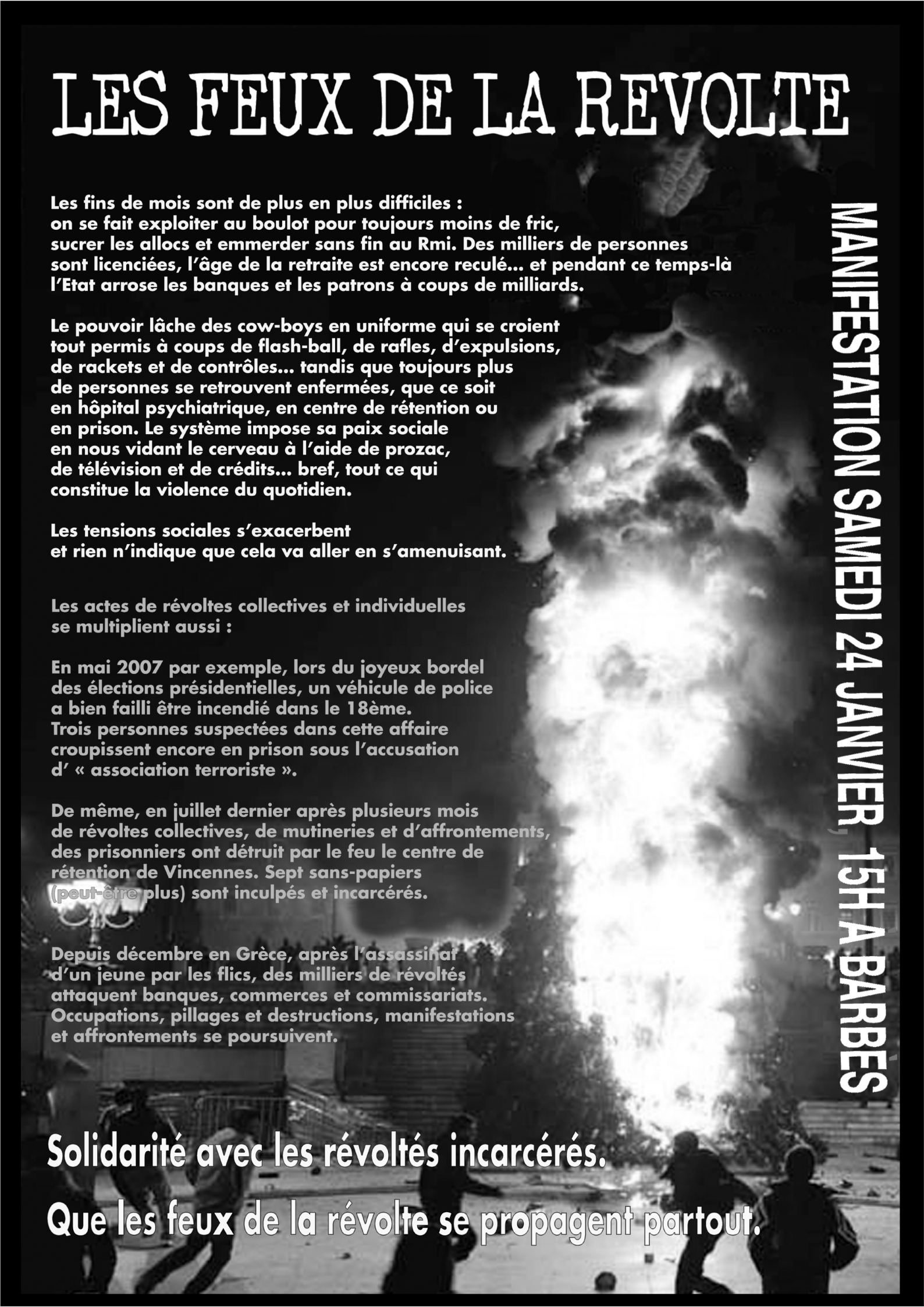
De même, en juillet dernier après plusieurs mois de révoltes collectives, de mutineries et d'affrontements, des prisonniers ont détruit par le feu le centre de rétention de Vincennes. Sept sans-papiers (peut-être plus) sont inculpés et incarcérés.

Depuis décembre en Grèce, après l'assassinat d'un jeune par les flics, des milliers de révoltés attaquent banques, commerces et commissariats. Occupations, pillages et destructions, manifestations et affrontements se poursuivent.

Solidarité avec les révoltés incarcérés.

Que les feux de la révolte se propagent partout.

MANIFESTATION SAMEDI 24 JANVIER, 15H A BARBES



Suite à la publication sur notre site du texte Pourquoi nous ne les soutiendrons jamais extrait de Non Fides N°2 (et lisible sur notre site), nous avons eu affaire à de nombreuses péripéties plus ou moins graves à notre sens... Ce ne sont pas tant les insultes de ceux que nous critiquons dans l'article qui ont pu nous déstabiliser. En effet, nous nous y attendions. De plus le texte a permis des discussions intéressantes avec certaines de ces personnes. Avec malgré tout un campement sur ses positions de chacune des parties mais aussi une amorce de débat où chacun (nous y compris) a pu nuancer ses propos. Bref, un débat constructif d'idées conflictuelles, ce pourquoi -entre autres raisons- nous publions notre journal et animons notre site. Ce qui a pu réellement nous foutre en rogne c'est la complaisance qu'ont pu exprimer pour cet article précis une mouvance politique que nous abhorrons profondément, la frange ultra-sioniste et ses relents identitaires dont les sites "desinfos.com", "juif.org" et le site de la "Ligue de Défense Juive" ont publiés Pourquoi nous ne les soutiendrons jamais. Car comme nous l'écrivions dans notre article, il n'y a rien que nous ne détestons plus que la droite et l'extrême droite. Mais ça aussi, on aurait pu s'y attendre.

Le théorème parfait de la guerre civile



« Les ennemis de mes ennemis, sont mes amis »
Ce dicton merdique est l'apanage de ceux pour qui la fin justifie les moyens, mais aussi de ceux pour qui la confusion politique n'est pas un problème, mais une arme. Elle est souvent le meilleur moyen pour ces gens là de propager leur virus.

**« Les amis de mes amis sont mes amis
Les amis de mes ennemis sont mes ennemis
Les ennemis de mes amis sont mes ennemis
Les ennemis de mes ennemis sont mes amis »**

Voici le théorème parfait de la guerre civile. Voici la pensée qui meut le M.D.I (mouvement raciste noir) de Kémi Seba à s'associer à Nomad88 (milice raciste blanche). De même pour Dieudonné et Jean Marie Le Pen. De même pour la raclure soraliennne (Cf. Alain Soral, petit penseur blanc hétéro stéroïdé)

qui n'hésite pas en dépit de tout bon sens (ce qui caractérise fidèlement le confusionnisme) à associer dans ses affiches les figures de dictateurs sanguinaires gauchistes et de dictateur sanguinaires fascistes en se revendiquant de tous à la fois... L'extrême droite a choisi comme nouveau moyen de lutte la confusion, adaptons nous à la nouveauté. La lutte contre l'extrême droite doit dorénavant s'équiper d'un nouvel atout essentiel, celui de l'anti-confusionnisme.

La lutte antifasciste « de rue », souvent le symptôme d'une mythomanie accrue des nouvelles générations se revendiquant des « chasseurs de skins » des années 80 doit rester à sa place, c'est à dire pour l'instant, dans l'aveu d'impuissance généralisé qui est le notre. Par contre, là où nous surpassons largement l'ennemi droitiste, c'est sur le terrain des idées et de la démonstration de rigueur en terme de pensée. Car même le plus habile des théoriciens facho ne pourra jamais esquiver bien longtemps les contradictions inhérentes aux discours racistes, nationalistes, traditionalistes ou identitaires. Ce sont d'ailleurs ces lacunes qui les poussent à user de la confusion pour conquérir de nouveaux terrains inexplorés jusqu'alors par leurs ancêtres politiques.

Le mouvement dit antifasciste devrait cesser de montrer ses muscles (même si il en avait...) et lutter plus qu'il ne le fait déjà sur le terrain des idées. Avant de se fantasmer guérillero apache, il faudrait peut être se souvenir que l'un des principes maîtres de la guérilla est l'adaptation aux armes de l'ennemi. Adaptation qui nécessite au préalable une remise en question des pratiques et des techniques de luttes. Nous sommes de tout cœur avec ceux qui vont dans ce sens dans le mouvement

dit antifasciste, et ce malgré de nombreuses divergences qui ne seront (a priori) jamais assez fortes pour empêcher un front commun contre ces mouvements minoritaires d'extrême droite. Qu'ils soient juifs, musulmans, catholiques, noirs, néo-nazis ou fascistes. Que les choses soient claires.

Toujours pour que les choses soient claires, revenons à nos moutons. Que les pro-israéliens de tout genre sachent que notre rejet des discours pro-palestiniens ne fait pas de nous vos amis car nous combattons tout autant les discours pro-israéliens. L'oppression des arabes israéliens, des palestiniens et des libanais est le fait de ceux que vous mettez à la tête de vos États que nous comptons bien démanteler un par un en commençant par vos prisons, vos temples et votre économie. ●

Pour un monde sans États, ni frontières, ni patries ni nations. Un monde sans Tsalal, sans Hamas, sans armée ni milice. Deux États, c'est toujours deux États de trop.



POURQUOI NOUS VOULONS LA DESTRUCTION DES CENTRES DE RÉTENTION

- Parce que nous ne nous battons pas pour l'amélioration des conditions de détention.
- Parce que même climatisées, en or, en velours ou en soie, une cellule d'enfermement reste une cellule d'enfermement.
- Parce que la rétention succède à une rafle arbitraire et précède à une expulsion tout aussi arbitraire.
- Parce qu'arrêter en masse les sans papiers et en expulser un certain nombre, c'est apprendre la peur à tous.
- Parce que le sans-papier salopard ne mérite pas plus d'être enfermé que « l'honnête sans papier ».
- Parce que nous sommes pour l'abolition de toutes les frontières et de toutes les prisons.
- Parce que pour des raisons économiques, l'Etat peut décider d'expulser 25 000 personnes par an tout comme un patron peut décider de virer 9000 personnes parce qu'elles ne sont plus rentables.
- Parce que nous ne reconnaissons pas les lois, bien qu'elles nous reconnaissent.
- Parce que la criminalisation des sans papiers entraîne celle de chaque personne qui souhaite vagabonder.
- Parce que le contrôle des papiers sert de prétexte au Kontrôle.
- Parce que quand la liberté d'une personne est bafouée, c'est la liberté de chacun qui est remise en cause.
- Parce que les dispositifs d'arrestations de sans-papiers participent à l'occupation policière de nos quartiers.
- Parce que la peur d'être enfermé permet la surenchère de l'exploitation.
- Parce qu'apologie du cynisme, ce sont parfois des travailleurs sans papiers qui construisent eux même les prisons auxquelles ils sont prédestinés.
- Parce que, au delà des centres de rétention, c'est l'Etat que nous voulons défoncer.
- Parce que la fermeture des CRA se demande et que nous ne voulons rien demander à l'Etat.
- Parce que l'humanitaire ne règle jamais les problèmes de fond, il ne fait que se cantonner à la surface visible du problème.
- Parce que nous rêvons, nous qui en avons, de pouvoir brûler nos papiers dans une immense exaltation.
- Parce que !



Lettre d'Ecila...

EDUCATION SOCIÉTÉ ET DÉPRESSION

Cette Lettre d'Ecila nous est parvenue par courrier de la part d'une lectrice. Profondément révoltés par ce récit douloureux de torture en blouse blanche auquel nous avons fait face en lisant ce texte, nous avons décidé de lui donner un écho à notre échelle en le publiant ici, pour que l'on ne puisse plus, encore aujourd'hui, entendre chanter les louanges de la psychiatrie, véritable torture blanche.

Tout d'abord une société est basée sur l'éducation, l'école, ce genre de choses quoi, c'est un bon indicateur de la société dans laquelle on vit. Partant de ce principe on va tout faire pour réussir en société et donc réussir dans ce système scolaire. Cependant si on foire on fait comment ? Je veux dire qu'on nous fait tellement croire que si on foire à l'école on va foirer en société que ça peut mal se passer parfois. Récit d'une expérience.

En effet dès tout petit on nous impose des « matières », du français avec ses lectures insipides à l'apprentissage du B.A.-BA sur les acides désoxyribonucléiques, aux exponentielles de ta mère en maths et même au non choix de la langue étrangère, tout doit être ingurgité à la sauce de l'enseignement type : leçon – contrôle – note ; et on prend les mêmes et on recommence.

Vaste programme que nous confère l'éducation nationale qui change chaque année et qui est tout aussi mauvais et nauséabond tous les jours pour le petit, moyen, grand écolier qu'ils nous font devenir. Tout ça sans parler des horaires, imposées elles aussi. Bref de A à Z , l'éducation, c'est d'abord la soumission, à des règles, à des hommes, à des femmes, à des sujets, ... et l'endoctrinement pour la patrie, et pour ses représentants etc.

L'autre point très présent dans les écoles est l'esprit de compétition ; la cadence imposée. Il faut toujours aller plus vite et apprendre, faire toujours plus de contrôles (argh rien que le mot !!), tout ça dans le but de nous préparer à ce que vont nous imposer les patrons et la société : toujours plus, toujours faire mieux que l'autre.

A l'inverse, on voudrait des Écoles Libres ou Alternatives où l'on pourrait choisir les sujets sur lesquels on voudrait travailler, à notre manière, à notre rythme, tout en ayant le choix et la liberté du choix.

Mais à quel prix ? Dans quel but ?

Le prix, j'estime l'avoir largement payé, la première fois j'étais au lycée je me suis lâchement faite embobinée par l'idée que faire une première scientifique me permettrait de choisir plus tard ce que je voulais faire, tout le monde miroite sur cette « élite » là. Erreur ! Ok, je ne suis peut être pas très robuste au niveau psychologique mais ça a quand même déclenché ma première crise de dépression sévère, parsemée d'automutilations et s'achevant après 3 mois de clinique psychiatrique. On se sent pas à la hauteur, on a l'impression qu'on a échoué tout ça parce qu'on nous a noté en dessous de la



moyenne et qu'au fil des jours on se sent de plus en plus comme une sale merde dans ce monde et qu'on aura aucun avenir, on est plus rien juste parce qu'on a été catégorisé, noté et donc jugé comme nul. Après ce passage à vide je commence une « thérapie », on me gave de médoc qui me font avoir l'estomac de la taille d'un trou noir, je prends 25 kilos, rien ne s'arrange pendant des mois alors je suis catapultée en clinique , là c'est en plus des comprimés qu'on vous donne, on vous transfuse carrément les anxiolytiques directement dans le sang. Forcément avec des doses de prozac et de tranxène exorbitante ça va mieux, je redouble, me réoriente vers un bac plus technique et concret, je passe mon bac. Même scénario en BTS, ponctué de tentatives de suicide et de retour à la case hôpital par deux fois en moins de six mois. D'ailleurs j'écris d'une chambre aseptisée d'hôpital en unité spécialisée (pas de cordon, de produit moussant, coupants...) où l'ennui me ronge mais la rage d'un autre monde, d'une autre société me tiens en alerte ainsi que la lecture de quelques journaux (dont le votre) et de livres politico-socio-culturel.

Comment allez vous aujourd'hui ?

Vous pensez avoir tout connu des moments de merdes, vous faites des dépressions à répétition, vous vous faites régulièrement du mal depuis l'âge de 14 ans : couteau, sang, scalpel, sang, lames de rasoir,

sang ; puis tentative de suicide, médicaments, médicaments, médicaments ; réveil aux urgences, transfert vers l'hôpital psychiatrique et là : vous atterrissez dans un lieu où ce n'est pas une prison qu'on vous dit, y a des barreaux aux fenêtres mais pas de verrous aux portes ; vous êtes confiné en unité spécialisée, la seule chose à faire, attendre, c'est le néant, l'ennui le plus profond de tous les ennuis... D'abord on vous enlève tout ce qui fait de vous un être humain, un être sensible, vos loisirs, vos vêtements, ce qui vous sert à vous laver, aucun miroir histoire de vous enlever toute notion de vous même. Et là votre mère vous dit : « Et bien comme ça tu auras du temps pour réfléchir » histoire de vous assommer encore plus. Vous racontez votre vie à 4 personnes différentes, quatre fois la même histoire pourrie et votre vie de merde que vous méprisez, comme pour vous rappeler combien elle est médiocre et insupportable. Le lendemain, la même chose vous attend avec je ne sais combien d'autres personnes différentes et toujours leurs sempiternel « Comment allez vous aujourd'hui ? » Un goût amer d'éternel recommencement ? C'est peut être ainsi la dépression... Le lendemain matin, on vous a tellement assommé avec de l'atarax, un truc pour dormir, que vous vous levez péniblement avec les yeux clos, incapable de les ouvrir, même après la traditionnelle douche anti-brouillard du matin. L'effet assommant du truc continu jusqu'au soir, en gros vous dormez la plupart de votre temps ; c'est pas si mal même si vous vous sentez toujours fatiguée puisque vous n'avez rien d'autre à faire, vos principaux loisirs vous ayant été retirés, prévoyez alors de bons livres. Me retrouver dans cette unité après avoir exprimé un puissant mal-être me fait l'effet d'une injuste punition. C'est ma vie, mon corps, il me semble que j'y ai le droit de vie ou de mort non ? Dans cette société décadente qui est à l'origine de mon mal-être, ce mal de vivre qu'est la dépression , cette société où on pousse toujours plus les gens à bout, on a pas le droit de dire : « non, j'en peux plus, je refuse de vivre cette vie , dans cette société qui prône la productivité à son paroxysme, je refuse de marcher dans leur jeu ». Et bien non, c'est là que tu t'es fait avoir, petit être frêle et sensible, pas de place à la rêverie et à la poésie, tu dois te plier aux règles du productivisme de ce monde. Si tu veux mourir, on t'en empêche, on te gave d'anti-dépresseur et d'anxiolytique pour t'obliger à continuer et contribuer à enrichir ceux qui sont déjà riches ou ceux qui sont assez perfides et très ambitieux pour vouloir le devenir.

Lettre de détenus de la maison d'arrêt de Villepinte à propos de la mort de Samir

Mardi 6 Janvier au matin, Samir, 22 ans, habitant le 18ème arrondissement de Paris et détenu depuis quelques mois à la maison d'arrêt de Villepinte (93) est retrouvé mort dans sa cellule au bâtiment A1. Selon l'Administration Pénitentiaire, c'est un suicide mais les causes exactes de la mort seraient inconnues, ou du moins aucune explication n'est donnée aux autres détenus. Sans doute parce que selon de nombreux témoins, cette mort n'a rien d'un suicide. En effet, ça faisait quelques temps que Samir était en conflit avec l'Administration Pénitentiaire car il voulait être transféré à la prison de la Santé pour se rapprocher de sa famille. Ces derniers jours la tension montait et le lundi 5 au soir, Samir casse des éléments de sa cellule du bâtiment A2, notamment sa fenêtre, ce qui entraîne son changement de cellule vers le bâtiment A1 et une intervention musclée des surveillants, à tel point que de nombreux autres détenus témoins demandent aux surveillants de se calmer, un détenu a même dit : "S'il y a un problème ensuite, faudra pas regarder ailleurs !". La suite on la connaît, le lendemain matin, Samir est retrouvé mort, soi-disant suicidé. Il n'avait jamais parlé avant de se suicider, et avait toujours dit qu'il se battait pour être transféré. Et, comme par hasard, au lieu de le mettre au mitard comme ça se passe normalement quand il y a un problème avec un détenu, ils l'ont mis en cellule "normal", comme pour moins attirer l'attention.

Nous savons malheureusement que ce ne serait pas la première fois où l'Administration Pénitentiaire voudrait camoufler un assassinat et le maquiller en suicide. Ce n'est pas non plus la première mort à la Maison d'arrêt de Villepinte, où tout s'est toujours passé dans le silence. Il est important de savoir ce qui s'est réellement passé mais dans tous les cas c'est la prison qui est responsable de la mort de Samir. Aujourd'hui la colère est grande contre cette prison qui broie et détruit en enfermant toujours plus de monde et toujours plus longtemps. Nous demandons que toute la vérité soit faite sur la mort de Samir, pour sa famille, pour ses proches et pour toutes les personnes qui n'acceptent pas qu'on meurt dans le secret derrière les barreaux des prisons françaises.

Janvier 2009

Des détenus de la prison de Villepinte

Samir était un gars de Barbès, comme tant d'autres, de ceux que les flics se font une priorité de contrôler dans ce quartier. Quand les flics ne tuent pas directement dans la rue (comme à Grasse ou Athènes), l'Etat, lui, enferme pour tuer à petit feu. Comme beaucoup d'autres, Samir était un prisonnier révolté, en conflit avec l'Administration Pénitentiaire, ce n'est donc pas un hasard si on l'a retrouvé mort le 6 janvier, un jour après avoir ravagé sa cellule.

Lorsque l'on nous parle de « morts suspectes » ou de « suicides » en prison, nous savons tous qu'aucune mort en prison n'est « innocente ». Chaque mort en prison est un assassinat de l'Administration Pénitentiaire et de l'Etat.

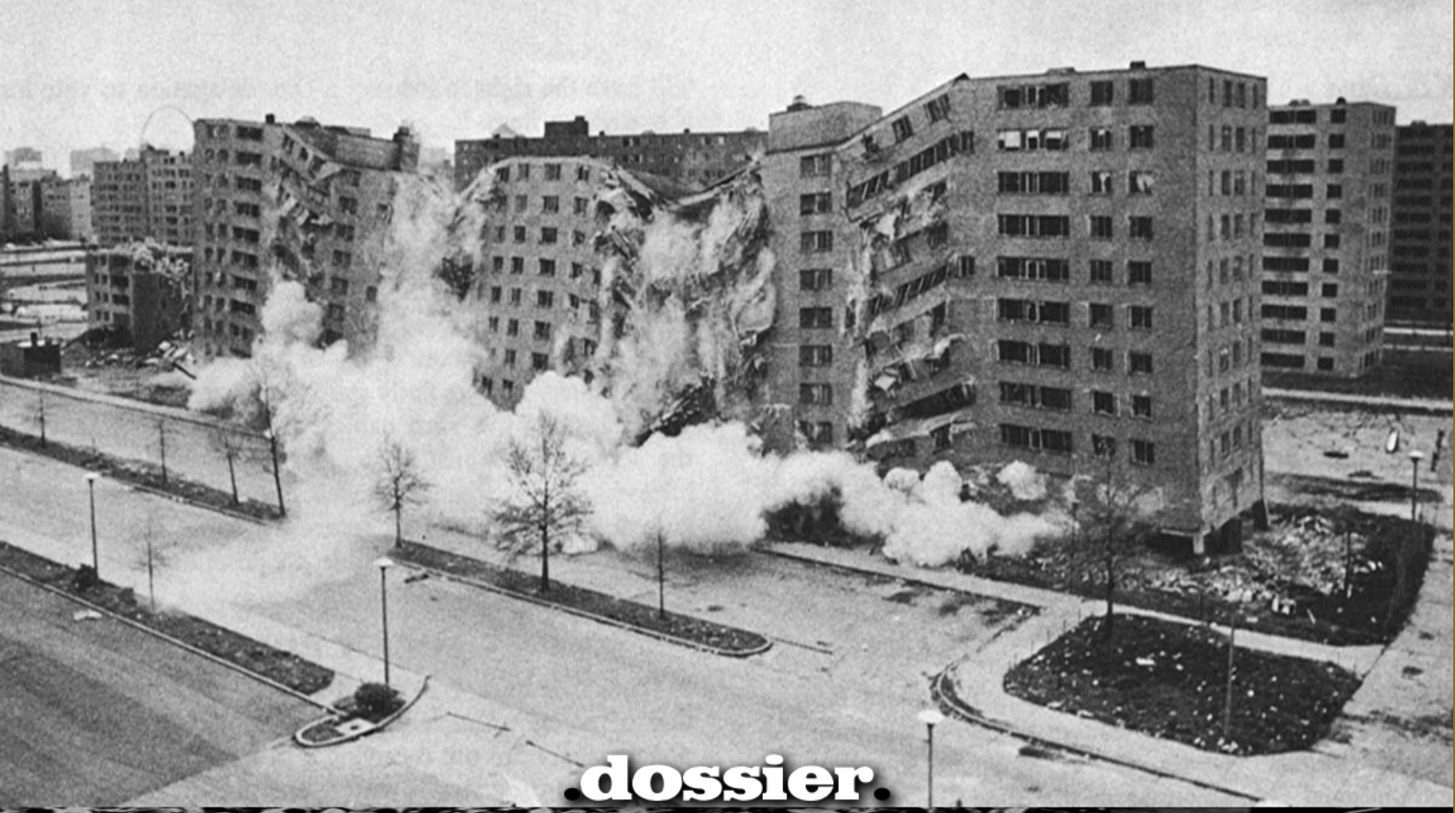
Dans cette société qui a besoin d'enfermer (prisons, psychiatrie, centres de rétention, gardes-à-vue, internats, écoles, hôpitaux), dans cette société où certains font le choix de devenir mâtons, juges ou flics, notre choix est clair. Feu aux prisons, aux C.R.A., aux hôpitaux psychiatriques, feu aux écoles, feu à l'Etat.

**Solidarité avec les prisonniers révoltés.
Une prison acceptable est une prison qui brûle.**

Quoi d'étonnant si la prison ressemble aux usines, aux écoles, aux casernes, aux hôpitaux, qui tous ressemblent aux prisons ?

Des gens
du quartier





dossier.

Gentrification, urbanisme et mixité sociale



ceci est un programme

INTRODUCTION DU CONCEPT DE GENTRIFICATION

Le terme «gentrification» est un terme anglo-saxon, de «gentry», petite noblesse en anglais. Sa traduction la plus réaliste en français serait «embourgeoisement», même si celle ci recouvre un sens galvaudé comparé au terme anglais.

La gentrification est un processus urbain, par lequel le profil socio-économique des habitants d'un quartier se transforme au profit d'une couche sociale supérieure. C'est donc un processus de substitution des populations : remplacer les pauvres par les riches ou par les classes moyennes.

Conséquemment au développement sauvage du capitalisme depuis la première révolution industrielle, les villes furent de plus en plus peuplées et leurs habitants de plus en plus concentrés. Il existait cependant déjà, des segmentations géographiques, certaines zones étant frappées par la délinquance (les zones portuaires, par exemple) et d'autres occupées par les classes supérieures. Le transport étant difficile et cher, et l'appartenance se déterminant sur des critères surtout ethniques ou professionnels, riches et pauvres ont pourtant vécu côte à côte. Parfois même dans les mêmes immeubles comme en France : les riches proches du rez-de-chaussée, les pauvres sous les toits, résultat de la politique d'urbanisme haussmannienne. Mais avec le développement technologique et industriel, les moyens de transports devenus toujours plus capables et rapides, et l'argent supplantant progressivement les autres critères de distinction et de regroupement par quartiers, la segmentation sociale des villes s'est affinée.

C'est aussi la figure du pauvre qui change entre le Moyen-Age et aujourd'hui. La figure chrétienne du mendiant, du pauvre, n'est pas sans rappeler la figure du christ à laquelle se dévouèrent les ordres mendiants et le développement du vœu de pauvreté. Or, c'est une société de plus en plus laïque et capitaliste qui laisse de moins en moins de place aux états d'âme chrétiens. Au fur et à

mesure que les villes ont évolué vers un modèle plus favorable au capitalisme et à l'industrie, les représentations des pauvres dans la conscience collective ont également évolué. Vint alors la distinction entre bons et mauvais pauvres, puis peu à peu, la vision du mauvais pauvre comme unique perception. De la figure de martyr, le pauvre va peu à peu se transformer en monstre, en paria. Aussi, le développement des théories hygiénistes apparues essentiellement au cours du XIXe siècle, contribuera peu à peu à la mise au ban [1] des pauvres. Les riches pouvant alors vivre entre eux en bonne intelligence, en sécurité et dans la propreté.

Ce processus de substitution des populations est cependant très versatile. Tel endroit, hier huppé, peut laisser progressivement la place à une population plus nombreuse et plus pauvre parce que les ressources se sont tariées, ou parce que les classes supérieures ont trouvé mieux ailleurs selon des critères culturels de mode. Tel autre quartier, parce qu'il dispose d'attraits naturels et que des inconvénients y ont été supprimés [2] ou que des avantages nouveaux sont apparus [3], ou parce que la classe moyenne s'est accrue et ne trouve plus de place suffisante dans les secteurs qu'elle occupait antérieurement, redevient accessible. La gentrification se traduit aussi par une pression plus forte des nouveaux habitants sur les pouvoirs publics par le biais du vote, pour qu'ils



améliorent le quartier : moins de bruit, plus de sécurité, plus d'équipements, destructions de logements massifs au profit d'un habitat de type pavillonnaire. Elle permet de garantir la solvabilité des citoyens. Le capitalisme préfère des populations qui participent au système en votant, qui consomment, participent directement ou indirectement à la chasse aux pauvres, qui travaillent et qui payent leurs impôts que des populations frappées par le chômage et la misère et qui portent en elles de fortes potentialités de trouble à l'ordre public.

La gentrification désigne donc la migration de classes aisées vers un quartier à la mode, c'est à dire regroupant un ensemble de critères chers à ces populations. Souvent, ces migrations se traduisent par une hausse brutale des expulsions immobilières^[4], par la rénovation des bâtiments et par l'accroissement des valeurs immobilières entraîné par la spéculation et la hausse des loyers. Les pauvres ne peuvent plus suivre en termes de loyer et sont contraints à chercher ailleurs, dans des zones moins chères offrant moins d'avantages et plus d'inconvénients comme le fait d'être excentrées ou mal desservies par les transports.

Le processus de développement et d'expansion urbaine dans la société capitaliste procède inexorablement par l'expulsion des pauvres vers des zones moins demandées. Ce phénomène engendre souvent des révoltes sociales, surtout s'il se produit brutalement.

Combattre la gentrification ne réduira pas pour autant le capitalisme en cendre. Détruire le capitalisme, par contre, mettra un terme au processus de gentrification urbaine. Pourtant, l'explosion sociale, les émeutes et les insurrections qui ont éclaté à travers l'histoire ont retardé ce processus. Reste maintenant à détruire le capitalisme pour l'anéantir définitivement sans se priver par ailleurs de l'attaquer au sein de ses villes. ●

Notes :

- [1]** Racine, notamment, du mot banlieue.
- [2]** Décharges, industrie polluante, zone de délinquance...
- [3]** Une nouvelle industrie, une liaison rapide avec les centres économiques, présence policière renforcée, un parc qui le rend agréable, des espaces culturels pour cadres...
- [4]** Sous des prétextes fallacieux comme l'insalubrité



Lettre aux villes qui s'aseptisent

Lettre à un-e voisin-e, dans un quartier genevois que l'on nettoie de squats et de toute vie "populaire".

**Madame la voisine ou
Monsieur le voisin**

L'autre jour en me réveillant chez mes ami-e-s les occupant-e-s du 20 Grottes, une douce mélodie me léchait les tympans. Elle venait de la fenêtre ouverte, de la rue, du bâtiment d'en face, très chic, fraîchement rénové. Elle venait de votre appartement. Vous dégustiez sans doute vos croissants en charg-eant votre stéréo d'ajouter un peu de beauté à votre matinée. J'aurais pu féliciter votre bon goût. Du Yann Tiersen au réveil, quel charme! Quelle douceur! Quelle finesse! De belles et longues minutes d'harmonie, d'accordéon minutieux. Des images étouffées de Montmartre sous la pluie. Yann Tiersen, le champion de la poésie quotidienne. Yann Tiersen, le pote d'Amélie Poulain. Mais moi j'entends cette belle musique et je vous imagine vous, et j'enrage. Vous vivez dans le dernier "vieux" quartier populaire de Genève: les Grottes. Il est en train de se faire raser, sous vos yeux, sous votre fenêtre, jour après jour. On le rase comme on sait le faire de nos jours, en douceur, avec une douceur sardonique, avec un joli sourire



écologiste et des jolies sérénades au "développement durable". C'est le fameux capitalisme à visage humain, qui ne détruit plus les vieux quartiers à coups de bulldozer mais à coups de rénovations, qui n'y plante plus des tours en béton, mais des lampadaires et des pavés en plastique, et surtout, des nouveaux habitants et des nouvelles habitantes, aisé-e-s.

Les Grottes étaient une honte pour Genève. Comment! Une ville si riche, si internationale, qui n'a pas encore fini de se standardiser! Comment! Une cité d'Europe Occidentale qui n'a pas encore refoulé tous ses quartiers populaires à la péri-phérie! Qui en garde un juste derrière la gare! Quelle indécence! Nett-oyez-moi bien cet immonde champi-gnon, cet espace étrange, incongru, tout de guingois, vivant, truffé de squats.

Remplissez-moi ces places de cafés, et chassez m'en toute bouffe populaire impromptue.

Uniformisez-moi la couleur de ces façades, maladroitement peintes par celles et ceux qui habitent derrière. Expulsez-moi ces squats et haussez-moi donc ces loyers. Plus rien ne doit être laissé à l'improvisation, ni aux habitantes. Le service de l'urbanisme est bien plus apte que quiconque à choisir la norme qui est bonne pour tout le monde et surtout pour l'image de la ville, laissons-le faire du modélisme avec nos rues, il nous peaufinera les plus belles maquettes qui soient, et elles seront grandeur nature. Nos hôtes aux cravates satinées (et aux poches pleines) pourront enfin aller de l'O.N.U. à la banque sans risquer à aucun moment d'être surpris.

La même netteté, la même aseptic, la même sécurité, la même sécheresse, couvrira tous les trottoirs qu'ils emprunteront, et ils n'auront même plus l'impression de quitter leur bureau en arpentant la rue de la Faucille. Enfin notre ville entière, de bout en bout, de Carouge à Cologny, des Pâquis à Plainpalais, sera complètement morte. Empaillée avec gloire en un mausolée pour l'élite mondiale. Vidée de substance, figolée en façade, pour qu'il reste aux touristes quelque chose à photographier.

Voisin ou voisine, j'enrage. Parce que tu préfères aller acheter au supermarché, sous forme de musique enregistrée, cette ambiance "populaire",

et nous berne en nous vendant des succédanés de ce qu'elle anéantit devant nos consciences, lucides mais diverties par des préoccupations routinières, personnalisées, infiniment importantes. Le bac. Le diplôme. Le job. Le grand amour. La voiture. Les gosses. La carrière. La retraite. Le testament.

Voisine ou voisin, j'enrage maintenant parce que je suis jeune et fougueux. Mais ne t'en fais pas. Tout le monde me dit que ce n'est qu'une étape. Il paraît qu'on vieillit très très vite. Qu'en vieillissant on voit des tonnes de Grottes poignardées, on voit des Croix-Rousses, des Paniers, des centres florentins, crever par dizaines, par centaines, et on se blase, on comprend que c'est comme

ça, que c'est le cours de l'Histoire, qu'on n'y peut rien. Quand je serai vieux (l'année prochaine ?) je n'arriverai pas à enrager parce que je serai comme toi, je chercherai mon petit nid dans la société, mes petites matinées sucrées dans mon studio, je paierai mes

impôts et je ferai mes courses : je financerai les Etats, les armements, les autoroutes, les multinationales, la misère noire du Sud, parce que faire autrement il paraît que c'est trop compliqué quand on est des hommes, des vrais. Autant se ménager une vie pas trop extraordinaire avant que notre passivité complice ne fasse exploser la planète. Ou ne la transforme en verre.

Une bille toute ronde, toute lisse, absolument sûre, complètement morte. ●

Texte disponible sur infokiosques.net



Suggestion de presentation

"authentique", qu'on assassine dans ton quartier. Parce que tu préfères aller au supermarché plutôt que de descendre défendre ta rue. Parce que tu consommes ce que tu pourrais vivre ou créer. Parce que tu révéles la force et le cynisme d'un système qui spectacularise, manufacture, empaquète, publicise, marchandifie la beauté qu'il ôte à la réalité. Parce que tu symbolises notre apathie, notre incapacité à nous battre dans une société qui nous apprivoise, nous berce

Depuis plusieurs années, Saint-Paul (Quartier de Bristol en Angleterre) est l'un des foyers de révolte endémique que l'Etat britannique a beaucoup de mal à réduire. Je m'y suis rendu pour la première fois en avril 1986, au lendemain de l'émeute dans la prison d'Horfield, très proche, à laquelle les mutins mirent le feu. Nombre d'entre eux profitèrent d'ailleurs de la panique des matons pour disparaître dans la nature. Pour qui connaît l'atmosphère oppressante et suspicieuse qui règne aujourd'hui en France, sur fond de rénovation et de quadrillage policier, des lieux comme Saint-Paul constituent de véritables espaces de liberté. Car les quartiers populaires en Grande-Bretagne, parfois de très vieille immigration comme Saint-Paul, ne sont pas des ghettos à l'américaine et des cités dortoirs à la française, qui représentent des formes bien plus «avancées» d'organisation et de segmentation de l'espace, génératrices à la fois d'atomisation et de repli dans des «communautés» fermées. Certes, la vie est dure à Saint-Paul : ici, même l'alcool et la cigarette sont des marchandises de luxe. Le besoin d'argent est là, permanent et angoissant. Des rivalités de bandes, parfois sanglantes, y éclatent. Mais Saint-Paul n'est pas que le lieu de résidence principal de la «communauté jamaïcaine» de Bristol. C'est aussi le point de rencontre entre des individus issus d'autres «communautés» et d'autres quartiers populaires de la ville, en particulier des jeunes qui n'ont pas trop envie de travailler mais plutôt de s'amuser. C'est pourquoi il est facile d'y faire des rencontres intéressantes dans les pubs comme le «Black and White Cafe», haut lieu de l'émeute locale d'avril

Nothing to lose!

Texte écrit à chaud par un compagnon français, de passage à Bristol (en Angleterre) lors des émeutes du quartier Saint-Paul en septembre 1986.



1980. Déjà, à l'époque, elle n'avait pas mobilisé que des gens du quartier. A Bristol, la solidarité avec Saint-Paul avait été effective. Voilà pourquoi l'Etat a l'intention de mater, puis de transformer le secteur en zone de pure survie marchandisée.

Dès mon premier séjour à Bristol en avril 1986, je remarquais l'absence de rondes et de contrôle de police, de jour comme de nuit, à Saint-Paul. Esprit de tolérance de la démocratie britannique ? Evidemment non. En réalité, les résidents les plus résolus avaient décrété le quartier «no go area» pour les «pigs» et les «rich bastards», à savoir les flics et les professionnels de la culture qui tentent d'y faire leur niche. En Grande-Bretagne, la «gentrification», la rénovation des quartiers populaires effectuée par les sociétés privées sous l'aile protectrice de la force publique, vise à disloquer leur structure, parfois plus que centenaire, à renouveler, en partie du moins, leur population en facilitant l'installation des membres de la «gentry» branchée et friquée. Dans l'objectif de saper les bases même des solidarités et des résistances à l'avancée du capital. C'est la raison pour laquelle, à Bristol

comme ailleurs, des quartiers sont « zone interdite ». En avril 1986, les flics de la ville ne pouvaient plus entrer dans Saint-Paul. Les « kids » les chassaient et les poursuivaient, détruisaient leurs « vans » de patrouille, incendiaient les voitures de luxe et les boutiques à la mode déjà installées aux portes du quartier. Certaines nuits bien chaudes, après des accrochages sérieux,



Saint-Paul était en fièvre. Les « kids » étaient sur le pied de guerre et la ville dans l'attente. Rien ne venait. La « majorité silencieuse », la rage au coeur, n'osait rien faire par elle-même et souhaitait que la police mate les rétifs au plus vite.

A la différence de l'Etat français, centralisateur et niveleur à outrance, l'Etat anglais tolère bien plus les différences « communautaires » dans la mesure où elles ne sont pas dangereuses pour lui. Les individus qui y participent peuvent jouer dans leur pré carré, parfois de façon impertinente, mais à condition de ne pas prendre leurs jeux au sérieux, de ne pas les transformer en « actes criminels », bref de ne toucher à rien d'essentiel.



Le pouvoir d'Etat ne pouvait donc pas accepter longtemps « l'insolente impunité de quartiers peuplés de criminels qui ne respectent ni la propriété, ni l'ordre », comme l'affirma, féroce comme à l'ordinaire, la Dame de fer. La liberté qui, d'après l'idéologie officielle, règne en Grande-Bretagne comme nulle part ailleurs relève évidemment du crime dès qu'elle dépasse les limites fixées par la loi. Les « kids » qui « ne voulaient pas entendre la voix de la raison » devaient être châtiés. Mieux, criminalisés et terrorisés. Le raid de la police fut préparée par d'intenses campagnes médiatiques qui présentaient Saint-Paul comme le repère par excellence des caïds de la came, prêts à empoisonner l'ensemble de la population de la ville. Or, quiconque connaît quelque peu les moeurs jamaïcaines en la matière sait bien que c'est l'herbe qui a la cote dans la « communauté ». L'héroïne, au contraire, y est encore considérée comme la drogue qui rend « crazy ». Dans les pubs où j'ai eu l'occasion de discuter, bon nombre de « kids » y étaient hostiles. « Elle transforme l'homme en animal prêt à mendier n'importe quoi », me disait l'un d'entre eux. Il est de notoriété publique, dans de tels quartiers, que les gangs qui tentent d'y prendre pied et de fourguer la merde sont protégés par la police. Après avoir tenté d'abrutir, à l'époque de la révolution industrielle, les pères des « classes dangereuses » par le gin frelaté, l'Etat est prêt à faire la même chose avec leurs héritiers via l'héroïne.

A l'aube du 12 septembre, au nom de la lutte contre la drogue, les forces de police des comtés de l'Avon et du Somerset investissaient Saint-Paul dans des « vans » banalisés, bouclaient les accès, occupaient les rues et les lieux importants en cas d'émeute, en particulier les postes à essence déjà utilisés pour la fabrication des cocktails Molotov, et commençaient à procéder aux rafles. La police britannique s'est beaucoup transformée



depuis les dernières vagues d'émeutes et de grèves. Elle intègre désormais des corps paramilitaires, aux pouvoirs et aux capacités d'intervention renforcés. La balle en plastique est à l'ordre du jour comme en Irlande et à Hong Kong. Surpris en plein sommeil, les gens de Saint-Paul ont tenté de résister. Mais ils ne pouvaient pas empêcher les perquisitions, les fermetures de pubs et de clubs pour la journée, les arrestations et les condamnations, presque immédiates, en particulier celles des « dangereux toxicomanes » qui avaient sur eux à peine de quoi faire quelques joints. Dans la journée, plus de cents personnes étaient déjà inculpées, en général pour « attitude menaçante », en vertu de la récente loi sur l'ordre public qui permet d'embastiller quelqu'un pour avoir regardé de travers des flics.



Saint Paul's riots

La présence policière n'avait jamais été aussi imposante, même en avril 1980. Mais le sentiment d'humiliation et le désir de relever le défi de

l'Etat étaient trop forts pour s'y soumettre. De plus, dans l'esprit des « kids », l'acceptation de la défaite aurait eu des répercussions bien au-delà de Saint-Paul. C'est pourquoi, après le raid, dans la nuit du 12 septembre, ils reprirent l'initiative. Dans Grosvenor, Campbell et City Road, des escarmouches éclataient. Les émeutiers, garçons et filles, s'armaient de couteaux, de barres de fer, de briques et de cocktails Molotov et commençaient à harceler les flics. Des citoyens

qui avaient collaboré avec la police et des journalistes en quête de sensationnel étaient attaqués : trente blessés, certains gravement, des « vans », des voitures et des caméras détruites. Les émeutiers les traitaient en ennemis. Ils n'oubliaient pas les mensonges et les calomnies sur Saint-Paul. Pas plus que les mouchardages et les témoignages aux procès criminels.



J'arrivais à Bristol dans l'après-midi du 13 septembre. L'ambiance était tendue. De nombreux « kids », noirs et blancs, de Saint-Paul et d'autres quartiers, discutaient entre eux et circulaient de rue en rue, de maison en maison, de pub en pub. A l'heure de la fermeture des pubs, l'excitation était à son comble. Les plus résolus se rassemblaient dans les rues entourant les blocs d'habitation de Grosvenor Road. Parfois, ils communiquaient entre eux en langage codé pour éviter le mouchardage. Mais, à Saint-Paul, il y a suffisamment de brassage et d'ouverture pour que la présence d'inconnus soit a priori acceptée. Après quelques minutes

d'hésitation et de méfiance bien naturelles, ils discutaient assez facilement de l'affaire en cours à l'intérieur comme à l'extérieur des pubs. Des membres de la « Saint Paul's Community Association », association des Jamaïcains du quartier, essayèrent bien de disperser ceux qu'ils étaient censés représenter auprès de la municipalité de Bristol. Mais leurs appels au calme se

perdirent dans les rires de mépris et les exclamations de colère. Des Noirs leur rappelèrent d'ailleurs, avec ironie, que près du tiers de l'assistance était composée de Blancs. Le terme « community » est encore utilisé par les émeutiers de Saint-Paul. Mais il fait aujourd'hui moins référence à la « jamaican community », marquée par la hiérarchie de type patriarcale, l'esprit de clan et la religion, choses que la nouvelle génération supporte de moins en moins. Elle préfère développer ses propres



relations, y compris hors de sa communauté d'origine. D'où le recul du pouvoir des leaders traditionnels. En avril 1980, des leaders, employés par la municipalité, réussirent à entraver l'émeute. Les émeutiers ne brûlèrent pas les bâtiments officiels locaux du « Welfare State », pas même ceux de la « Social Security », le centre de chômage, par peur de perdre leurs allocations. De telles illusions sont bien dissipées aujourd'hui. Ce soir-là, personne n'usa sa salive à discuter avec les leaders qui rentrèrent vite chez eux. L'avertissement était clair : en cas de nécessité, les émeutiers leur passeraient sur le corps. D'ailleurs, avec l'aggravation de l'austérité dans tous les domaines, les gens de Saint-Paul n'ont plus rien à perdre. Ils détestent même les quelques clapiers modernes, construits après avril 1980 pour remplacer des vieux taudis. « Nothing to lose ! » Au cours de l'émeute, ce fut le cri de rassemblement des individus les plus résolus et les plus fermes, et le slogan le plus inscrit sur les murs au cours des combats et des pillages.

Pour ceux qui ont le culte de l'autorité, le réflexe de l'obéissance et l'amour du commandement, l'association spontanée d'individus autonomes relève du mystère. « Qui sont leurs leaders ? », demanda quelque journaliste policier local, manifestement incapable de comprendre que la force collective puisse reposer sur

l'initiative de chacun et être nourrie par des relations tissées bien avant l'émeute, dans les pubs de Saint-Paul par exemple. L'impulsion initiale fut donnée par les « kids » du quartier. Elle fut reprise et développée par tous ceux, originaires de Bristol et d'ailleurs, qui se reconnaissaient dans le « Nothing to lose ». Les moyens à utiliser, eux,



étaient à la fois discutés collectivement par des groupes d'émeutiers et choisis individuellement. Des voitures partaient à travers la ville pour surveiller rondes et concentrations de police. Des transistors et des sifflets étaient distribués : les uns pour écouter les fréquences de la police, les autres pour s'appeler de rue en rue. Tout le monde se

masquait et s'armait avec les moyens du bord, des briques aux cocktails Molotov. L'éclairage public fut détruit pour faciliter les déplacements dans le noir. Des poubelles et des voitures étaient retournées et incendiées au milieu des rues. Non pour constituer des barricades défensives mais comme moyens d'attirer les flics, de les obliger à se déplacer à pied en stoppant leurs convois. Le 999, le numéro d'urgence, était débordé par des appels au vol, au viol, etc., émanant des quatre coins de la ville, histoire de les attirer ailleurs. Dans des rues plus achalandées situées autour de Saint-Paul, des magasins divers et variés étaient pillés, pas seulement par des « kids ». Loin de là.

Le 13, vers minuit, il y avait déjà plus de mille personnes, de Saint-Paul et d'ailleurs, qui participaient, à des degrés divers, à l'émeute, laquelle avait fait des émules dans d'autres quartiers, quoique de façon plus sporadique et plus brève. Le 14, vers trois heures du matin, les unités anti-émeutes, environ deux mille hommes, réussirent à la contenir, puis à avancer vers le centre de Saint-Paul, dans l'éclat des projecteurs mobiles. Les émeutiers les attendaient dans l'obscurité, embusqués dans les cours, les jardins et les voies d'accès à Grosvenor



Estate. Aux fenêtres, les gens insultaient les flics : « Kill the pigs ! », « Kill the bastards ! » et leur balançaient des objets. Leur équipement anti-émeute les protégeait bien des coups frontaux mais en lançant les projectiles par-dessus leurs rangs, les groupes d'émeutiers faisaient pas mal de blessés. Mais les renforts arrivaient sans cesse. L'Etat mobilisait l'arrière-ban de la porcherie en uniforme, jusqu'au fond des Cornouailles. Les charges succédaient aux charges. Il n'était plus question d'accepter des corps à corps défavorables. Les bandes se dispersaient vite et se reformaient plus loin. Les combats étaient brefs et violents. Les groupes isolés de pompiers et de flics en « vans » ou à pied étaient



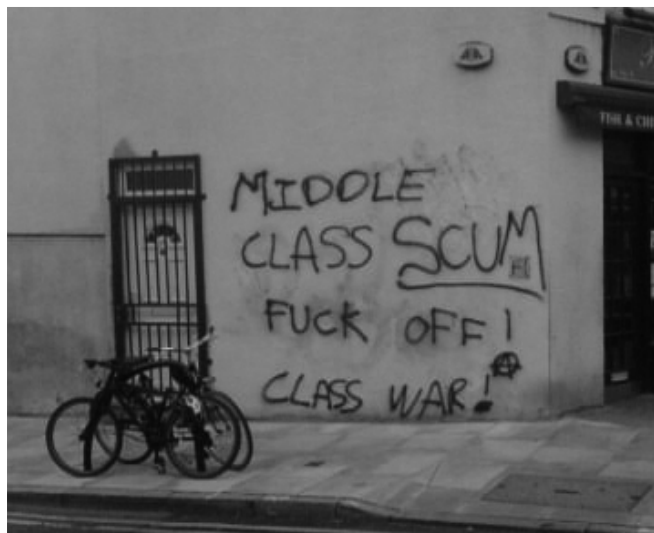
attaqués, puis les bandes décrochaient avant l'arrivée du reste de la troupe en brûlant les véhicules officiels et parfois des voitures personnelles pour la retenir. L'émeute prenait la forme de séries d'embuscades, entrecoupées de pillages et d'actes de vandalisme, en général dirigés contre les bâtiments officiels et les commerces. Le dédale de rues et de ruelles dans Saint-Paul et dans les quartiers proches, comme

celui de Montpellier, encore assez peu touchés par l'urbanisme moderne, rendait relativement insaisissables les groupes d'émeutiers très mobiles. Le revers de la médaille, ce fut l'absence de coordination générale ainsi que la tendance de plus en plus

marquée, au fil des heures, au regroupement par bandes éphémères. Bien sûr, la pression policière devenait tellement forte, à l'aube du 14, qu'il a bien fallu décrocher ou se faire ramasser. Le secteur était totalement bouclé et quadrillé. Les convois rodèrent dans Saint-Paul et aux alentours à la recherche des gens aux poches pleines et aux mains sentant l'essence. Il devenait dangereux de rester isolé ou en compagnie d'inconnus peut-être pas sûrs. Mais la dispersion eut lieu sans débandade ni panique. Au cours de la deuxième et dernière nuit d'émeute, la plus paroxystique des deux, il n'y eut que trois arrestations.

Dès le samedi 15, les « kids » se promenaient dans le centre de Bristol, se moquant ouvertement des flics et des membres de la « gentry ». Le soir, les pubs et les clubs de Saint-Paul étaient bondés : tout le monde discutait, buvait, fumait, jouait, dansait et faisait bon accueil aux « french rioters ». La police n'a pas osé les fermer par crainte de provoquer de nouvelles explosions. Grosse différence avec Paris, démolé par les urbanistes et terrorisé par le spectre du « terrorisme ». Dans la nuit du dimanche 16, les actes de vandalisme et les attaques de « vans » reprirent. Popperwell, flic en chef responsable du raid sur Saint-Paul, a été mis à l'index par le ministre de l'Intérieur à cause de l'inefficacité relative des troupes, qui prirent parfois le large pour ne pas subir la furie des émeutiers. Il a eu deux infarctus en moins de trois jours. Voilà qui n'a pas remonté le moral de la porcherie.

Malgré mon enthousiasme, je ne préjuge pas de l'avenir de la « sociale » au Royaume-Uni. Des situations favorables peuvent se retourner vite. Nous avons déjà vu en Europe des Etats écraser les foyers de révolte en jouant, au moment opportun, non pas tant sur l'hostilité générale que sur



le désarroi, l'absence de perspectives plus vastes et l'isolement des révoltés eux-mêmes. A Bristol, les jeunes rétifs jouissent souvent de la compréhension des adultes, eux-mêmes touchés de plein fouet par la restructuration. En particulier à Saint- Paul, le taux de chômage des adultes a grimpé, vu les licenciements qui ont suivi la fin de la grève longue et dure menée à l'usine d'aviation de Filton, spécialisée dans la construction de Concorde. Comme me le disait l'un d'entre eux, rencontré au «

Black and White Cafe », « lorsque les voitures et les boutiques de la gentry partent en fumée, moi, ça me fait bander ». Mais entre la sympathie et l'opposition active à l'Etat, il y a de sacrées marges. La même situation existe dans toutes les zones « chaudes » du Royaume-Uni. Quoi qu'il en soit, la Grande-Bretagne ne connaît pas actuellement l'ignoble atmosphère d'angoisse, de terreur et de délation qui règne en France. Dans l'Hexagone, les révoltés ne sont que des poignées, souvent isolés et presque réduits à l'impuissance. Pour quelques Georges Courtois, combien se complaisent dans la soumission volontaire. En Grande-Bretagne, malgré l'offensive de l'Etat et des défaites sérieuses comme celle de la grève des mineurs, l'esprit d'insoumission reste vivant. Aussi, quel plaisir d'être au bon endroit, au bon moment, pour prendre part aux réjouissances ! ●

Julius (nuee93@free.fr)
Novembre 1986



Chronique ordinaire de la gentrification dans le 19^e arrondissement de Paris



Anciennement service municipal des pompes funèbres de Paris, le 104 rue D'Aubervilliers dans le 19^e arrondissement de Paris a été re-stauré. Il a réouvert ses portes le 18 octobre 2008 sous le nom de "Cent quatre" pour y accueillir un projet culturel d'envergure de la mairie de Paris.

Le 104, c'est plus de 200 artistes en résidence, 39.000 M² de surface et un budget de 8 millions d'euros de subventions par an pour la mairie de Paris. C'est aussi plus d'une centaine de millions d'euros payés conjointement par la mairie (encore), mais aussi en échange de reconnaissances commerciales, par une dizaine d'investisseurs (quelques multinationales reconverties dans le mécénat comme Mitsubishi) pour financer les travaux d'envergures. L'équipe commerciale du 104 attend pour l'année 2009 un peu moins d'un million de visiteurs dans ce lieu pouvant simultanément contenir 5000 personnes, encadrés par une soixantaine de permanents.

Le 19^e arrondissement est un quartier populaire comme aiment à le rappeler les centquatreux. Le quartier de Flandre où s'est installé le 104, c'est une moyenne de 20% de chômage (12% dans Paris) et 60% de logements sociaux contre 19,7% dans le reste de Paris. Selon le co-patron du 104 Frédéric Fisbach, « le Cent quatre est aussi un projet social, un microquartier ouvert sur la ville. Ainsi, à partir de 2009, on y trouvera un café, un restaurant, une maison des petits, une librairie... Dans cette "rue" occupée par des artistes, on pourra marcher, s'asseoir, discuter, consommer. On croit à l'insertion sociale par la culture et on espère que ce sera un lieu de foisonnement ».

La « culture » pourtant si chère aux élites et aux urbanistes n'apporte pas le logement décent, elle ne donne pas des papiers, elle ne donne pas à manger à la fin du mois, elle n'essuie pas la sueur et ne paye pas mieux les travailleurs

exploités, ni ceux qui tentent de résister à l'enfer du travail. La culture ne prémunit pas contre le harcèlement policier (racket, contrôles au faciès, tabassages, arrestations, rafles, mépris...), ni contre le harcèlement des huissiers et des proprios (expulsions, saisie des biens des pauvres...), elle n'offre pas un toit à ceux qui vivent



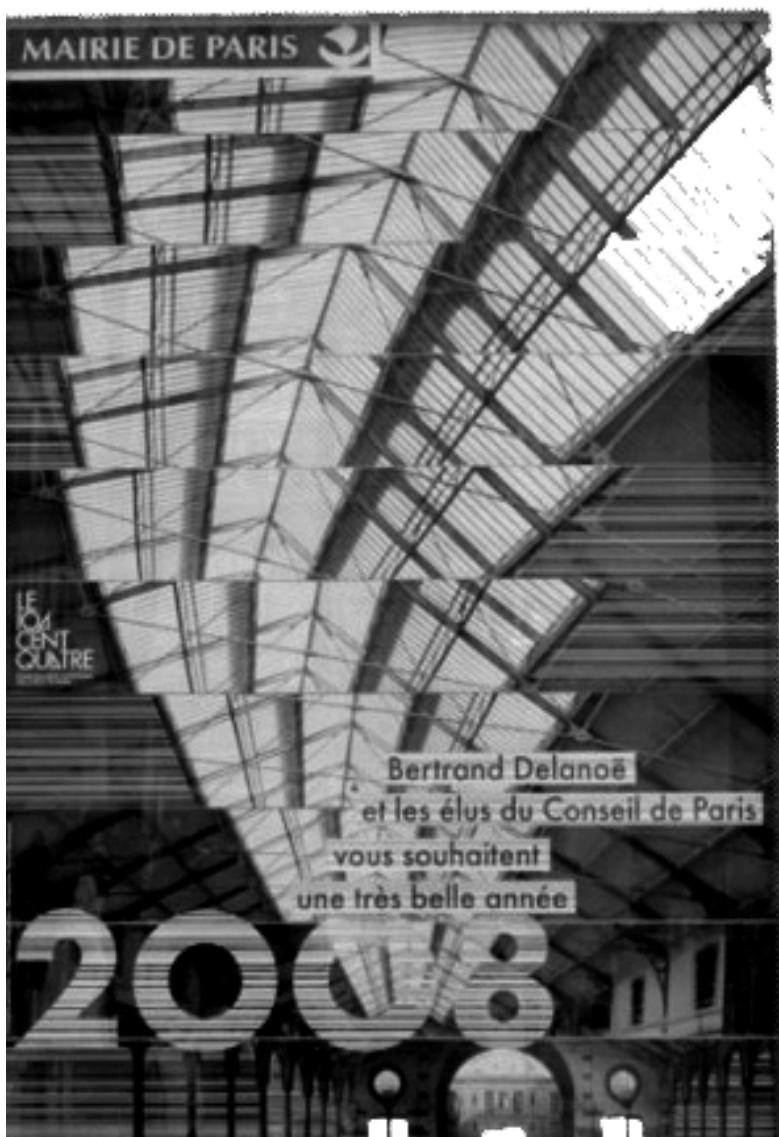
à la rue, dans les foyers. Elle n'adoucit pas le contrôle des agents de mort de l'ANPE, ni de la justice anti-pauvres. Ce n'est pas de « marcher, s'asseoir, discuter, consommer » dont nous avons besoin. Nous ne voulons pas être la caution morale de quelques bourgeois complexés par leurs ressources familiales venus chez nous comme dans un zoo humain pour s'encanailler au contact des « classes dangereuses ».

Le 104 participe d'une logique plus globale de restructuration des quartiers du Nord-Est Parisien : Chasser les pauvres au-delà du périphérique, installer de nouveaux outils de contrôle et de nouvelles populations plus «correctes». C'est à dire payant plus d'impôts, consommant plus, bio et mieux, rentabilisant les marchés de l'immobilier et des services de luxe. Une

population qui n'aura plus aucune raison (ou presque) de se révolter ou de troubler l'ordre public. Une population qui assurera le bon déroulement de l'exploitation en achetant la paix sociale à grand coup de marchandises.

Du 104 aux quais de seine en passant par la Villette et le jardin d'Éole, ils veulent faire du 19e un quartier propre : Expulsion des squats et des pauvres sous des prétextes fallacieux (insalubrité) et hausse des prix de l'immobilier repoussant les pauvres un peu plus loin dans les ghettos qui leur sont destinés, transformation des marchés populaires en marchés bio-équitables pour population aisées et soucieuses de leur bien-être, transformation du mobilier urbain en répulsif anti-SDF, tentatives d'étouffement des contestations. C'est aussi plus de caméras pour assurer ce même bien-être des nouvelles populations abreuvées tout les jours à 20h des discours sécuritaires sur le 19e, cette « zone de non-droit à feu et à sang ». Le 104 et les divers grand chantiers récents de la mairie de Paris, c'est aussi un regain de l'occupation policière du quartier, ceci afin d'assurer la pacification des rapports conflictuels que pourraient engendrer les différences de richesses entre visiteurs (du 104 par exemple) et habitants du quartiers.

Dans cette guerre sociale, le pinceau peut remplacer la matraque et la matraque peut remplacer le pinceau. Les prétendus « artistes » s'avèrent être (encore une fois) de bons alliés pour les élites économiques, ils sont appelés à grand renfort de modes préfabriquées par l'intermédiaire des médias pour tenter de nettoyer les quartiers populaires de toute possibilité d'explosions sociales. Heureusement que leur efficacité laisse souvent à désirer : les tentatives de pacification de





l'espace urbain par les immenses barres HLM (les orgues de Flandre, la cité Curial...) ont toutes plus ou moins capotées, les élites sont donc passées à de nouvelles techniques plus surnoises, plus radicales : l'occupation du territoire par la « culture ». Toutefois, cela n'a jamais complètement empêché pas les gens, de ci de là, de se révolter.

Mais de quelle culture parlons nous ? cette « culture » unidimensionnelle qui n'est autre que la culture bourgeoise, se veut unique et hégémonique. Ces apôtres de la culture savante que sont la mairie de Paris, les investisseurs du 104 et les artistes, viennent dans le 19e pour apporter la bonne parole, la bonne culture, la vraie, celle qui se marchande

et dont les goûts sont malléables à merci par l'économie de marché et les effets de mode marketing. Seulement, donner du pain et des jeux aux pauvres (ou fabriquer une « rue » où l'on peut admirer des artistes inspirés en plein travail) ne les empêchera pas de résister comme ils le font déjà.

Partout dans le Nord-Est Parisien des liens de solidarité se tissent, des comités de mal-logés s'organisent ; des habitants du quartier se réunissent pour empêcher les expulsions de sans-papiers et enrayer la machine à expulser ; Des guets-apens fragilisent l'occupation policière du quartier ; Des collectifs de précaires, de chômeurs, de SDF se mobilisent ; des résistances aux expulsions locatives se manifestent ; ainsi que d'innombrables autres viviers... Autant de résistances aux attaques incessantes du pouvoir. Lui faire comprendre que la cohabitation des pauvres et des riches, le mythe de la mixité sociale, ne se déroule pas au bénéfice de la figure christique du pauvre, nous ne voulons pas de cet humanisme condescendant, ni de de votre arsenal répressif.

Mais merci quand même. ●

«DEMANDER EST UN VERBE
QUI PORTE MALHEUR»

Louis Scutenaire - *Mes inscriptions III*

**Alors détruisons
ce qui nous détruit !**



Tract diffusé à des milliers d'exemplaires dans le Nord-Est de Paris, fin d'année 2008. Ce tract nous intéresse ici notamment parce qu'il relie la question des rafles et des expulsions de sans papiers au contexte de guerre aux pauvres et de restructuration des quartiers populaires du Nord-Est parisien. Le numéro d'urgence qui y figure ne doit pas être utilisé pour d'autres zones géographiques que les 18^e et 19^e arrondissements de Paris, ni être utilisé pour des renseignements.

*Camionette blanche, signe distinctif:
système d'aération sur le toit.*

C'est une camionnette de keuf, ici stationnée rue de Jessaint, une camionnette à rafles



Empêch

Les techniques policières pour arrêter les sans-papiers ont changé pour se rendre moins visibles. Connaître ces techniques et les repérer permet de s'y opposer.

Lors des rafles, le but des flics est d'arrêter le plus de personnes possible tout en étant le plus discret possible. Ceci leur permet de surprendre ceux qu'ils veulent contrôler et d'éviter les réactions des passants. Les policiers en civil contrôlent au faciès un grand nombre de gens, dans un périmètre et dans un temps déterminé. Dans la rue, ces dispositifs peuvent être repérés entre autre grâce à une camionnette. Elle est généralement blanche, longue, avec un système d'aération sur le toit et stationnée pas loin. Les vérifications d'identité ont souvent lieu à l'intérieur. Mais parfois les flics font des allers-retours en voitures banalisées pour emmener les personnes arrêtées au commissariat. Dans le métro, les rafles ont généralement lieu aux heures de pointe (surtout tôt le matin), dans les couloirs de correspondances (exemple : Stalingrad, Barbès, La Chapelle...). Les flics et les contrôleurs peuvent agir ensemble.

Les rafles durent un certain temps, ce qui permet de s'y opposer. Le numéro d'urgence sert à informer, grâce à une chaîne téléphonique, un maximum de gens du quartier pour qu'ils puissent venir.

NUMERO D'URGENCE :
06 45 37 16 30

RAFLES DANS NOS QUARTIERS

Rafles de sans papiers qui passent inaperçues tant nous sommes habitués à l'occupation policière permanente de nos rues

Repérer ce type de contrôle d'identité pour s'y opposer

Arrestations massives opérées à l'improviste dans des quartiers ciblés : Magenta, Stalingrad, Barbès, Quai de la gare, Belleville...

Appeler des amis, constituer des réseaux téléphoniques

Flics en petits groupes en uniformes et en civil, qui contrôlent dans la rue, dans les cafés, les couloirs et les sorties de métro

Faire rebrousser chemin discrètement aux gens menacés

Longueur de l'opération : de 30 minutes à 3 heures les cars stationnés non loin sont remplis jusqu'à ce que le quota du jour soit atteint

Limiter ainsi le nombre d'arrêtés donc d'expulsions

Enfermement en centre de rétention puis expulsion des personnes arrêtées : une cinquantaine environ

Expliquer ces rafles et les rendre visibles aux yeux de tous

**SABOTONS
LA MACHINE A EXPULSER**

Ons les expulsions

Que faire en cas de rafle ? D'arrestation ?

Même si l'on n'est pas nombreux, il est toujours possible de se placer avant les flics, de prévenir discrètement les passants et faire rebrousser chemin aux gens menacés. Dès que l'on est suffisamment nombreux, faire du bruit afin de rendre visible la rafle. Il est déjà arrivé que la population du quartier chasse la police en train de rafler. Il est possible de demander aux flics l'ordre de réquisition, c'est-à-dire l'autorisation du contrôle massif, son périmètre et sa durée. Essayer de savoir où sont emmenées les personnes arrêtées.

Beaucoup d'arrestations de sans-papiers se font de manière plus diffuse. Les flics arrêtent rapidement deux ou trois personnes dans des lieux ciblés : dans les gares, devant les foyers, les écoles, certaines banques (banque du Mali, agences Western Union...). Il est beaucoup plus difficile de s'opposer à ce type d'arrestation, qui sont pourtant les plus fréquentes. Après l'arrestation, le meilleur moyen d'éviter l'expulsion est de montrer que la personne n'est pas isolée. Dans un premier temps, il s'agira d'harcéler le commissariat, de se rassembler devant... (Pour des conseils pratiques et juridiques, voir la brochure : Sans-papiers : s'organiser contre l'expulsion, disponible sur internet : www.sanspapiers.internetdown.org.)

Pour empêcher les arrestations, éviter des expulsions, il est nécessaire de créer un rapport de force face à la police et à la justice. S'organiser dans les écoles, les foyers, les collectifs, les quartiers, permet de ne pas rester isolé et de

se défendre collectivement. Les luttes dans les écoles, notamment par le biais de RESF, ont permis plusieurs fois de libérer des sans-papiers. Les collectifs de sans-papiers parviennent, par leur mobilisation, à obtenir des libérations. L'organisation autour des personnes sans-titre de séjour du foyer de la rue terre aux curés dans le 13ème a pu en faire la preuve : il a y eu une forte mobilisation notamment lors des passages aux tribunaux et aux aéroports, et des recours systématiques ont été faits. Sur 115 personnes arrêtées seules 4 ont été expulsées.

Contre les rafles et les contrôles quotidiens, des gens commencent à s'organiser pour créer des liens de solidarité dans les quartiers du nord-est parisien.

Les arrestations massives et l'objectif de 25 000 expulsions ont leurs raisons.

L'économie ne peut pas se passer d'une main d'oeuvre privée de ses moyens de défense. Dans beaucoup de secteurs, l'emploi de sans-papiers, payés au lance-pierre ou pas payés du tout, est nécessaire pour rester concurrentiel (dans le bâtiment, la restauration, l'hôtellerie, la livraison, le nettoyage ...). C'est dans ce cadre que se déroulent ces campagnes d'arrestations : arrêter en masse, expulser un certain nombre, apprendre la peur à tous. L'Etat entretient la division entre les exploités, brise les solidarités et permet d'abaisser le prix du travail pour les patrons qui payent tout le monde entre rien du tout et le SMIC.

S'opposer aux rafles, c'est desserrer ici et maintenant le contrôle sur tous...

Les dispositifs d'arrestations de sans-papiers participent à l'occupation policière des quartiers : présence permanente de la police, contrôles au faciès incessants, harcèlement et racket des vendeurs à la sauvette, des travailleurs, des prostituées etc.

...c'est aussi s'opposer à l'expulsion des pauvres et empêcher nos conditions d'habitat de se dégrader toujours et encore...

Le choix de ces quartiers pour ces arrestations n'est pas anodin : entre Barbès et Stalingrad, la police sait qu'elle va attraper des sans-papiers. Ceci participe à la chasse aux pauvres. Les autorités – de la préfecture à la municipalité – y trouvent leur compte. Avec l'installation d'HLM plus chers, de commerces, de jeunes créateurs, elles nettoient le quartier et installent la « mixité sociale » : ce mythe qu'en installant des classes supérieures, elles vont cohabiter harmonieusement et ne pas prendre toute la place. La multiplication des lieux culturels pour cadres (104 rue d'Aubervilliers, Rotonde Ledoux, Halle Pajol...) et des espaces civilisés, où la circulation des flics et la vidéosurveillance sont optimisées (boulevard Barbès, avenue Jean Jaurès) va de paire avec les rafles, les expulsions de squats et d'immeubles locatifs, la hausse des loyers. •

Dans cette guerre territoriale, face à ce même mouvement qui veut nous renvoyer à Bamako, nous envoyer en prison ou en zone 5 du RER, s'opposer aux rafles c'est reprendre du terrain et l'initiative.

Face aux attaques de l'Etat, organisons l'autodéfense sociale !

La Chiourme architecturale



L'architecture est l'expression de l'être même des sociétés, de la même façon que la physionomie humaine est l'expression de l'être des individus. Toutefois, c'est surtout à des physionomies de personnages officiels (prélats, magistrats, amiraux) que cette comparaison doit être rapportée. En effet, seul l'être idéal de la société, celui qui ordonne et prohibe avec autorité, s'exprime dans les compositions architecturales proprement dites. Ainsi les grands monuments s'élèvent comme des digues, opposant la logique de la majesté et de l'autorité à tous les éléments troubles : c'est sous la forme des cathédrales et des palais que l'Église ou l'État s'adressent et imposent silence aux multitudes. Il est évident, en effet, que les monuments inspirent la sagesse sociale et souvent même une véritable crainte. La prise de la Bastille est symbolique de cet état de choses : il est difficile d'expliquer ce mouvement de foule, autrement que par l'animosité du peuple contre les monuments qui sont ses véritables maîtres.

L'architecture est l'expression de l'être même des sociétés, de la même façon que la physionomie humaine est l'expression de l'être des individus.

Toutefois, c'est surtout à des physionomies de personnages officiels (prélats, magistrats, amiraux) que cette comparaison doit être rapportée. En effet, seul l'être idéal de la société, celui qui ordonne et prohibe avec autorité, s'exprime dans les compositions architecturales proprement dites. Ainsi les grands monuments s'élèvent comme des digues, opposant la logique de la majesté et de l'autorité à tous les éléments troubles : c'est sous la forme des cathédrales et des palais que l'Église ou l'État s'adressent et imposent silence aux multitudes. Il est évident, en effet, que les monuments inspirent la sagesse sociale et souvent même une véritable crainte. La prise de la Bastille est symbolique de cet état de choses : il est difficile d'expliquer ce mouvement de foule, autrement que par l'animosité du peuple contre les monuments qui sont ses véritables maîtres.

Aussi bien, chaque fois que la composition architecturale se retrouve ailleurs que dans les monuments, que ce soit dans la physionomie, le costume, la musique ou la peinture, peut-on inférer un goût prédominant de l'autorité humaine ou divine. Les grandes compositions de certains peintres expriment la volonté de

contraindre l'esprit à un idéal officiel. La disparition de la construction académique en peinture est, au contraire, la voie ouverte à l'expression (par là même à l'exaltation) des processus psychologiques les plus incompatibles avec la stabilité sociale. C'est ce qui explique en grande partie les vives réactions provoquées depuis plus d'un demi-siècle par la transformation progressive de la peinture jusque-là caractérisée par une sorte de squelette architectural dissimulé.

Il est évident d'ailleurs que l'ordonnance mathématique imposée à la pierre n'est autre que l'achèvement d'une évolution des formes terrestres, dont le sens est donné, dans l'ordre biologique, par le passage de la forme simiesque à la forme humaine, celle-ci présentant déjà tous les éléments de l'architecture. Les hommes ne représentent apparemment dans le processus morphologique, qu'une étape intermédiaire entre les singes et les grands édifices. Les formes sont devenues de plus en plus statiques, de plus en plus dominantes. Aussi bien, l'ordre humain est-il dès l'origine solidaire de l'ordre architectural, qui n'en est que le développement. Que si l'on s'en prend à l'architecture, dont les productions monumentales sont actuellement les véritables maîtres sur toute la terre, groupant à leur ombre des multitudes serviles, imposant l'admiration et

l'étonnement, l'ordre et la contrainte, on s'en prend en quelque sorte à l'homme. Toute une activité terrestre actuellement, et sans doute la plus brillante dans l'ordre intellectuel, tend d'ailleurs dans un tel sens, dénonçant l'insuffisance de la prédominance humaine : ainsi, pour étrange que cela puisse sembler quand il s'agit d'une créature aussi élégante que l'être humain, une voie s'ouvre - indiquée par les peintres - vers la monstruosité bestiale ; comme s'il n'était pas d'autre chance d'échapper à la chiourme architecturale.



Georges BATAILLE,
« Architecture »,
DOCUMENTS,
numéro 2,
mai 1929



la "MIXITE SOCIALE" c'est la guerre aux pauvres

Aujourd'hui, dans le 18^{ème} arrondissement, il y a près de 11 000 demandeurs de logements HLM.

8 800 ne peuvent prétendre qu'à des logements PLAI : le HLM bas-prix.

Dans l'est de l'arrondissement, sur un millier de logements prévus, 27 sont du PLAI (dont 20 places de foyer).

De la part de la mairie, c'est un refus politique de construire du logement pour les pauvres.

La doctrine de "mixité sociale" justifie les moyens mis en œuvre pour se débarrasser des pauvres :

Sous prétexte de mélanger les "populations", la mairie construit :

- des faux-HLM-très-chers (PLS)
- des immeubles où seulement 30 % des logements ont des loyers peu élevés (PLUS)
- des "atelier-logements" pour artistes déjà logés
- des logements sociaux à vendre (Accession Sociale à la Propriété)

Ils détruisent les taudis mais construisent à la place moins de logements, réservés pour la plupart à la classe moyenne. Les derniers pauvres n'ont plus qu'à partir en grande et moyenne banlieues.

Les pouvoirs publics organisent la spéculation immobilière par des mesures cosmétiques bidons, des équipements culturels (Louxor et Virgin à Barbès, Pompes funèbres transformées en centre d'art contemporain à Stalingrad....) et boutiques de jeunes créateurs (rue des Gardes aujourd'hui, rue Myrha demain). Les effets de cette politique portent déjà leurs fruits : en 2003, les prix des logements ont augmenté de 22,5% à la Goutte d'Or, et de 18 % dans le 18^{ème}.

Ils cassent les solidarités de quartier, installent les bobos là où ils n'étaient pas encore à l'aise. Ils aménagent des espaces civilisés. Tout un environnement consensuel pour la petite bourgeoisie branchée : propreté, éclairage, police nationale, police artistique et associative... Cette nouvelle classe moyenne assoiffée de créativité et de culture installera bientôt son mode de vie anesthésié dans ces quartiers d'où les dangereux pauvres auront disparus

**CE QU'ILS APPELLENT DES GHETTOS NOUS
LES APPELONS DES QUARTIERS.
ORGANISONS-NOUS CONTRE LA
NEUTRALISATION ET LA PACIFICATION.**



[Affiche de Novembre 2004 signée du Collectif d'Autodéfense Sociale du 18^e arrondissement de Paris]

Ce tract anonyme fut diffusé à notre connaissance dans le Nord-Est de Paris en 2005/2006. Aujourd'hui en 2009 le jardin d'éole, flambant neuf, trône à l'intérieur d'enceintes grillagées comme pour rappeler aux pauvres leur condition. Non loin du "104" rue d'Aubervilliers, il fait partie du plan d'ensemble de restructuration du Nord Est de Paris de la mairie et de ses amis : promoteurs, criminologues, artistes branchés et spéculateurs en tous genres.

**On ira pas
dans
votre parc!**

A chaque arbre planté, un immeuble expulsé

Le parc « Jardin d'Eole » n'est pas un parc. Enfin pas seulement. C'est un outil de la ville de Paris pour réaménager, restructurer le nord de la capitale en générale, les quartiers de la Chapelle et de la Villette en particuliers. Ces deux quartiers sont des cibles idéales pour la mairie de Paris parce que beaucoup d'opérations immobilières sont encore possibles et surtout trop de pauvres y habitent encore. Il faut faire de la place pour des gens qui valent le coup, pour les cadres, les artistes, les étudiants. Et puisque la place est déjà occupée, il faut trouver les moyens de la prendre. Le parc est un de ces moyens, parce que même en travaux, il fait exploser les prix des logements dans la rue d'Aubervilliers, la rue Riquet, la rue Pajol... Dès 2005 les gens ont reçu des congés ventes (menaces d'expulsion sous six mois) qui sont aujourd'hui appliquées.

Comment la mairie fabrique « le dernier quartier à la mode » ...

La mairie a un projet plus globale que relaie les associations : même si la Chapelle à échappé à son avenir olympique, Barbès doit devenir « un espace civilisé » et Stalingrad « le dernier quartier à la mode » (Bertrand Delanoë, le Monde 14 janvier 2002). Si le parc est un moyen pour transformer le quartier, pour y installer d'autres gens, ce n'est pas le seul :

- Les anciennes pompes funèbres du 104 rue d'Aubervilliers sont transformées pour des artistes subventionnés en résidences et centre d'art contemporain.
- Le bassin de la Villette est réaménagé pour les branchés en centre commercial à ciel ouvert (cinémas MK2 et terrasses qui vont avec, péniche-concert, bateaux-mouches ...).

Pour parfaire le nettoyage, il faut raser ou réhabiliter tous les immeubles vétustes ou insalubres. A la place ils construisent moins de logements et pour d'autres gens : à la goutte d'Or, à la Chapelle et dans le sud du 19ème, la mairie ne construit presque aucun logement HLM que tout le monde peut obtenir (PLAI), mais des centaines de faux-HLM-très-chers pour lesquels il faut au moins gagner 2000 euros (P LS). Pas de place pour les Rmistés, les smicards seuls, ceux qui travaillent au noir ou à mi-temps, ceux qui n'ont pas de papier. Rassurons-nous, ils laisseront quelques cages à lapins pour ceux qui nettoient le métro ou font la plonge.

... Et comment les associations lui préparent le terrain

Certaines associations sont complices ou à l'initiative de cette restructuration. Ce sont elles qui veulent le parc de la « cour du Maroc » et le centre d'art contemporain du 104 rue d'Aubervilliers. Elles ont délibérément évacué tout projet de logement dans la Halle Pajol pour y mettre seulement des équipements qui correspondent aux loisirs des nouvelles populations. Ce sont aussi elles qui réclament « la mixité sociale » c'est-à-dire la construction de faux-HLM-pour-riches à la place des vieux immeubles. Ce sont encore elles qui nous prennent pour des enfants à vouloir nous assister, encadrer la moindre de nos pratiques pour la convertir en activités débiles.

Ces associations marchent avec la mairie, marchons leurs dessus.

Non aux expulsions

Le souffle d'éole suffira-t-il à se débarrasser des pauvres ?

Resist.paris@no-log.org

L'aménagement Du territoire

La société des grandes métropoles est particulièrement bien outillée pour éliminer les initiatives spontanées et l'indépendance de l'esprit.

Au dernier stade de son développement, la métropole capitaliste est devenue le ressort essentiel qui assure le fonctionnement de cet absurde système. Elle procure à ses victimes l'illusion de la puissance, de la richesse, du bonheur, l'illusion d'atteindre au plus haut point de la perfection humaine. En fait, leur vie est sans cesse menacée, leur opulence est éphémère et privée de goût, leurs loisirs sont désespérément monotones, et leur peur justifiée de la violence aveugle et d'une mort brutale pèse sur cette apparence de bonheur. Dans un monde où ils ne peuvent plus reconnaître leur œuvre, ils se sentent de plus en plus étrangers et menacés : un monde qui de plus en plus échappe au contrôle des hommes, et qui, pour l'humanité, a de moins en moins de sens.

Certes, il faut savoir détourner les yeux des sombres aspects de la réalité quotidienne pour prétendre, dans ces conditions, que la civilisation humaine a atteint son plus brillant sommet.

Mais c'est à cette attitude que les citoyens de la métropole s'entraînent chaque jour : ils ne vivent pas dans un univers réel, mais dans un monde de fantasmes, habilement machiné dans tout leur environnement, avec des placards, des images, des effets de lumière et de la pellicule impressionnée ;

un monde de murs vitrés, de plexiglass, de cellophane, qui les isole de leur peine et des mortifications de la vie, - monde d'illusionnistes professionnels entourés de leurs dupes crédules. (...)

Les spectateurs ne conversent plus comme des personnes qui se rencontrent au croisement des routes, sur la place publique, autour d'une table. Par l'antenne de la radio et de la télévision, un très petits nombre d'individus interprètent à notre place, avec une adresse toute professionnelle, les mouvements d'opinion et les événements quotidiens. Ainsi les occupations les plus naturelles, les actes les plus spontanés sont l'objet d'une surveillance professionnelle et soumis à un contrôle centralisé. Des moyens de diffusion, aussi puissants que variés, donnent aux plus éphémères et aux plus médiocres ouvrages un éclat et une résonance qui dépassent de loin leurs mérites.

Lewis Mumford,
La Cité à travers l'histoire,
1961.



L'occupation du territoire par l'art et la gentrification

New York, années 80s

Nous avons l'intention, initialement, d'analyser le rôle de l'art dans la transformation, au bénéfice du capital, du quartier ouvrier délabré de Lower Manhattan, à New York. Au cours de nos recherches et de nos discussions, nous avons réalisé que ce qui était arrivé à Lower Manhattan ne relevait pas de l'incident isolé, mais faisait partie d'un processus caractéristique d'accumulation du capital avec l'art comme protagoniste majeur, entraînant la transformation générale de l'espace urbain. Nous pensons que la culture agit de façon globale, comme l'un des éléments de la régénération des centres-villes, en s'adaptant par divers moyens aux différents lieux. Il semble qu'il existe deux stratégies en la matière : l'art en tant que facteur de gentrification manipulé par l'Etat comme à Lower Manhattan ; et l'art comme nouvelle base pour l'accumulation du capital dans les quartiers ravagés par le déclin de l'industrie traditionnelle. Nous espérons résumer la seconde dans les conclusions tandis que la partie de l'article consacrée à Lower Manhattan concerne la première. Et parce que nous pensons que l'art est partie intégrante du développement des rapports sociaux capitalistes, nous avons jugé nécessaire d'inclure des observations générales sur le rôle de la culture dans la société capitaliste en guide d'introduction.

« Rien que des chefs d'oeuvre ! La peinture, opérant à coup sûr, en enfante tellement qu'on se voit dans l'agréable nécessité de remuer les tableaux à la pelle, ce qui n'ôte rien à leur valeur. »

Granville

Cultures malignes

La culture vend la promesse de promotion sociale en appelant à réaliser cette part de « créativité hors classes » que chacun est censé posséder et avoir besoin d'exprimer. La série américaine de télévision Fame en propage le mythe : l'ascension simultanée de jeunes originaires des « deux côtés de la barrière », les uns des bas quartiers ethniques des centres-villes, les autres des riches banlieues blanches, chaque individu réussissant ou échouant en fonction de ses propres talents artistiques, le tout sur le terrain d'une prétendue unité harmonieuse étrangère aux relations réelles de classe. Le travail d'équipe (les coeurs et les équipes de figurants) ainsi que la mise en avant de l'individu isolé (les vedettes) sont valorisés, les formes artistiques reflétant les modes d'organisation du travail dominants et les valeurs de la

société capitaliste. L'art et la culture sont aujourd'hui plus démocratisés que jamais. Plus la crise actuelle progresse, moins il y a de possibilités de travail pour des masses croissantes de personnes, et plus il devient important d'absorber des fractions même minimales de l'excédent de force de travail en valorisant les carrières culturelles et les services qui les accompagnent, et de calmer le reste avec des illusions d'évasion. Confronté au rejet croissant, par des prolétaires, des formes du travail fixe et à plein temps, le capital développe une stratégie à double détente associant les petites combines propres au travail au noir et l'attrance pour le succès personnel dans la sphère culturelle. Sphère dans laquelle le travail est représenté et intériorisé non plus comme activité aliénante, mais bien plus comme acte d'autoréalisation.

En réalité, la culture implique la création de dispositifs de contrôle et de subordination des producteurs et des consommateurs encore plus sophistiqués. De même que nos relations sont médiatisées à titre de marchandises par des objets, de même nos émotions sont médiatisées par la culture, par ses aliénantes représentations. Il est intéressant de signaler que deux des plus lucratifs mouvements artistiques et musicaux, le punk et le rap graffiti, qui, à leur apogée, donnèrent des coups de fouet au secteur défaillant du show business, prirent naissance dans le milieu des jeunes sans-réserves, noirs et blancs, quoique dans le cas du punk, l'influence de l'école des beaux-arts ait toujours existé en arrière-plan. Dans la représentation dominante habituelle, les artistes sont souvent considérés comme étrangers aux relations de classe. Leurs productions seraient l'expression de la créativité de l'individualité ou la manifestation de l'essence humaine. Voilà qui leur permet de prendre pied, avec la plus grande facilité, dans les quartiers pauvres, à titre d'avant-garde culturelle de l'atomisation stimulée par la gentrification.

La triste fin du drapeau rouge

Dans toute forme de société capitaliste, l'art incarne purement et simplement l'idéologie appropriée à tel ou tel stade de développement des rapports économiques et sociaux. Les constructivistes en sont l'une des meilleures illustrations. Ils émergèrent en Russie comme mouvement artistique d'avant-garde à la fin de la guerre civile en 1921. Ils s'alignèrent tout de suite de la façon la plus étroite possible sur

l'idéologie bolchevique, et mirent leurs multiples talents au service de l'Etat et de ses nécessités, en fonction du contexte historique. Ils débutèrent en faisant la promotion de la Nep, la stratégie léniniste visant à stimuler l'économie via le retour partiel à la libre entreprise. En 1923, lorsque les succès de l'industrie privée menacèrent sérieusement les bénéfices de l'industrie d'Etat, le poète Mayakovsky et le photographe Rodchenko s'associèrent pour former «l'équipe de publicistes constructivistes» afin de promouvoir la camelote d'Etat. Pendant les deux années suivantes, les constructivistes non seulement encouragèrent la politique économique bolcheviste à titre de force de progrès, mais encore ils agirent comme agence de publicité avec, comme principal client, l'Etat. A cette époque, bon nombre de ces artistes commencèrent à se lancer dans l'esthétisation de la marchandise, via leur conception de «l'art de la production», en façonnant des pierres précieuses et des pièces d'orfèvrerie portant le slogan : «Qui ne travaille pas ne vit pas.» «Notre attirance pour le principe de construction est l'une des manifestations naturelles de la conscience contemporaine qui découle de l'assiduité au travail^[1]». «L'art ne doit pas être concentré dans des tombeaux appelés musées. Il doit s'exprimer partout dans les rues, les tramways, les usines, les ateliers et les blocs d'habitation des ouvriers^[2]».

Lorsque l'Etat domina suffisamment le marché, vers 1929, et que la Nep fut abolie par Staline, accélérant la collectivisation de l'agriculture et imposant le plan quinquennal, dont l'objectif était plus que jamais le développement de la grande industrie, les constructivistes furent remplacés par les réalistes socialistes. Ceux-ci poursuivaient, pour l'essentiel, le projet constructiviste en ce qui concerne le style et l'approche artistiques, mais leurs tâches et leurs priorités étaient différentes. En effet, la réalité économique s'était modifiée depuis que l'Etat devait davantage faire concurrence à l'industrie privée. Les réalistes socialistes purent alors s'appliquer à vendre les bénéfices de l'accumulation stalinienne, par exemple avec des tracteurs qui symbolisaient l'industrialisation de l'agriculture, et la dépossession de la paysannerie. Vu l'ambiance d'austérité extrême et d'abolition « du choix du consommateur » propre à la période antérieure de la Nep, le réalisme socialiste jouait le rôle d'agence de marketing de l'idéologie productiviste pendant que la production réelle était imposée avec le fusil dans le dos.

Les artistes occidentaux parlent habituellement du constructivisme et du réalisme socialiste de façon méprisante à cause de leur utilitarisme flagrant – qui nie l'art en tant que tel – alors que, en réalité, ils mettaient à nu l'essence et la fonction de l'art, mais de façon trop flagrante pour les goûts occidentaux. Dans la Russie «de la dictature de classe» les

constructivistes furent la voix officielle du «prolétariat». En Occident, les artistes prétendaient parfois être celle du «peuple». Mais, dans n'importe quel cas de figure, leur rôle en tant que spécialistes repose sur la liquidation générale de la créativité à l'échelle de la société : la bourgeoisie ne pouvant reproduire les conditions de sa domination de classe qu'en maintenant celles de l'aliénation généralisée à travers des moyens tels que l'art, alors que les prolétaires ont, eux, à combattre leur propre aliénation.

Aujourd'hui, en Occident, l'art continue à remplir la même fonction dans des conditions économiques et sociales différentes. Ici, la masse des individus qui suivent des filières artistiques finissent par travailler dans les secteurs du design et du marketing, à l'exception de la poignée de privilégiés qui, à ses dires, vie de son talent «non corrompu par le commerce». Ils participent donc pleinement à l'esthétisation de la production et de la consommation, voire au recrutement dans la police, bref à l'apologie du productivisme, du travail et de l'Etat. En tant que sphère de cette société, l'art est l'une des forces hostiles à la transformation révolutionnaire, il perpétue les séparations au sein de l'activité et entre la conscience et celle-ci, dans leurs dimensions sociales et individuelles. Alors que dans des sociétés précapitalistes, il arrive même que la culture et l'art soient tellement diffus, présents dans chaque sphère de la vie qu'il est impossible de les appréhender comme catégories séparées. Dans certaines langues africaines, il n'y a même pas de termes spécifiques pour désigner des activités culturelles, par exemple le même mot représente la musique et la vie.

La situation du logement à New York

Il y a maintenant 100 000 sans-abris environ à New York. En même temps, plus de 80 000 logements municipaux sont vides et plus de 90 000 personnes ont été expulsées par les équipes du SWAT (Special Weapons and Tactics)^[3]. Deux femmes, Elisabeth Magnum et Eleonor Bumpurs, ont été tuées par les flics au cours des expulsions. Bien que la liste d'attente, étalée sur les quinze dernières années, pour obtenir le moindre logement public concerne plus de 150 000 personnes, la mairie met progressivement en vente le domaine qui lui appartient. Par suite, plus de 50 000 appartements ont été laissés à l'abandon depuis 1970... C'est la conséquence du désinvestissement massif, de l'arrêt criminel des services d'urgence assurés par la ville et aussi d'incendies volontaires. Koch le porc, le maire de New York, a prétendu dans la presse que les sans-logis ne devaient pas recevoir trop d'argent car « ils étaient uniquement capables de le dépenser en alcool et en drogue ». Ceux qui vivent dans les rues, dans les parcs et dans les bidonvilles sont sujets aux harcèlements et aux brutalités périodiques des forces de la police municipale.

L'administration Koch a également tenté de nettoyer les rues des vagabonds en les confiant à des institutions psychiatriques. Pas étonnant que la plupart d'entre eux aient rejeté «l'offre».

Comme le souligne le magazine américain Our Land : «Pouvons nous nous taire alors que de nouveaux camps de concentration américains sont en train d'être créés et que les sans-logis sont jetés hors des places, des parcs, etc. ? Combien de temps faudra-t-il pour les remplir de victimes du Sida, de fumeurs de joints, de déserteurs et de prétendus communistes?» L'une des études académiques réalisées au début des années 80 concluait ainsi : «A New York, la cession de logements est tellement importante qu'elle entraîne le déplacement, direct, indirect et par réaction en chaîne, de 78 000 à 150 000 personnes par an.» Les chiffres résultant de la gentrification étaient également donnés : «De 25 000 à 100 000 personnes par an sur la période en cours^[4].»

Holbein et le clochard

La gentrification de Lower Manhattan est sans doute l'un des meilleurs exemples des effets de la désindustrialisation des centres-villes qui accompagnent partout le déclin des salariés en col bleu et la montée de ceux en col blanc (bien entendu ceux-ci peuvent être aussi des prolétaires). «La métamorphose des entreprises employant des cols bleus en d'autres, utilisant de cols blancs, rend encore plus incompatible l'économie de la ville avec la force de travail existante, souligne le New York Times. En 1929, 59 % de la force de travail était composée de cols bleus. En 1957, le pourcentage tomba à 47 %. Vers 1980, à l'échelle des Etats-Unis, les cols bleus représentaient moins de 33 %^[5].» Avec la modification du travail, l'usage de l'espace industriel antérieur a été profondément transformé. L'un des fers de lance du processus a été le mouvement artistique, incluant les créateurs ainsi que propriétaires de galeries. A l'origine, les artistes s'installèrent dans le quartier attirés par les loyers bon marché qui leur permettaient de disposer de vastes espaces, idéals pour leur production, à savoir les entrepôts, les ateliers et les vastes greniers bien éclairés.

Le processus commença avec Fluxus et, plus récemment, il a pris beaucoup plus d'ampleur par l'intermédiaire du ramassis de tendances artistiques new-yorkaises « radicales » qui ont fleuri au cours de la dernière décennie. Le mouvement artistique Fluxus se développa à partir des années 1950, et Soho Village, secteur situé juste à l'ouest de Lower East Side, devint peu à peu sa base pendant les dix années suivantes. L'une de ses principales activités, financée au départ par l'une des plus riches familles de businessmen new-yorkais, protectrice des arts, consista à utiliser de vastes greniers pour

réaliser leurs fantasmes de sybarites en matière d'ambiances artistiques. Les citations suivantes illustrent comment « l'art radical » cherchait à être reconnu par le biais de son idéologie et ses intentions abstraites, qui camouflaient sa réelle fonction matérielle et sociale :

« La Vienne de Ruhm construite avec des lettres dans le nom allemand pour Vienna, le porte-avions d'Holbein comme cité de 30 000 habitants, l'altération de la Tamise par Oldenburg, ma superautoroute comme cathédrale de l'environnement... sont tous des utopies contenant plus de souffle et de visualisation du présent que l'architecture répressive de la bureaucratie et du luxe qui impose des restrictions au peuple. Aujourd'hui, tout est prohibé ! Ne touchez pas ! Ne crachez pas ! Ne fumez pas ! Ne pensez pas ! Ne vivez pas ! Nos projets, nos environnements ont l'intention de libérer les hommes. Seul la réalisation des utopies peut rendre l'homme heureux et l'émanciper de ses frustrations ! Utilisez votre imagination ! Participez ! Partager le pouvoir ! Partagez la propriété ! Purgez le monde des maladies bourgeoises, de la culture intellectuelle, professionnelle et commercialisée... Faites la promotion de flux et de raz de marée dans l'art ! Fusionnez les cadres des révolutionnaires culturels, sociaux et politiques dans le même front uni et dans l'action. ^[6] »

En dépit de ses fantasmes de reconstruction libérant l'espace au service des masses, Maciunas, l'un des principaux gourous fluxistes, était un véritable spéculateur immobilier, dont les activités initiales dans ce domaine furent financées par de riches mécènes. Plus récemment, dans Lower East Side, des espaces à usage spécifiquement résidentiel devinrent disponibles grâce au déplacement de travailleurs hors du quartier, dû au manque d'entretien des immeubles par les propriétaires fonciers, aux expulsions souvent effectuées par des moyens d'intimidation (par exemple, à coups de bombes incendiaires lancées sur des personnes flânant sur le pas de leur porte), au comportement de la police fermant les yeux sur des activités telles que les opérations de la mafia de la drogue. Les artistes étaient les pionniers de la gentrification sur cette nouvelle frontière pour la classe moyenne, en créant des scènes artistiques et des lieux communautaires, utilisant l'espace disponible pour, à la fois, vivre, produire, s'exhiber et exposer. Les événements artistiques et l'ambiance culturelle attiraient les consommateurs d'art de la bourgeoisie qui, en retour, créaient des espaces pour d'autres marchés culturels : bars, restaurants pour yuppies, etc.

Il était inévitable que les galeries d'art veuillent prendre leur place sur cette nouvelle scène, empaquetant dans leurs catalogues les frissons bohèmes du quartier. Ainsi, «Lower East Side entra dans le catalogue ICA sous trois formes : mystifié dans les textes comme environnement

bohème excitant, objectivé comme plan en définissant les limites et esthétisé sur la photo en pleine page de l'une des scènes de rue. Toutes trois sont des stratégies familières pour dominer et soumettre les individus. La photo, à elle seule, est le criant exemple de l'esthétisation de la pauvreté et de la souffrance qui sont devenues la matière première de telles images. En bas, un clochard est assis à l'entrée d'un immeuble, entouré de sacs à provision, de bouteilles et de reliefs de repas. Apparemment, il a oublié la présence du photographe, inconscient de la composition dans laquelle il est amené de jouer le rôle principal. D'abondants graffitis couvrent le mur derrière lui tandis que, à gauche, celui-ci est recouvert de couches de posters. Le plus haut placé est l'appel à participer à l'une des expositions tenues à la bibliothèque d'Holbein, de Pierpoint Morgan. Le poster met en avant la grande reproduction de l'un des portraits de Holbein regardant dans la direction du clochard. L'art pour l'art est ici combiné aux thèmes de la culture souterraine, à base de graffitis. La vie des bas-fonds est symbolisée par le clochard dans cette photo, titrée à l'image de tout travail artistique. Elle porte le nom de Première et Seconde Avenue (Holbein et Le Clochard)^[7].»

Tant que de tels sujets de rue furent populaires parmi les photographes, la photo resta insérée dans les pages de catalogues de musée afin de faire la pub pour les plaisirs et l'ambiance «unique» que procurait cette scène artistique particulière. Seul le monde des artistes saturé des valeurs nombrilistes et aliénantes de l'esthétique ainsi que l'insensibilité à la souffrance qu'elles sanctionnent pouvait tolérer, pire applaudir à de pareils «événements». De telle images font fonction de shoot touristique, introduisant le spectateur dans la «couleur locale», dans le quartier peuplé d'habitants prétendument dangereux et exotiques. Holbein et Le Clochard n'a pas du tout pour objectif d'attirer l'attention de qui que ce soit sur la condition sociale des sans-logis, mais de s'installer confortablement dans les pages de catalogues dévoilant aux amoureux de l'art les plaisirs spéciaux de East Village, pour la délectation sordide de ces collectionneurs qui roulent en limousines à vitesse de croisière dans le quartier. Soit dit en passant, bon nombre des premiers artistes pionniers ont été mis peu à peu sur la touche par le succès de projets qu'ils avaient aidés à propulser et doivent maintenant partir pour recommencer ailleurs le même genre de processus aux frais de leurs malheureux nouveaux voisins.

L'Etat subventionna le logement pour artistes lorsqu'il prit conscience de l'attraction exercée par l'environnement artistique et créa toutes les conditions pour favoriser les investissements d'ampleur internationale. L'un des meilleurs exemples est l'AHOP. L'alignement des intérêts du monde de l'art sur ceux de la municipalité et de la propriété immobilière devint explicite pour

de nombreux résidents de Lower East Side pendant la bataille finalement victorieuse que les groupes communautaires menèrent pour vaincre The Artist Home Ownership Programme, de Koch. En août 1981, la ville lança des appels d'offres pour le développement de l'AHOP. Elle sollicitait «des propositions créatrices pour développer des lofts pour artistes en coopératives ou en copropriétés à travers la réhabilitation des propriétés possédées par la ville^[8]». Le coût de l'AHOP, environ 7 millions de dollars, devait être partiellement financé par The Participation Loan Scheme Programme, soit 25 millions de fonds fédéraux affectés aux personnes de revenus faibles ou modérés pour les aider à se loger avec des crédits garantis à taux faible. L'impatience de la ville à attribuer 3 millions de dollars des fonds publics pour les besoins locatifs des artistes de la classe moyenne blanche fut ressentie comme symptomatique de l'attitude qu'elle prenait face aux besoins en logement des pauvres. En dépit du fait que la communauté artistique faisait fortement pression pour rendre effectif l'AHOP, elle fut vaincue en février 1983. La considérable contre-pression exercée par divers groupes communautaires locaux força de nombreux supporters du monde de l'art et les membres du Bureau des estimations de la ville de New York à modifier leur point de vue. Bien que dans ce cas, la stratégie flagrante de manipulation ait échoué, la gentrification continue par d'autres moyens. Nulle coïncidence dans le fait que Lower East Side soit situé juste au bout de la principale avenue conduisant à l'un des plus grands centres financiers du monde. Il est évidemment préférable pour le capital d'avoir des quartiers gentrifiés près du cœur financier du pays que des populations potentiellement explosives pour lesquelles les banques sont d'évidentes cibles pour se venger.

Combattez la gentrification !

Tompkins Square Park, dans Lower East Side (ou East Village, comme les occupants l'appellent maintenant), est entouré de maisons incendiées tombées en ruines, de quelques anciens locataires et de nouveaux yuppies vivant en copropriété. Ce fut le logis de milliers de sans-abris (utilisé pour des fêtes en plein air) jusqu'à une décision de police pour imposer le couvre-feu à partir d'une heure du matin, au cours du mois de juillet 1988. La décision fut prise apparemment à la suite de protestations d'associations de voisins, se plaignant du bruit. Ce fut donc vraisemblablement une tentative d'apaiser les yuppies et les spéculateurs immobiliers, inquiets de la dévaluation potentielle de leurs biens causée par la présence d'indésirables sur le pas de leurs portes. Dans les semaines qui précédèrent l'émeute du 6 juillet 1988, la police commença à nettoyer périodiquement le parc dès une heure du matin. La petite réunion tenue le 30 juillet pour protester contre le couvre-feu fut brisée par le NYPD qui arrêta quatre personnes et en blessa plusieurs autres. Ce qui conduisit à l'appel à la réunion, plus importante, le 6 août. Le 6 août à 11 heures du soir, cent flics, certains à cheval,

stationnaient dans le parc face aux manifestants. Peu après, plusieurs centaines de personnes arrivèrent à l'improviste derrière eux en hurlant : «La gentrification est la guerre de classe : combattez-la!» Elles pénétrèrent dans le parc, y marchèrent, puis la plupart d'entre elles ressortirent dans les rues. Un peu plus tard, les flics furent bombardés de bouteilles et envoyèrent des renforts, y compris un hélicoptère. Ils chargèrent alors la foule, provoquant une émeute qui dura plusieurs heures. 31 personnes et 13 flics furent blessés, 9 personnes furent arrêtés, inculpées de participation à émeute, de désordre public, etc. Vu la colère générale qui montait dans Manhattan devant les attaques sauvages des flics, Kock fut obligé de lever le couvre-feu le 7 août. Le jour suivant, huit cents personnes se rencontrèrent dans l'église proche du parc pour discuter de ce qui était arrivé. A la réunion, elles manifestèrent leur hostilité non seulement à l'égard des policiers mais aussi envers ceux qui coopéraient avec eux, les Guardians Angels par exemple.

Le 9 août, six cents personnes marchèrent sur le 9^e commissariat de Precinct où les flics refusèrent de leur parler. Le 13 août, journée de protestation, 13 personnes furent arrêtées. William Brevard, un ouvrier noir du coin, commenta ainsi les événements : « La situation existante à des causes très profondes. Des individus se plaignent des sans-logis, mais est-ce que cela ne montre pas qu'il y a des gens sans abris qui n'ont pas d'autre choix que de venir ici tout de suite ? Ce qui est arrivé ici révèle au grand jour les côtés de l'Amérique que l'on ne montre pas. Ce n'est pas une question raciale. Oubliez le problème racial. Ici, vous voyez des Blancs et des Noirs sans abris. Il s'agit de gens qui n'ont rien contre ceux qui possèdent l'argent. [9] »

La révolution peut être télévisée

Il n'y avait pas d'équipes de caméramans présentes pendant l'émeute. Nous n'en connaissons pas la cause exacte : les flics les stoppèrent peut-être au moment d'entrer dans le quartier, ou elles acceptèrent de ne pas venir quand la police le leur demanda. Mais au moins une personne se débrouilla pour enregistrer l'événement sur film.

Paul Garrin est un jeune photographe de mode et un artiste vidéo qui vit à Lower East Side, très près de l'épicentre de l'émeute. La voyant démarrer, il prit sa camera et s'installa sur une corniche au-dessus de la rue d'où la filmer. Il se débrouilla pour prendre des images pendant quelques minutes avant que des flics (certains avec leurs numéros d'identification cachés) qui avaient tabassé quelques personnes, le repèrent en train de les filmer en plein travail. Ils lui tombèrent dessus, le battant et brisant sa caméra. Mais le film ne fut pas endommagé. Le lendemain (et les jours suivants) sa vidéo de l'émeute passa sur toutes les principales chaînes. Garrin fut interviewé aux news et

au cours d'émissions d'actualités. Après quoi, il reçut de nombreuses menaces téléphoniques anonymes, donnés par des flics de New York, qu'il avait enregistrées et dévoilées devant les médias.

Garrin a dit qu'il était grimpé sur la corniche « pour éviter la confrontation ». Et que, depuis le début de l'émeute, « il tenait à son rôle d'observateur et d'enregistreur, à travers l'objectif de la caméra, mais non pas à celui de participant au drame ». Il avait probablement immédiatement pensé aux possibilités de capitaliser à partir des images qu'il avait enregistrées, soit sous la forme de courts-métrages d'actualité vendables, soit comme matériel à incorporer dans ses vidéos artistiques. Sa carrière dans la photographie et l'art vidéo lui avait sûrement enseignée que chaque fois qu'il ramassait des caméras pour effectuer des enregistrements, il avait la possibilité de vendre des marchandises.

Bien que son film ait joué le rôle de témoignage utile pour des combats juridiques et pour exposer les mensonges de la police, il l'utilisa comme moyen d'autopromotion, pour ramasser des droits d'auteur et avancer dans sa carrière par l'intermédiaire de plus grandes expositions médiatiques. S'il avait été plus intelligent, il aurait évité de devenir la cible de la police, soit en envoyant son film anonymement aux médias, soit en insistant pour que son nom ne soit pas révélé. Mais, évidemment, il ne pouvait manquer l'occasion de faire sa propre publicité et d'asseoir sa réputation médiatique.

Dans une interview, Garrin affirma qu'il était contre le culte de la personnalité construit autour de lui par les médias, car cela détournait l'attention du public des conséquences de la violence policière et du problème des sans-logis. Cependant ses propres actions sur le terrain médiatique encourageaient cette occultation.

Ses activités artistiques consistaient, en partie, à travailler comme « jeune prodige technicien » pour l'artiste vidéo Nam June Paik, ex-membre du mouvement artistique Fluxus, qui donna le coup de pouce pour faire démarrer la gentrification à Lower Manhattan. En octobre et en novembre 1988, il y eut une exposition vidéo de Paik à la galerie Hayward, à Londres. Au programme, il y avait aussi des vidéos de Garrin. L'une d'entre elles contenait son court-métrage relatif aux émeutes à travers le monde, incluant Tompkins Square Park. Plus loin, la collection de reportage TV sur les émeutes, incluant le film de Garrin et ses interviews données à plusieurs programmes de télévision. A quelques mois de ce happening, l'émeute avait été emballée et esthétisée comme marchandise artistique par les mêmes artistes dont les activités et la présence avaient aidées à créer le processus de gentrification que les émeutiers avaient combattus.

comme «jeune prodige technicien» pour l'artiste vidéo Nam June Paik, ex-membre du mouvement artistique Fluxus, qui donna le coup de pouce pour faire démarrer la gentrification à Lower Manhattan. En octobre et en novembre 1988, il y eut une exposition vidéo de Paik à la galerie Hayward, à Londres. Au programme, il y avait aussi des vidéos de Garrin. L'une d'entre elles contenait son court-métrage relatif aux émeutes à travers le monde, incluant Tompkins Square Park. Plus loin, la collection de reportage TV sur les émeutes, incluant le film de Garrin et ses interviews données à plusieurs programmes de télévision. A quelques mois de ce happening, l'émeute avait été emballée et esthétisée comme marchandise artistique par les mêmes artistes dont les activités et la présence avaient aidées à créer le processus de gentrification que les émeutiers avaient combattus.

En guise de conclusions

1.

La base industrielle traditionnelle des centres-villes est en déclin progressif pour plusieurs raisons : le déplacement de l'industrie lourde vers les pays du tiers monde aux coûts de travail meilleur marché, l'automation croissante de certains secteurs du processus de travail et le besoin de centraliser l'administration et les affaires partiellement dans les centres villes. Simultanément, les services administratifs (du moins de ceux qui ne dépendent pas à la seconde près des décisions du monde des affaires) sont de plus en plus sous-traités dans des cités périphériques et des banlieues, ce qui crée en retour de nouvelles possibilités de valorisation de l'espace qu'ils laissent en friche dans les centres-villes.

2.

Cette modification du processus d'accumulation intègre la consommation culturelle, comme l'une de ses composantes essentielles. Ainsi, à Pittsburgh, autrefois capitale américaine de l'acier, l'Etat et les investisseurs privés ont lancé de gros projets de développement culturel. L'Etat réalise des bénéfices grâce à la taxe sur les divertissements culturels prélevée sur les tickets de théâtre et les recettes de parking, tandis que, dans le secteur privé, pour chaque dollar dépensé dans la consommation culturelle, 3 ou 4 autres le sont dans les autres secteurs commerciaux qui l'accompagnent : boutiques, hôtels, restaurants, etc. Le capital britannique a suivi de près les expériences de ce type et entame quelque chose de similaire à Bradford, avec des propositions de développement du centre-ville pour 100 millions de livres, incluant de probables bases avancées septentrionales pour le Théâtre national et la collection d'art indien V&A. De même, des projets de conservation sont lancés pour revaloriser les entrepôts de bois victoriens. L'un d'eux a été transformé en galerie d'art, pour 500 000 livres, et en complexe d'ateliers d'artistes. Des

développements similaires existent à Liverpool et Glasgow, parmi tant d'autres villes du Royaume-Uni.

3.

Ce n'est pas seulement dans les centres-villes que ce processus est au travail mais aussi dans les régions autrefois industrielles ne disposant pas seulement de locaux revalorisables, mais connaissant aussi des taux élevés de chômage, les chômeurs pouvant donc être employés dans les services pour de faibles salaires. A Hemsworth, village minier dont le puit fut fermé après la grève, la plage intérieure a été créée avec des milliers de tonnes de sable déversé sur les rives du lac local. Cette « station balnéaire » à 40 milles de la côte a généré une industrie touristique sur le site minier.

4.

Dans cet article, nous nous sommes concentrés sur Lower Manhattan, exemple même de la façon dont l'Etat et le big business utilisent l'art d'avant-garde pour récupérer des territoires devenus peu lucratifs. Comme nous avons pu le voir dans l'exemple du lancement de l'AHOP à New York, le rôle des artistes ne fut pas spontané, mais ils furent utilisés par l'Etat, les propriétaires immobiliers et les membres du big business, pour faire office de coin, susceptible de déstabiliser et, finalement, de faciliter le déplacement des communautés ouvrières. Par exemple, à Manhattan, la présence des éléments culturels a comme effet de rehausser la valeur de quartiers financiers des environs, non seulement en écartant la peur engendrée par la présence de masses de population « coléreuses et instables » – qui n'ont rien à perdre – mais encore en construisant le décor urbain répondant aux goûts culturels distingués de l'élite financière.

5.

A Londres, aucune des deux stratégies ébauchées ici ne semblent avoir été déployées, à l'exception de Notting Hill. Ici, ce sont plutôt des yuppies qui jouent le rôle de pionniers, apportant leur bagage culturel avec eux, créant des débouchés pour satisfaire les goûts de la bourgeoisie, ce qui en retour crée des environnements attirant d'autres yuppies. Ce processus est encouragé par des agents immobiliers manipulant le marché.

6.

Dans une période de faible développement économique, l'art est l'une des peu nombreuses industries en expansion. L'art et la propriété immobilière, comme marchandises, partagent la même caractéristique, très importante pour le capital dans le climat actuel de récession : ils peuvent être l'un comme l'autre en constante revalorisation. Là où la propriété a quelque valeur d'usage spécifique (comme espace d'habitation), l'art n'en a

pas. Il est devenu l'une des incarnations pures du capital, conformément à sa fonction sociale et idéologique : « A l'heure où la fusion de l'art et du business est la plus complète, la plus nauséabonde des contradictions surgit, entre le besoin affiché de proclamer la créativité (en réalité son opposée) et l'accumulation cynique d'argent. Les capitalistes exploitent les autres mais se saisissent rarement eux-mêmes comme de vulgaires voleurs... Au milieu des années 80, la figure du commissaire-priseur est celle qui attira le plus l'attention dans les deux capitales les plus avancées de l'art : Londres et New York. La combinaison en apparence paradoxale de pédanterie dédaigneuse et de comportement de rapace, dès qu'il est question de prix accompagne le développement de la spéculation mondiale sur les actions et la montée en flèche des valeurs immobilières dans les principaux centres financiers majeurs. Avec les banques qui commencent à ouvrir des services de conseil artistique, l'art est devenu l'un des débouchés pour l'investissement comme jamais auparavant, attirant l'argent à la recherche de gains rapides et d'actifs appréciables. [10] » L'idéologie artistique se définit comme l'activité purement créatrice par excellence, éloignée le plus possible des tripatouillages malpropres de la place du marché. Mais en réalité l'art incarne la logique folle du capitalisme sous sa forme la plus claire : la domination totale de la valeur d'échange sur la valeur d'usage.

7.

La seule fonction radicale pour l'art que nous connaissons est celle proposée par Bakounine au cours de l'insurrection de Dresde de 1849 quand il préconisait, sans succès, de sortir les peintures des musées et de les poser sur les barricades à l'entrée de la ville pour voir si elles pourraient stopper le feu des soldats arrivant sur elles.

Cette traduction de l'article "The Occupation of Art and Gentrification" a été effectuée au cours de l'automne 2007. Il fut publié pour la première fois en 1989 dans le recueil "No Reservation", édité à Londres.

Notes :

- [1] Alexander Rodchenko, dans « Soviet Commercial Design of the Twenties », de M. Anikst.
- [2] Vladimir Maïakosky, dans « Soviet Commercial Design of the Twenties », de M. Anikst.
- [3] La première équipe du SWAT fut constituée à Los Angeles en 1967 et prit part à l'assaut contre le quartier général des Black Panther en 1969, puis à celui contre l'Armée symbiotique de libération en 1974.
- [4] Citation tirée de « Gentrification of the City », de N. Smith et P. Williams.
- [5] Citation tirée de « The Fine Art of Gentrification », de R. Deutsche et G. Ryan.
- [6] Citation tirée de « The Assault on Culture », de S. Home.
- [7] Citation tirée de « The Fine Art of Gentrification », de R. Deutsche et G. Ryan.
- [8] Op cit.
- [9] Cité dans « The Militant », journal trostkyste.
- [10] Introduction de « Pravda 3 », de BM Blob.



A GAZA COMME AILLEURS...

DE GAZA EN PALESTINE à Nasiríya en Iraq, du Kivu au Congo à Grozny en Tchétchénie, les massacres de milliers d'êtres humains sont quotidiens. Sous les différentes formes qu'il prend aux quatre coins du monde, ce système capitaliste et autoritaire dévaste des zones entières par la famine, la privation, la pollution, la guerre. Qu'ils servent à fixer la main d'œuvre ou à la déporter, les camps sont désormais la condition de millions de personnes: camps de réfugiés, zones franches, centres de déportation, bidonvilles...

COMME À GAZA, ce camp bombardé et encerclé par l'armée israélienne ; dominé par les autorités religieuses, nationalistes ; soumis à la misère et au désespoir. Opposer une logique de guerre contre tout un « peuple » à la terreur de l'Etat israélien ne sert qu'à faire oublier aux rejetés de Gaza comme aux exploités de Tel Aviv qu'il ne leur reste qu'une possibilité pour s'en sortir : se battre contre toute autorité, que ce soit celle de l'uniforme du soldat israélien ou du policier palestinien, de la camisole religieuse – ce vieil ennemi de la liberté –, du costume des capitalistes démocratiques et des usuriers qui, dans les camps comme ailleurs, spéculent sur la misère.

COMME EN TCHÉTCHÉNIE, où dans les décombres des bombardements de l'armée, vient s'ajouter à la terreur de l'Etat russe un régime de seigneurs de guerre.

COMME AU CONGO, où des affamés travaillent dans les mines de métaux précieux aux avancées technologiques du capital et crèvent dans des conditions d'esclavage. Ces mêmes mineurs et leurs familles sont massacrés à coups de fusils et de machettes par des armées (officielles ou non) qui s'y battent pour garantir les profits de leurs maîtres. Tandis que les banques belges financent les deux partis rivaux pour faire baisser les coûts de production.

AVEC UNE AUTRE INTENSITÉ, mais suivant la même logique, en Europe, des milliers d'indésirables sont raflés, incarcérés et déportés selon les besoins de l'économie et du contrôle social. Des milliers de personnes trouvent la mort sur leur lieu de travail ou des suites de l'exploitation (cancers, dépressions, etc.). Dans les quartiers où les conditions sont de plus en plus dures, il n'y a pas que la police qui tabasse et assassine, mais il y a aussi le développement toujours plus accentué de la guerre entre pauvres. La logique de la concurrence règne passant par différents rackets religieux, nationalistes ou mafieux : s'arnaquer, se vendre de la came, s'allier au premier chef de bande venu pour mieux survivre dans la jungle du capital où viols et autres brutalités font partie intégrante de la misère qui rend ce monde insupportable.

IL EST DANS L'INTÉRÊT DES PUISSANTS et des exploités que la guerre civile éclate partout... Cette guerre entre pauvres leur va très bien, parce qu'elle fait oublier qu'une autre guerre est possible : celle contre ce monde de fric et d'autorité et celle pour la liberté de chacun.

Il est urgent d'opposer à la guerre entre Etats, entre religions, entre ethnies, la guerre sociale contre toute exploitation et toute domination.

**DESERTONS LES
GUERRES DES ETATS
ET DES PUISSANTS,
REFUSONS LA GUERRE
ENTRE PAUVRES !**

**ARMONS—NOUS
CONTRE LES
MANIPULATIONS
NATIONALISTES,
DEMOCRATIQUES,
ET RELIGIEUSES !**

**ATTAQUONS ICI
ET MAINTENANT
TOUT CE QUI NOUS
REND ESCLAVES.**



Des anarchistes